

Comptes consolidés

Au 31 décembre 2015

Version préliminaire, comptes non audités



EULER HERMES
Business insured. Success ensured.

En application de l'article 28-1 alinéa 5 du Règlement (CE) n°809/2004 de la Commission européenne du 29 avril 2004, les comptes consolidés du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2014 (établis conformément aux normes IFRS comprenant les données comparatives de l'exercice 2013 selon les mêmes normes) et pour l'exercice clos le 31 décembre 2013 (établis conformément aux normes IFRS comprenant les données comparatives de l'exercice 2012 selon les mêmes normes) ainsi que les rapports des commissaires aux comptes y afférent sont inclus par référence dans le présent Document de Référence. Ils figurent respectivement aux pages 131 à 210 du Document de Référence de la Société pour l'exercice 2014 enregistré par l'AMF le 27 mars 2015 sous le numéro D. 15-0213 et aux pages 123 à 199 du Document de Référence de la Société pour l'exercice 2013 enregistré par l'AMF le 30 avril 2014 sous le numéro D. 14-0469.

Table des matières

Bilan consolidé	4
Compte de résultat consolidé	5
Etat du résultat global consolidé	6
Tableau de flux de trésorerie consolidé.....	7
Variation des capitaux propres consolidés	9
Annexes aux comptes consolidés	10
Note 1 Faits marquants de la période.....	10
Note 2 Règles de comptabilisation et d'évaluation IFRS	11
Note 3 Ecart d'acquisition	30
Note 4 Autres actifs incorporels et portefeuilles de contrats	32
Note 5 Immobilier de placement et d'exploitation	33
Note 6 Placements financiers	34
Note 7 Investissements dans les entreprises associées	37
Note 8 Immeubles d'exploitation et autres immobilisations corporelles.....	39
Note 9 Impôts différés	40
Note 10 Créances d'assurance et de réassurance.....	41
Note 11 Autres créances	42
Note 12 Actifs et passifs détenus en vue de la vente	42
Note 13 Trésorerie et équivalents de trésorerie.....	43
Note 14 Réserves de réévaluation	43
Note 15 Participations ne donnant pas le contrôle	43
Note 16 Provisions pour risques et charges	43
Note 17 Avantages au personnel	44
Note 18 Dettes de financement	48
Note 19 Provisions techniques	49
Note 20 Dettes d'assurance et de réassurance.....	49
Note 21 Autres dettes.....	50
Note 22 Ventilation du résultat opérationnel courant	50
Note 23 Produits financiers.....	51
Note 24 Contrats de location	51
Note 25 Autres produits et charges opérationnels courants	52
Note 26 Autres produits et charges opérationnels.....	52
Note 27 Impôts sur les résultats	52
Note 28 Résultat par action et dividende par action	54
Note 29 Information sectorielle	54
Note 30 Parties liées	57
Note 31 Plans de stock-options	59
Note 32 Effectifs du Groupe	63
Note 33 Engagements donnés et reçus	63
Note 34 Honoraires d'audit	65
Note 35 Evénements postérieurs au 31 décembre 2015.....	65
Note 36 Gestion des risques	65

Bilan consolidé

(en milliers d'euros)	Notes	31 décembre 2015	31 décembre 2014
Ecarts d'acquisition	3	114 852	108 389
Autres immobilisations incorporelles	4	118 728	112 502
Actifs incorporels		233 580	220 891
Immobilier de placement	5	78 974	75 369
Placements financiers	6	4 018 454	3 894 626
Instruments dérivés		15 469	19 011
Placements des activités d'assurance		4 112 897	3 989 006
Investissements dans les entreprises associées	7	193 292	199 428
Part des cessionnaires et rétrocessionnaires dans les provisions techniques et les passifs financiers	19	662 811	564 279
Immeubles d'exploitation et autres immobilisations corporelles	5-8	45 124	48 602
Frais d'acquisition reportés		76 131	67 753
Impôts différés actifs	9	10 564	23 653
Créances nées des opérations d'assurance ou de réassurance acceptées	10	605 041	592 788
Créances nées des opérations de réassurance cédées	10	21 793	12 082
Créances d'impôt exigible		20 414	19 811
Autres créances	11	232 318	228 100
Actifs détenus en vue de la vente	12	37 247	60 670
Autres actifs		1 048 632	1 053 459
Trésorerie	13	345 414	332 624
TOTAL DE L'ACTIF		6 596 626	6 359 687
Capital social		14 510	14 510
Primes d'émission		465 007	465 007
Réserves consolidées		1 856 619	1 712 679
Résultat consolidé		302 476	302 060
Réserves de réévaluation	14	65 772	99 242
Ecart de conversion		11 037	(12 973)
Capitaux propres du Groupe		2 715 421	2 580 525
Participations ne donnant pas le contrôle	15	61 807	62 142
Capitaux propres totaux		2 777 228	2 642 667
Provisions pour risques et charges		365 032	383 651
Dettes de financement envers les entreprises du secteur bancaire		252 242	284 159
Autres dettes de financement		-	-
Dettes de financement	18	252 242	284 159
Provisions techniques non-vie	19	2 387 556	2 177 246
Passifs relatifs aux contrats		2 387 556	2 177 246
Impôts différés passifs	9	154 571	163 063
Dettes nées des opérations d'assurance ou de réassurance acceptées	20	219 156	226 992
Dettes nées des opérations de réassurance cédées	20	107 810	131 477
Dettes d'impôt exigible		18 395	60 658
Autres dettes	21	299 650	289 774
Passifs détenus en vue de la vente	12	14 986	-
Autres passifs		814 568	871 964
TOTAL DES PASSIFS ET DES CAPITAUX PROPRES		6 596 626	6 359 687

Compte de résultat consolidé

(en milliers d'euros, excepté pour le résultat par action)

	Notes	31 décembre 2015	31 décembre 2014
Primes émises		2 372 473	2 270 416
Ristournes de primes		(132 305)	(111 513)
Variation des primes non acquises		(34 724)	(32 992)
Primes acquises		2 205 444	2 125 911
Prestations de service		432 931	401 101
Chiffre d'affaires	21	2 638 375	2 527 012
Produits des placements		80 613	81 117
Charges des placements		(11 456)	(9 012)
Plus et moins-values de cession des placements nettes des reprises de dépréciation et d'amortissement		35 447	21 108
Variation de juste valeur des placements comptabilisés à la juste valeur par résultat		(3 892)	210
Variation des dépréciations sur placements		(48)	(2 984)
Variation nette des impacts de change		15 679	(5 357)
Produits des placements nets de charges	23	116 343	85 082
Charges des prestations d'assurance		(1 147 540)	(998 671)
Produits des cessions en réassurance		555 939	498 812
Charges des cessions en réassurance		(656 407)	(643 876)
Charges ou produits nets des cessions en réassurance	22	(100 468)	(145 064)
Frais d'acquisition des contrats		(478 040)	(452 940)
Frais d'administration		(219 261)	(207 943)
Autres produits opérationnels courants	25	18 601	23 595
Autres charges opérationnelles courantes	25	(410 226)	(394 902)
Résultat opérationnel courant	22	417 784	436 169
Autres charges opérationnelles	26	(4 887)	(24 726)
Autres produits opérationnels	26	4 461	1 682
Résultat opérationnel		417 358	413 125
Charges de financement		(8 352)	(8 347)
Quote-part dans les résultats des entreprises associées mises en équivalence	7	18 703	15 718
Impôts sur les résultats	27	(123 537)	(116 396)
Résultat net de l'ensemble consolidé		304 172	304 100
dont			
Résultat net, part du Groupe		302 476	302 060
Participations ne donnant pas le contrôle		1 696	2 040
Résultat net par action (en euros)	28	6,85	6,86
Résultat net dilué par action (en euros)	28	6,85	6,86
Résultat par action des activités poursuivies (en euros)		6,85	6,86
Résultat dilué par action des activités poursuivies (en euros)		6,85	6,86

Etat du résultat global consolidé

(en milliers d'euros)

	31 décembre 2015	31 décembre 2014
Résultat net, part du Groupe	302 476	302 060
Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	1 695	2 040
Gains et pertes actuariels sur engagements de retraite nets d'impôts	16 512	(49 723)
Autres éléments du résultat global non reclassés ultérieurement en résultat net	16 512	(49 723)
Variation de juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente transférée en résultat (part brute)	(31 963)	(20 361)
Impôts	7 066	5 211
Variation de juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente comptabilisée par capitaux propres (part brute)	(19 236)	63 945
Impôts	5 641	(16 313)
Autres variations de juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente comptabilisée par capitaux propres	-	-
Incidence des écarts de conversion (y compris sur réserves de réévaluation)	29 030	35 876
Autres éléments du résultat global reclassés ultérieurement en résultat net	(9 462)	68 358
Autres éléments du résultat global - part des participations ne donnant pas le contrôle nette d'impôts	59	45
Résultat global de la période de l'ensemble consolidé	311 280	322 780
Résultat global de la période - part du Groupe	309 526	320 695
Résultat global de la période attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	1 754	2 085

Tableau de flux de trésorerie consolidé

(en milliers d'euros)	Notes	31 décembre 2015	31 décembre 2014
Résultat net part du Groupe		302 476	302 060
Impôts sur les résultats		123 537	116 396
Charge de financement		8 352	8 347
Résultat des minoritaires		1 696	2 040
Résultat des sociétés mises en équivalence	7	(18 703)	(15 718)
Résultat opérationnel avant impôt		417 358	413 125
Dotations et reprises aux amortissements et aux provisions (résultat)		54 458	82 123
Variation des provisions techniques		71 075	54 034
Variation des frais d'acquisition reportés		(4 528)	(5 228)
Variation de la juste valeur des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur par résultat (hors trésorerie et équivalents de trésorerie)		(2 295)	(1 609)
Plus et moins-values réalisées nettes de reprises		(35 758)	(21 471)
Résultat latent de change		6 012	11 719
Charges et produits calculés liés aux stocks options et assimilés		-	-
Produits d'intérêts reçus non encaissés		3 744	1 929
Correction des éléments inclus dans le résultat opérationnel qui ne correspondent pas à des flux monétaires et reclassement des flux de financement et d'investissement		92 708	121 497
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	7	21 774	10 414
Variation des dettes et des créances nées des opérations d'assurance ou de réassurance		(41 304)	59 914
Variation des créances et dettes d'exploitation		(22 869)	(2 835)
Variation des autres actifs et passifs		(1 528)	(13 487)
Impôt payé sur le résultat		(147 825)	(181 854)
Flux de trésorerie liés aux opérations d'exploitation		(191 752)	(127 848)
FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DES ACTIVITES OPERATIONNELLES		318 314	406 774
Acquisitions des filiales et co-entreprises, nettes de la trésorerie acquise		-	(4 667)
Cessions des filiales et co-entreprises, nettes de la trésorerie cédée		-	-
Prises de participations dans des entreprises mises en équivalence	7	-	-
Cessions de participations dans des entreprises mises en équivalence		-	-
Fusion		-	25
Flux de trésorerie liés aux variations de périmètre		-	(4 642)
Cessions de titres AFS		929 673	1 063 955
HTM à échéance		63	-
Cessions d'immobilier de placement		18	165
Cessions des titres de transaction (trading)		12 129	2 630
Flux de trésorerie liés aux cessions et remboursements de placements		941 883	1 066 750
Acquisitions de titres AFS		(1 140 366)	(1 197 437)
Acquisitions de titres HTM		-	-
Acquisition d'immobilier de placements et d'exploitation	5	(6 021)	(16 832)
Acquisitions des titres de transaction (trading)		(6 489)	(5 900)
Flux de trésorerie liés aux acquisitions de placements		(1 152 876)	(1 220 169)
Cessions des autres investissements et immobilisations incorporelles ⁽¹⁾		2 667 923	2 733 714
Acquisitions des autres investissements et immobilisations incorporelles ⁽¹⁾		(2 607 873)	(2 757 258)
Flux de trésorerie liés aux acquisitions et cessions des autres investissements et immobilisations incorporelles		60 050	(23 544)
Cessions des actifs détenus en vue de la vente		60 517	-
Acquisitions des actifs détenus en vue de la vente		(2 027)	-
Flux de trésorerie liés aux acquisitions et cessions des actifs détenus en vue de la vente		58 490	-
FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT		(92 453)	(181 605)

(1) Ces montants sont principalement composés d'opérations de trésorerie à court terme.

Tableau de flux de trésorerie consolidé

(en milliers d'euros)	Notes	31 décembre 2015	31 décembre 2014
Augmentations et réductions de capital		-	-
Opérations sur actions propres		19 920	(18 041)
Dividendes payés		(196 637)	(189 372)
Flux de trésorerie liés aux transactions avec les actionnaires		(176 717)	(207 413)
Variation des emprunts et titres subordonnés		(29 989)	22 682
<i>Trésorerie générée par les émissions de dettes de remboursement</i>		110 010	22 682
<i>Trésorerie affectée aux remboursements de dettes de financement</i>		(139 999)	-
Intérêts payés		(9 636)	(8 263)
Flux de trésorerie liés au financement du Groupe		(39 625)	14 419
FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT		(216 342)	(192 994)
Effets des variations de change sur la trésorerie et les équivalents trésorerie		3 597	(130)
Reclassement		(326)	-
Changement de méthode		-	(1 261)
AUTRES VARIATIONS NETTES DE TRESORERIE		3 271	(1 391)
Variation de trésorerie provenant des flux		12 790	30 784
Variation de trésorerie provenant de la trésorerie		12 790	30 784
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	13	332 624	301 840
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	13	345 414	332 624

La position de trésorerie à fin 2015 a augmenté de 12 790 milliers d'euros.

- Les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles ont diminué de 88,5 millions d'euros, passant de 406,8 millions d'euros à fin décembre 2014 à 318,3 millions d'euros à fin décembre 2015, en raison principalement de la diminution des flux liés aux opérations d'assurance et de réassurance pour 101,2 millions d'euros et de la baisse des flux encaissés, liés aux créances et dettes d'exploitation pour 20 millions d'euros atténuées par un moindre décaissement des flux liés aux impôts payés sur le résultat pour 34 millions d'euros.
- Les activités d'investissement ont contribué aux décaissements pour 92,5 millions d'euros à fin décembre 2015, contre 181,6 millions d'euros à fin décembre 2014, principalement en raison des investissements nets de cessions dans les titres AFS pour 210,7 millions d'euros en 2015 contre 133,5 millions d'euros en 2014, d'investissements immobiliers nets moindre en 2015 (6 millions d'euros en 2015 contre 16,7 millions d'euros en 2014) et la cession d'actifs détenus en vue de la vente pour 58,5 millions d'euros.
- Les flux relatifs aux activités de financement passent de 193 millions d'euros à fin 2014 à 216,3 millions d'euros à fin 2015 et s'expliquent essentiellement par le montant des dividendes payés (pour 196,6 millions d'euros en 2015 contre 189,4 millions d'euros en 2014) et un remboursement net d'emprunts pour 30 millions d'euros.

Etat de variation des capitaux propres

Pour l'année 2015

(en milliers d'euros)	Capital	Primes d'émission	Réserve de consolidation et résultats cumulés	Réserve de réévaluation	Ecart de conversion	Actions propres	Total part du Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Capitaux propres consolidés à l'ouverture	14 510	465 007	2 092 254	99 242	(12 973)	(77 515)	2 580 525	62 142	2 642 667
Actifs disponibles à la vente (AFS)									
Gain / (perte) d'évaluation pris en capitaux propres	-	-	-	(13 595)	-	-	(13 595)	-	(13 595)
Incidence des transferts en résultat des plus ou moins values réalisées	-	-	-	(24 897)	-	-	(24 897)	-	(24 897)
Gain / (perte) actuariel sur engagements de retraite	-	-	16 512	-	-	-	16 512	(16)	16 496
Incidence des écarts de conversion	-	-	-	5 021	24 009	-	29 030	75	29 105
Total des autres éléments du résultat global, net d'impôt	-	-	16 512	(33 471)	24 009	-	7 050	59	7 109
Résultat net consolidé de l'exercice	-	-	302 476	-	-	-	302 476	1 695	304 171
Résultat global de la période	-	-	318 988	(33 471)	24 009	-	309 526	1 754	311 280
Mouvements de capital	-	-	-	-	-	19 461	19 461	-	19 461
Distribution de dividendes	-	-	(194 547)	-	-	-	(194 547)	(2 089)	(196 636)
Annulation boni/mali sur actions d'autocontrôle	-	-	-	-	-	459	459	-	459
Autres variations	-	-	(6)	1	1	1	(3)	-	(3)
Capitaux propres consolidés à la clôture	14 510	465 007	2 216 689	65 772	11 037	(57 594)	2 715 421	61 807	2 777 228

Pour l'année 2014

(en milliers d'euros)	Capital	Primes d'émission	Réserve de consolidation et résultats cumulés	Réserve de réévaluation	Ecart de conversion	Actions propres	Total part du Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Capitaux propres du Groupe à l'ouverture	14 510	465 007	2 024 004	63 566	(45 743)	(59 474)	2 461 870	66 582	2 528 452
Actifs disponibles à la vente (AFS)									
Gain / (perte) d'évaluation pris en capitaux propres	-	-	-	47 632	-	-	47 632	-	47 632
Incidence des transferts en résultat des plus ou moins values réalisées	-	-	-	(15 150)	-	-	(15 150)	-	(15 150)
Gain / (perte) actuariel sur engagements de retraite	-	-	(49 723)	-	-	-	(49 723)	(61)	(49 784)
Incidence des écarts de conversion	-	-	-	3 106	32 770	-	35 876	106	35 982
Total des autres éléments du résultat global, net d'impôt	-	-	(49 723)	35 588	32 770	-	18 635	45	18 680
Résultat net consolidé de l'exercice	-	-	302 060	-	-	-	302 060	2 040	304 100
Résultat global de la période	-	-	252 337	35 588	32 770	-	320 695	2 085	322 780
Mouvements de capital	-	-	-	-	-	(17 504)	(17 504)	-	(17 504)
Distribution de dividendes	-	-	(184 826)	-	-	-	(184 826)	(4 546)	(189 372)
Annulation boni/mali sur actions d'autocontrôle	-	-	-	-	-	(537)	(537)	-	(537)
Transactions entre actionnaires	-	-	729	88	-	-	817	(1 979)	(1 162)
Autres variations	-	-	10	-	-	-	10	-	10
Capitaux propres du Groupe à la clôture	14 510	465 007	2 092 254	99 242	(12 973)	(77 515)	2 580 525	62 142	2 642 667

Au 31 décembre 2015, le capital social d'Euler Hermes Group se compose de 45 342 177 titres intégralement libérés. A la même date Euler Hermes Group détient 1 124 387 actions propres.

Conformément à la norme IAS 39, les placements disponibles à la vente (AFS) ont été réévalués à la juste valeur en contrepartie de la réserve de réévaluation sans effet sur le résultat. La diminution des réserves de réévaluation sur l'exercice s'élève à 33 469 milliers d'euros nette d'impôts.

L'augmentation de l'écart de conversion à hauteur de 24 009 milliers d'euros sur l'exercice concerne principalement le dollar américain pour 19 801 milliers d'euros, la livre sterling pour 3 392 milliers d'euros, le dollar de Hong Kong pour 2 991 milliers d'euros, le dollar de Singapour pour 1 004 milliers d'euros et le real brésilien pour - 2 056 milliers d'euros.

Les participations ne donnant pas le contrôle diminuent de 335 milliers d'euros principalement en raison du résultat net de la période de 1 695 milliers d'euros et du versement de dividendes pour - 2 089 milliers d'euros.

Annexe aux comptes consolidés

Note 1 Faits marquants de la période

Capital et actionariat

Au 31 décembre 2015, le groupe Allianz détient 30 744 048 actions sur un total de 45 342 177, soit 67,8% des actions, en conséquence de quoi, Euler Hermes Group est intégrée dans le périmètre de consolidation d'Allianz.

Au 31 décembre 2015, le nombre d'actions composant le capital social d'Euler Hermes Group s'élève à 45 342 177 dont 1 124 387 actions propres.

L'année 2015 a été marquée par les événements suivants :

Signature d'un accord de cession du groupe Bürgel

Euler Hermes AG et EOS, le prestataire international de services financiers, ont annoncé la signature d'un accord le 18 décembre 2015, avec le CRIF, une société internationale basée à Bologne en Italie, offrant des services d'information de crédit, des solutions de crédit et de logiciels, pour la vente de 100% du groupe Bürgel. Euler Hermes AG détient 50,1% de Bürgel Wirtschaftsinformationen GmbH & Co. KG et 50,4% de Bürgel Wirtschaftsinformationen Verwaltungs-GmbH et EOS détient les actions restantes de ces coentreprises. La convention d'achat d'actions étant soumise à des conditions suspensives standard, la clôture de la transaction est prévue pour la fin février 2016.

Suite à la signature de cet accord, les actifs et passifs du groupe Bürgel ont été reclassés en actifs et passifs détenus en vue de la vente.

Lancement des activités en Afrique du Sud

Euler Hermes a lancé une offre de services pour le marché sud-africain, renforçant ainsi sa présence sur le continent africain et, plus globalement, sur les marchés à forte croissance. Basées à Johannesburg, les activités d'Euler Hermes incluent un accord de réassurance avec la branche sud-africaine d'Allianz Global Corporate & Specialty (AGCS). Cette collaboration va permettre de conjuguer les atouts d'Euler Hermes – présence mondiale et expertise dans l'assurance-crédit – avec ceux d'AGCS – implantation existante en Afrique du Sud et connaissance privilégiée des entreprises locales

Euler Hermes lance en France une nouvelle offre d'assurance contre le risque de fraude en entreprise : « EH Fraud Cover »

Expert en assurance-crédit, recouvrement et caution, Euler Hermes a choisi de compléter sa gamme de produits et services en proposant aux entreprises une couverture contre le risque de fraude et de cyber fraude. Une décision qui s'appuie sur l'expérience et la réussite de cette ligne métier depuis plus de 30 ans en Allemagne, où Euler Hermes dispose déjà d'un portefeuille de plus de 7000 polices. Le Groupe compte ainsi sur un démarrage rapide de cette activité en France pour consolider sa position de leader en assurance fraude en Europe.

Accord de distribution entre Arkéa Banque Entreprises et Institutionnels et Euler Hermes pour sécuriser les flux de trésorerie

En juin 2015, Arkéa Banque Entreprises et Institutionnels, une filiale de Crédit Mutuel Arkéa, et Euler Hermes ont annoncé un accord de distribution afin d'offrir aux entreprises françaises une gamme complète de services pour répondre aux défis de financement et de garantie des créances en France et à l'étranger. Grâce à ce nouveau partenariat, les clients bénéficieront d'un accès plus facile à un service complémentaire qui leur permet de sécuriser leurs flux de trésorerie et de soutenir la croissance de leurs exportations.

Solunion, joint-venture d'Euler Hermes et de MAPFRE, lance ses activités en Amérique Latine

Le spécialiste de l'assurance-crédit Solunion, joint-venture d'Euler Hermes et de MAPFRE, continue de renforcer sa présence en Amérique latine en donnant le coup d'envoi à ses activités au Panama. C'est le septième pays d'Amérique latine où Solunion s'implante, après les lancements cette année en Uruguay et au Pérou. Les entreprises panaméennes pourront désormais compter sur les solutions et les services de Solunion pour développer sereinement leurs activités, tant sur le marché intérieur qu'à l'international.

Annexe aux comptes consolidés

Euler Hermes lance aux Etats Unis une solution d'assurance-crédit pour les petites entreprises

Euler Hermes est le premier assureur-crédit des États-Unis à offrir un produit personnalisé pour protéger les micros et petites entreprises contre le risque d'insolvabilité de leurs clients. La nouvelle offre « Simplicity », est destinée à aider les petites entreprises à gérer leurs risques de comptes clients d'une manière rapide, simple et abordable, tout en maximisant leur croissance. Elle est conçue spécifiquement pour les entreprises entre 1 et 5 millions de dollar de chiffre d'affaires annuelles qui souscrivent pour la première fois un contrat d'assurance-crédit.

Note 2 Règles de comptabilisation et d'évaluation IFRS

Euler Hermes Group est une société qui est domiciliée en France. Le siège social d'Euler Hermes Group est situé 1, Place des Saisons 92048 Paris - La Défense Cedex. Les états financiers consolidés du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2015 comprennent Euler Hermes Group et ses filiales (l'ensemble désigné comme « le Groupe » et chacune individuellement comme « les entités du Groupe ») et la quote-part du Groupe dans les entreprises associées ou sous contrôle conjoint.

Euler Hermes Group est enregistrée au RCS sous le numéro 552 040 594.

Les comptes du Groupe au 31 décembre 2015 ont été arrêtés par le Directoire du Groupe en date du 16 février 2016 et présentés au Conseil de Surveillance en date du 17 février 2016. Ils seront soumis pour approbation à l'Assemblée Générale du 25 mai 2016.

2.1. Principes généraux

Conformément au règlement européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les états financiers consolidés qui sont publiés au titre du 31 décembre 2015 sont établis conformément aux normes IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne. Les normes comptables internationales comprennent les IFRS (International Financial Reporting Standards) et les IAS (International Accounting Standards), ainsi que leurs interprétations. Cette annexe doit être lue en relation avec les états financiers consolidés du Groupe au 31 décembre 2014, établis en conformité avec les normes IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne.

Les normes et interprétations appliquées résultent notamment :

- des normes et interprétations IAS/IFRS applicables de manière obligatoire au 31 décembre 2015 telles qu'adoptées dans l'Union Européenne,
- des orientations présentées dans la recommandation n° 2013-R05 du Conseil National de la Comptabilité (CNC) relative au format des états financiers des organismes d'assurance sous référentiel comptable international.

Les comptes sont présentés en euros, monnaie fonctionnelle du Groupe, arrondis au millier le plus proche. Les états financiers ont été établis selon la convention du coût historique, à l'exception des éléments d'actif et de passif relatifs aux contrats d'assurance, qui sont évalués selon les méthodes déjà appliquées par le Groupe et pour les instruments financiers évalués à la juste valeur (instruments financiers à la juste valeur par résultat et instruments financiers disponibles à la vente). Les actifs non courants et les groupes d'actifs destinés à être cédés sont évalués au montant le plus bas entre la valeur comptable et la juste valeur diminuée des coûts de vente.

2.2. Évolutions en 2015 du référentiel comptable applicable au Groupe

Les normes applicables au Groupe à compter du 1^{er} janvier 2015 de manière obligatoire sont les suivantes :

- IFRIC 21 « Taxes prélevées par une autorité publique »

Cette norme a été publiée le 20 mai 2013 et a été adoptée par l'Union européenne le 13 juin 2014, avec une application rétrospective obligatoire au plus tard à compter du 1^{er} janvier 2015.

La première application de cette nouvelle norme a conduit le Groupe à mener des travaux pour recenser les taxes prélevées par une autorité publique entrant dans le champ d'IFRIC 21 et le fait générateur de l'obligation créant un passif au titre d'une taxe résultant de l'exercice de l'activité qui rend la taxe exigible, tel qu'il est prévu par la législation. Les travaux menés n'ont pas conduit à identifier d'impact significatif résultant de la première application de cette norme.

Aucune autre nouvelle norme impactant matériellement les comptes du Groupe n'est applicable à compter du 1^{er} janvier 2015.

Annexe aux comptes consolidés

Application de normes par anticipation :

Le Groupe n'a pas anticipé de normes et interprétations dont l'application n'est pas obligatoire au 1^{er} janvier 2015.

2.3. Variations du périmètre de consolidation

Le 17 février 2015, Euler Hermes Group a acquis la totalité des titres Euler Hermes Tech pour un montant de 10 millions d'euros devenant ainsi l'actionnaire unique.

Par la décision du 24 février 2015, l'associé unique d'Euler Hermes Tech a décidé la dissolution sans liquidation de la société par une transmission universelle de patrimoine au profit de l'associé unique Euler Hermes Group. Cette opération, à effet au 1 avril 2015, a eu pour conséquence la transmission à Euler Hermes Group de l'ensemble des actifs et passif d'Euler Hermes Tech valorisé au 31 mars 2015.

Les parts du fonds commun de placement Euler Hermes Gestion ont été intégralement rachetées par la succursale française d'Euler Hermes SA (NV) le 2 octobre 2015.

Dans le cadre d'une opération de restructuration interne visant à simplifier la structure du Groupe, Euler Hermes Group a cédé le 12 octobre 2015 les titres Euler Hermes Services à Euler Hermes SA (NV) pour un montant de 1 283 milliers d'euros.

La société NV Interpolis Kredietverzekeringen (IKV), détenue à 100% par Euler Hermes SA (NV) depuis le 22 Décembre 2014, a transféré ses actifs à Euler Hermes SA (NV) Nederland Branch en date du 1^{er} novembre 2015 et son agrément d'assurance a été officiellement retiré le 19 novembre 2015 par la Banque Nationale des Pays Bas (DNB). La dissolution a été prononcée par l'actionnaire unique le 16 décembre 2015.

2.4. Liste des sociétés consolidées

Sociétés françaises	Méthode de consolidation	31 décembre 2015		31 décembre 2014	
		% contrôle	% intérêt	% contrôle	% intérêt
Euler Hermes Group SA ⁽¹⁾ 1, place des Saisons - 92048 Paris-La-Défense Cédex N°Siren : 552 040 594	Détention par le groupe Allianz : 67,80%				
Bilan Services SNC 25, boulevard des Bouvets - 92000 Nanterre N°Siren : 333 192 631	IG	50,00	50,00	50,00	50,00
Euler Hermes Asset Management SA 1, place des Saisons - 92048 Paris-La-Défense Cédex N°Siren : 422 728 956	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Euler Hermes Services SAS 1, place des Saisons - 92048 Paris-La-Défense Cédex N°Siren : 414 960 377	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Euler Hermes Crédit France 1, place des Saisons - 92048 Paris-La-Défense Cédex N°Siren : 388 236 853	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Euler Hermes Recouvrement France 1, place des Saisons - 92048 Paris-La-Défense Cédex N°Siren : 388 238 026	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Euler Hermes Tech SAS 1, place des Saisons - 92048 Paris-La-Défense Cédex N°Siren : 369 237 091	Dissoute en 2015 ⁽²⁾			100,00	100,00
Euler Gestion 1, place des Saisons - 92048 Paris-La-Défense Cédex FR0007434980	Liquidée en 2015 ⁽³⁾			100,00	100,00
Euler Hermes World Agency 1, place des Saisons - 92048 Paris-La-Défense Cédex N°Siren : 487 550 907	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Gie Euler Hermes SFAC Services 1, place des Saisons - 92048 Paris-La-Défense Cédex N°Siren : 393 302 706	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Financière Callisto 1, place des Saisons - 92048 Paris-La-Défense Cédex N°Siren : 503 326 514	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Euler Hermes Real Estate 87 rue Richelieu 75002 Paris N°Siren : 488 480 567	IG	60,00	60,00	60,00	60,00
Financière Aldebaran 1, place des Saisons - 92048 Paris-La-Défense Cédex N°Siren : 493 467 609	IG	100,00	100,00	100,00	100,00

⁽¹⁾ Il s'agit du taux de détention calculé sur un total d'actions de 45 342 177 (sans retrainer les titres d'autocontrôle).

⁽²⁾ Dissolution lors de la transmission universelle de patrimoine dans Euler Hermes Group SA.

⁽³⁾ Liquidation lors du rachat total des parts par la succursale française d'Euler Hermes SA (NV).

IG : Intégration Globale ; IP : Intégration Proportionnelle ; ME : Mise en Equivalence ; NC : Non consolidé
NB : Les pourcentages de contrôle et d'intérêt sont ceux déterminés au dernier jour de l'exercice.

Annexe aux comptes consolidés

Sociétés étrangères	Pays	Méthode de consolidation	31 décembre 2015		31 décembre 2014	
			% contrôle	% intérêt	% contrôle	% intérêt
Euler Hermes Services South Africa LTD The Firs, 2nd Floor, 32A Cradock Avenue, Rosebank, 2196	Afrique du Sud	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Bürgel Wirtschaftsinformationen GmbH & Co. KG Gasstr.18 - D-22761 Hambourg	Allemagne	IG	50,10	50,10	50,10	50,10
Bürgel Wirtschaftsinformationen Verwaltungs-GmbH Gasstr.18 - D-22761 Hambourg	Allemagne	IG	50,40	50,40	50,40	50,40
Euler Hermes Rating Deutschland GmbH Friedensallee 254 - D-22763 Hambourg	Allemagne	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Euler Hermes Collections GmbH Zeppelin Str. 48 - DE-14471 - Potsdam	Allemagne	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Euler Hermes Aktiengesellschaft Friedensallee 254 D-22763 - Hambourg	Allemagne	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Euler Hermes Australia Pty Ltd Level 9, Forecourt Building, 2 Market Street Sydney NSW 2000	Australie	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Acredia Versicherung AG Himmelpfortgasse 29 - 1010 Vienne	Autriche	ME	49,00	49,00	49,00	49,00
OeKB EH Beteiligungs- u. Manag Strauchgasse 1-3 - 1011 - Vienne	Autriche	ME	49,00	49,00	49,00	49,00
Euler Hermes SA (NV) Avenue des Arts, Kunstlaan 56 - 1000 Bruxelles - RC Bruxelles : 45 8033	Belgique	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Euler Hermes Services Belgium SA (NV) Avenue des Arts, Kunstlaan 56 - 1000 Bruxelles - RC Bruxelles : 45 8033	Belgique	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Euler Hermes Patrimonia 56, avenue des Arts, A - 1000 Bruxelles	Belgique	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Euler Hermes South Express SA Avenue du Port 86C, Box 204 - B - 1000 Bruxelles	Belgique	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Graydon Belgium (NV) Uibreidingstraat 84 Bus 1 - 2500 Berchem	Belgique	ME	27,50	27,50	27,50	27,50
Euler Hermes Seguros de Crédito SA Av. Paulista, 2.421, 3º and. - Jardim Paulista - São Paulo-SP CEP 01311-300	Brésil	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Euler Hermes Serviços de Gestão de Riscos Ltda Av. Paulista, 2.421, 3º and. - Jardim Paulista - São Paulo-SP CEP 01311-300	Brésil	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Euler Hermes Services Bulgarie 82 Patriarch Evtimii Blvd. - 1463 Sofia	Bulgarie	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Euler Hermes Canada Services 1155, René-Lévesque Blvd West, suite 2810 - Montréal H3B 3Z7	Canada	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Euler Hermes information Consulting (Shanghai) Co., Ltd Unit 2103, Taiping Finance Tower, 488 Middle Yincheng Road, Pudong New Area, Shanghai, 200120, PRC	Chine	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Euler Hermes Korea Non-life Broker Company Limited 51 JongRo-gu, JongRo - Seoul	Corée	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Euler Hermes Services GCC Limited Dubai International Financial Centre - Dubai	Emirats Arabes Unis	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Solunio Compañía Internacional de Seguros y Reaseguros SA Avenida General Peron, 40 - 28020 Madrid	Espagne	ME	50,00	50,00	50,00	50,00
Euler Hermes North America Insurance company 800, Red Brook Boulevard - Owings Mills, MD 21117	Etats-Unis	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Euler Hermes Services North America, LLC 800, Red Brook Boulevard - Owings Mills, MD 21117	Etats-Unis	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Euler Hermes Collection North America Company 600 South 7th Street - Louisville, KY 40203, USA	Etats-Unis	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Euler Hermes North America Holding Inc Corporation Trust Center, 1209 Orange Street	Etats-Unis	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Euler Hermes Hellas Credit Insurance SA 16 Laodikias Street - 1-3 Nymfeou Street - 115 28 Athènes	Grèce	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Euler Hermes Emporiki Services Ltd 16 Laodikias Street - 1-3 Nymfeou Street - 115 28 Athènes	Grèce	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Euler Hermes Hong Kong Services Limited Suites 403-11, 4/F, Cityplaza 4 - 12 Taikoo Wen Road - Taikoo Shing, Hong Kong	Hong Kong	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Euler Hermes Magyar Követeléskezelő Kft. Kiscelli u.104 - 1037 Budapest	Hongrie	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Euler Hermes Services India Private Limited 4th Floor, Voltas House - 23, J N Heredia Marg - Ballard Estate - Mumbai 400 001	Inde	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Euler Hermes Service Ireland Ltd Block 4, Blackrock Business Park, Craysfort Avenue, Blackrock, Co Dublin	Irlande	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Pimco Funds Ireland Styne House - Upper Hatch Street - Dublin 2	Irlande	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Israël Credit Insurance Company Ltd (ICIC) 2, Shenkar Street - 68010 Israël - Tel Aviv	Israël	ME	50,00	50,00	50,00	50,00

IG : Intégration Globale ; IP : Intégration Proportionnelle ; ME : Mise en Equivalence ; NC : Non consolidé
NB : Les pourcentages de contrôle et d'intérêt sont ceux déterminés au dernier jour de l'exercice.

Annexe aux comptes consolidés

Euler Hermes Services Italia SRL Via Raffaello Matarazzo,19 - 00139 Rome	Italie	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Euler Hermes Japan Services Ltd New Otani Garden Court 10F, 4-1 Kioi-cho, Chiyoda-ku - Tokyo 102-0094	Japon	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Euler Hermes Ré 19, rue de Bitbourg - L-2015 Luxembourg	Luxembourg	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Euler Hermes Luxembourg Holding SARL 37, rue d'Anvers - L.1130 Luxembourg	Luxembourg	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Euler Hermes Acmar 37, boulevard Abdellatif Ben Kaddour - 20050 Casablanca	Maroc	IG	55,00	55,00	55,00	55,00
Euler Hermes Acmar Services 37, boulevard Abdellatif Ben Kaddour - 20050 Casablanca	Maroc	IG	55,00	55,00	55,00	55,00
Euler Hermes New Zealand Limited Level 1, Lumley Center, 152 Fanshawe Street, Auckland 1010	Nouvelle-Zélande	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Euler Hermes Services BV Pettelaarpark 20 - Postbus 70571 - NL-5216 PD's-Hertogenbosch	Pays-Bas	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Graydon Creditlink BV Hullenbergweg 260 - 1101 B.V. Amsterdam	Pays-Bas	ME	27,50	27,50	27,50	27,50
Graydon Holding NV Hullenbergweg 260 - 1101 B.V. Amsterdam	Pays-Bas	ME	27,50	27,50	27,50	27,50
Graydon Nederland BV Hullenbergweg 260 - 1101 B.V. Amsterdam	Pays-Bas	ME	27,50	27,50	27,50	27,50
Kisys Krediet Informatie Systemen BV Hullenbergweg 270 - 1101 B.V. Amsterdam	Pays-Bas	ME	27,50	27,50	27,50	27,50
MarkSelect BV Diemerhof 26 - Postbus 22969 - 1100 DL Amsterdam	Pays-Bas	ME	27,50	27,50	27,50	27,50
Interpolis Kredietverzekeringen NV Pettelaarpark 20 - 5216 PD's Hertogenbosch	Pays-Bas	Dissoute en 2015 ⁽⁴⁾			100,00	100,00
Euler Hermes Collections Sp. z o.o. ul. Domaniewska 50B, 02-672 Warsaw	Pologne	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Towarzystwo Ubezpieczen Euler Hermes SA ul. Domaniewska 50B, 02-672 Warsaw	Pologne	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Euler Hermes, Mierzejewska-Kancelaria Prawna Sp.k ul. Domaniewska 50B, 02-672 Warsaw	Pologne	IG	99,98	99,98	99,98	99,98
Euler Hermes Services Sp. z o.o. ul. Domaniewska 50B, 02-672 Warsaw	Pologne	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Companhia de Seguro de Creditos S.A. (COSEC) Avenida de Republica, n°58 - 1069-057 Lisboa	Portugal	ME	50,00	50,00	50,00	50,00
Euler Hermes Service, Česká republika, s.r.o. Molakova 576/11, 186 00 Prague 8	République Tchèque	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Euler Hermes Services Romania SRL 6 Petru Maior street, Sector 1 - Bucarest 011264	Roumanie	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Euler Hermes Services UK Ltd 01, Canada Square - London E14 5DX	Royaume-Uni	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Graydon U.K. Limited Hyde House, Edgware road - Colindale - Londres NW9 6LW	Royaume-Uni	ME	27,50	27,50	27,50	27,50
Ooo Euler Hermes Credit Management ul. Krymskij Val3, 2, Office 210 - 119049 Moscou	Russie	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
LLC "IC" Euler Hermes RU 8 Office C08, 4-th Dobryninskiy per.8 - 119049 Moscou	Russie	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Euler Hermes Singapore Services Pte Ltd. 12 Marina View - # 14-01 Asia Square Tower 2 - Singapore 018961	Singapour	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Euler Hermes Services Slovensko, SRO Plynaenska 7/A, 82109 Bratislava	Slovaquie	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Euler Hermes Service AB Klara Norra Kyrkogata 29 - SE 101 34 Stockholm	Suède	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Euler Hermes Services Schweiz AG Richtiplatz 1 - Postfach CH-8304 Wallisellen	Suisse	IG	99,50	99,50	99,50	99,50
Euler Hermes Reinsurance AG Richtiplatz 1 - Postfach CH-8304 Wallisellen	Suisse	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Euler Hermes Taiwan Services 15F, NO.170, Tun Hwa N.RD. - 10548 Taipai	Taiwan	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Euler Hermes Services Tunisia 6, rue Ibn Hazm, Cité Jardins, Le Belvédère - 1002 Tunis	Tunisie	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Euler Hermes Risk Yönetimi Büyükdere caddesi Maya Akar Center, B Blok Kat:7 34394 Esentepe, Istanbul	Turquie	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Euler Hermes Sigorta Anonim Sirketi Büyükdere caddesi Maya Akar Center B Blok Kat:7 34394 Esentepe, Istanbul	Turquie	IG	100,00	100,00	100,00	100,00

⁽⁴⁾ Dissoute après le transfert de ses actifs et passifs restant à la succursale néerlandaise d'Euler Hermes SA (NV) et le retrait de son agrément d'assurance.

IG : Intégration Globale ; IP : Intégration Proportionnelle ; ME : Mise en Equivalence ; NC : Non consolidé
NB : Les pourcentages de contrôle et d'intérêt sont ceux déterminés au dernier jour de l'exercice.

Conformément au code commercial allemand (section 264-b), certaines sociétés sont exemptées de publier localement leurs états financiers car ces derniers sont intégrés dans les états financiers consolidés du Groupe.

Annexe aux comptes consolidés

2.5. Principes et méthodes de consolidation

Regroupements d'entreprises

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés par application de la méthode de l'acquisition. Cette méthode consiste à identifier l'acquéreur, déterminer la date d'acquisition, qui est la date à laquelle le contrôle est transféré au Groupe ; comptabiliser et évaluer les actifs identifiables acquis, les passifs repris et toute participation ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise ; et enfin comptabiliser et évaluer le goodwill ou le profit résultant d'une acquisition à des conditions avantageuses. Le contrôle est le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entité afin d'obtenir des avantages de ses activités. Pour apprécier le contrôle, le Groupe prend en compte les droits de vote potentiels qui sont actuellement exerçables.

Le Groupe évalue le goodwill à la date d'acquisition comme :

- la juste valeur de la contrepartie transférée ; plus
- le montant comptabilisé pour toute participation ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise ; plus
- si le regroupement d'entreprises est réalisé par étapes, la juste valeur de toute participation précédemment détenue dans la société acquise ; moins
- le montant net comptabilisé (généralement à la juste valeur) au titre des actifs identifiables acquis et des passifs repris.

Quand la différence est négative, un profit au titre de l'acquisition à des conditions avantageuses est comptabilisé immédiatement en résultat.

La contrepartie transférée exclut les montants relatifs au règlement des relations préexistantes. Ces montants sont généralement comptabilisés en résultat.

Les coûts liés à l'acquisition, autres que ceux liés à l'émission d'une dette ou de titres de capital, que le Groupe supporte du fait d'un regroupement d'entreprises sont comptabilisés en charges lorsqu'ils sont encourus.

Toute contrepartie éventuelle à payer est évaluée à la juste valeur à la date d'acquisition. La contrepartie éventuelle qui a été classée en capitaux propres n'est pas réévaluée et son règlement est comptabilisé en capitaux propres. En revanche, les variations ultérieures de la juste valeur de la contrepartie éventuelle sont comptabilisées en résultat.

Lorsque des droits à paiement fondés sur des actions (droits de remplacement) doivent être donnés en échange de droits détenus par les salariés de l'entreprise acquise (droits octroyés par l'entreprise acquise) et sont attribuables à des services passés, alors tout ou partie du montant des droits de remplacement de l'acquéreur est compris dans l'évaluation de la contrepartie transférée du regroupement d'entreprises. Pour évaluer ce montant, le Groupe compare les valeurs basées sur le marché, en date d'acquisition, des droits de remplacement et des droits octroyés par l'entreprise acquise et détermine la proportion de services rendus à la date du regroupement par rapport aux services futurs restant à rendre.

Acquisitions de participations ne donnant pas le contrôle

Les acquisitions de participations ne donnant pas le contrôle sont comptabilisées comme des transactions avec les propriétaires agissant en cette qualité et, en conséquence, aucun goodwill ne résulte de telles transactions. Les ajustements des participations ne donnant pas le contrôle liés à des transactions qui ne conduisent pas à une perte de contrôle, sont déterminés sur la base de la quote-part dans les actifs nets de la filiale.

Filiales

Une filiale est une entité contrôlée par le Groupe. Les états financiers des filiales sont inclus dans les états financiers consolidés à partir de la date à laquelle le contrôle est obtenu jusqu'à la date à laquelle le contrôle cesse.

Le Groupe détient actuellement des participations de moins de 20% dans certains fonds qui ne sont pas consolidés. Les autres fonds communs de placement dont le Groupe détient plus de 50% sont consolidés par intégration globale. Cela concerne les fonds suivants :

- Euler Hermes Real Estate ;
- Euler Hermes Patrimonia ;
- Pimco Funds Ireland ;
- Euler Hermes South Express SA.

Ces fonds sont détenus à 100% par le Groupe, excepté Euler Hermes Real Estate détenu à hauteur de 60%.

Annexe aux comptes consolidés

Perte de contrôle

Lors d'une perte de contrôle, le Groupe déconsolide les actifs et passifs de la filiale, toute participation ne donnant pas le contrôle et les autres éléments de capitaux propres relatifs à cette filiale. Le profit ou la perte éventuelle résultant de la perte de contrôle est comptabilisé en résultat. Si le Groupe conserve une participation dans l'ancienne filiale, celle-ci est évaluée à sa juste valeur à la date de perte de contrôle. Ensuite, la participation est comptabilisée en tant qu'entreprise mise en équivalence ou actif financier disponible à la vente, en fonction du niveau d'influence conservé.

Participations dans des entreprises associées et entités contrôlées conjointement (entreprises mises en équivalence)

Les entreprises associées sont les entités dans lesquelles la Société a une influence notable sur les politiques financières et opérationnelles sans en avoir le contrôle. L'influence notable est présumée quand le Groupe détient entre 20 et 50% des droits de vote d'une entité.

Les entités contrôlées conjointement sont les entités sur lesquelles le Groupe exerce un contrôle conjoint en vertu d'un contrat qui requiert un accord unanime pour les décisions financières et opérationnelles stratégiques.

Les participations dans les entreprises associées et les entités contrôlées conjointement sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. Selon cette méthode, les participations sont initialement comptabilisées au coût et la valeur comptable est augmentée ou diminuée pour comptabiliser la quote-part de l'investisseur dans les résultats de l'entreprise. Le coût de la participation inclut les coûts de transaction.

Les états financiers consolidés incluent la quote-part du Groupe dans le résultat et les autres éléments du résultat global des entreprises mises en équivalence, après prise en compte d'ajustements d'homogénéisation des méthodes comptables avec celles du Groupe, à partir de la date à laquelle l'influence notable ou le contrôle conjoint est exercé jusqu'à la date où l'un ou l'autre prend fin.

Si la quote-part du Groupe dans les pertes est supérieure à sa participation dans l'entreprise mise en équivalence, la valeur comptable des titres mis en équivalence (incluant tout investissement à long terme) est ramenée à zéro et le Groupe cesse de comptabiliser sa quote-part dans les pertes à venir, à moins que le Groupe ait une obligation de participer aux pertes ou d'effectuer des paiements au nom de l'entreprise.

Les participations dans les entreprises associées, comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence sont les suivantes :

- OeKB Beteiligungs- und Management AG ;
- Graydon Holding N.V. ;
- Companhia de Seguro de Créditos SA (COSEC) ;
- Israel Credit Insurance Company Ltd (ICIC) ;
- Solunion Seguros de Crédito, Compañía Internacional de Seguros y Reaseguros SA.

Activités contrôlées conjointement

Une activité est contrôlée conjointement lorsque chaque coentrepreneur utilise ses propres actifs dans la réalisation des activités conjointes. Les états financiers consolidés comprennent les actifs dont le Groupe a le contrôle et les passifs qu'il encourt dans le cadre de l'activité conjointe, ainsi que les charges qu'il encourt et sa quote-part dans le résultat de l'activité conjointe.

Au 31 décembre 2015, Euler Hermes Group ne détient plus aucune activité contrôlée conjointement.

2.6. Eliminations de consolidation

Les produits et les charges résultant des opérations intra-groupes sont éliminés lors de l'établissement des comptes consolidés. Les produits et les charges résultant de transactions avec des coentreprises sont éliminés à hauteur de la quote-part du Groupe dans l'entreprise considérée.

2.7. Dates de clôture et durée des exercices

Toutes les sociétés consolidées arrêtent leurs comptes annuels le 31 décembre de chaque année. Les exercices ont une durée de 12 mois.

Annexe aux comptes consolidés

2.8. Recours aux estimations

La production des comptes consolidés du Groupe repose sur des estimations pour une partie des éléments d'actifs et de passifs. La Direction est susceptible de revoir ces estimations en cas de changement pouvant remettre en cause les circonstances sur lesquelles elles s'appuient ou par la prise en compte d'une nouvelle information ou d'un surcroît d'expérience.

Les estimations relatives aux provisions techniques font également l'objet de développement dans le chapitre 4 « Principaux facteurs de risques et leur gestion au sein du Groupe ».

Le tableau ci-dessous synthétise les modalités de calcul des estimations pour les principaux postes du bilan concernés :

	Estimation	Nature de l'information communiquée
Note 3	Dépréciations d'écart d'acquisition	Une dépréciation est constatée lorsque la valeur comptable des Unités Génératrices de Trésorerie est supérieure au montant le plus élevé entre la valeur d'utilité (valeur actualisée des flux de trésorerie futurs) et la juste valeur diminuée des coûts de vente. La valeur d'utilité des Unités Génératrices de Trésorerie est établie sur la base d'hypothèses de coût du capital, de taux de croissance à long terme et de loss ratio & taux de rétention normés utilisés dans le calcul des valeurs terminales.
Note 5	Juste valeur des immeubles de placement et d'exploitation	La juste valeur des immeubles est estimée sur la base des prix de marché, ajustés le cas échéant pour tenir compte de la nature, de la localisation ou d'autres caractéristiques propres à l'immeuble.
Note 16	Provisions pour risques et charges	Les provisions pour risques et charges sont évaluées conformément à IAS 37 et sont revues et ajustées à chaque clôture pour refléter la meilleure estimation à cette date.
Note 17	Engagements de retraite	Les engagements sont évalués conformément à la norme IAS19 révisée. L'obligation est comptabilisée au bilan selon la méthode des unités de crédits projetées, en fonction des hypothèses actuarielles du Groupe qui sont revues chaque année par des actuaires indépendants.
Note 19	Provision pour primes acquises non émises	Elle est établie sur la base d'une estimation du montant de primes attendues sur la période moins les primes comptabilisées
Note 19	Provision pour recours et sauvetages	Elle représente l'estimation des récupérations potentielles sur les sinistres réglés déterminée par un calcul statistique qui repose sur l'évolution des recours et sauvetages par année d'attachement sur les exercices antérieurs. Elles tiennent compte d'une provision pour frais de gestion des sinistres sur la base des taux de frais réels observés.
Note 19	Provision pour ristournes de primes	Elle est établie sur la base d'une estimation des bonus à verser aux assurés selon les modalités de la police souscrite.
Note 19	Provisions pour sinistres connus	Cette provision correspond à une estimation statistique de la charge des sinistres en cours, c'est à dire des sinistres déclarés mais non encore réglés à la clôture de l'exercice.
Note 19	Provision pour sinistres inconnus (IBNR)	Les provisions pour sinistres inconnus (ou IBNR, Incurred But Not Reported) correspondent aux sinistres qui sont déjà survenus, mais dont l'assureur n'a pas encore connaissance. Le Groupe s'appuie sur son expérience passée, ajustée des tendances actuelles et d'autres facteurs pertinents pour estimer les réserves IBNR. Les IBNR sont des estimations basées sur des projections actuarielles et statistiques du coût final attendu de règlement de sinistres et des frais de gestion des sinistres. Les analyses sont fondées sur des faits et circonstances connus, sur des prévisions d'événements futurs, et sur d'autres facteurs économiques. Les provisions pour IBNR sont revues et révisées de façon périodique dès lors que des informations supplémentaires sont disponibles et que les sinistres réels sont reportés.
Note 31	Plans de stock options	La juste valeur de la dette résultant des plans d'options Allianz et Euler Hermes Group est réévaluée à chaque clôture en fonction de l'évolution du cours de l'action Allianz et de l'action Euler Hermes Group jusqu'à l'extinction de l'obligation. La juste valeur des SAR (Stocks Appreciation Rights) et des RSU (Restricted Stock Units) est déterminée selon le modèle binomial d'évaluation de Cox Ross Rubinstein.

2.9. Conversion

Conversion des transactions en devises

Selon la norme IAS 21, les transactions effectuées en monnaies étrangères (monnaies autres que la monnaie de fonctionnement) sont converties en monnaie de fonctionnement de l'entité concernée au cours de change en vigueur à la date de la transaction ; les entités utilisent généralement un cours moyen (moyenne des taux de clôture mensuels) qui est considéré comme une valeur approchée du cours à la date de transaction en l'absence de fluctuations significatives.

A chaque clôture, l'entité doit convertir les éléments en devises figurant au bilan dans sa monnaie de fonctionnement, en utilisant les procédures suivantes :

- les éléments monétaires (notamment les placements obligataires, les dettes et créances, les provisions techniques d'assurance) sont convertis au cours de clôture et les gains et pertes en résultant sont comptabilisés en résultat de l'exercice ;
- les éléments non monétaires sont évalués au coût historique (notamment les placements immobiliers) au cours de change à la date de la transaction et ;
- les éléments non monétaires sont évalués à la juste valeur (notamment les placements en actions) au cours de change à la date d'évaluation de la juste valeur.

Conversion des états financiers des sociétés étrangères

Les comptes des filiales étrangères sont établis dans leur monnaie de fonctionnement.

A chaque clôture, le résultat et la situation financière de chacune des entités sont convertis en euros de manière à permettre la présentation des états financiers consolidés, selon la procédure suivante :

Annexe aux comptes consolidés

- les actifs et les passifs de chaque bilan présenté sont convertis au cours de clôture ;
- les produits et les charges de chaque compte de résultat (y compris à titre comparatif) sont convertis au cours de change en vigueur aux dates de transaction (en pratique, on retient un cours de change moyen égal à la moyenne des cours de clôture mensuels pour la période, sauf en cas de fluctuations importantes du cours de change).

Les écarts de conversion constatés sur les capitaux propres sont inscrits dans les capitaux propres au poste « Ecart de conversion » pour la part revenant au Groupe, et pour la part revenant aux tiers, au poste « Participations ne donnant pas le contrôle ».

Les principaux taux de change appliqués en consolidation pour les devises hors de la zone Euro sont les suivants :

en euros contre devises	31 décembre 2015		31 décembre 2014	
	cours de clôture	cours moyen	cours de clôture	cours moyen
Livre sterling	0,7371	0,7262	0,7760	0,8061
Dollar américain	1,0863	1,1096	1,2101	1,3286
Couronne suédoise	9,1583	9,3563	9,4724	9,1017
Réal brésilien	4,2976	3,7022	3,2166	3,1216
Dollar de Hong Kong	8,4189	8,6029	9,3835	10,3029
Franc suisse	1,0874	1,0680	1,2024	1,2145
Zloty polonais	4,2896	4,1836	4,2981	4,1848

2.10. Information sectorielle

Un secteur d'activité est une composante distincte d'une entreprise engagée dans la fourniture de produits ou services exposés à des risques et à une rentabilité différents de ceux des autres secteurs d'activité. Un secteur géographique est une composante distincte d'une entreprise engagée dans la fourniture de produits ou services dans un environnement économique donné exposé à des risques et à une rentabilité différents de ceux des autres secteurs géographiques. Conformément aux dispositions de la norme IFRS 8 – Information sectorielle, les secteurs retenus ci-après pour présenter l'information sectorielle ont été identifiés sur la base des *reportings* internes et correspondent aux secteurs géographiques suivis par le management.

2.11. Ecart d'acquisition et autres actifs incorporels

Ecart d'acquisition

Pour les regroupements d'entreprises antérieurs au 31 mars 1998, les écarts d'acquisition sont comptabilisés sur la base du coût présumé, lequel correspond à la valeur comptable selon le référentiel comptable antérieur à la date de transition aux IFRS.

Pour les regroupements d'entreprise postérieurs au 31 mars 1998, l'écart d'acquisition (ou goodwill) résultant des acquisitions de filiales est inclus dans les actifs incorporels. Pour l'évaluation initiale du goodwill, se référer au paragraphe « Regroupement d'entreprises » de la note 2.5 Principes et méthodes de consolidation.

Les valeurs des actifs et passifs identifiables acquis peuvent faire l'objet d'ajustements dans un délai maximum de 12 mois à partir de la date d'acquisition.

Le goodwill est évalué à son coût, diminué du cumul des pertes de valeur. S'agissant des entreprises mises en équivalence, la valeur comptable du goodwill est incluse dans la valeur comptable de la participation, et une perte de valeur sur une telle participation est allouée globalement à la valeur comptable des titres mis en équivalence.

A compter du 1er janvier 2004, les écarts d'acquisition ne sont plus amortis conformément à IFRS 3, mais font l'objet d'un test de dépréciation annuel, ou plus fréquent, si des événements ou des changements de circonstances conduisent à considérer une dépréciation comme possible (voir note 2.12 Dépréciation).

Les écarts d'acquisition sont affectés à des unités génératrices de trésorerie (UGT) ou à des groupes d'unités génératrices de trésorerie pour le besoin des tests de dépréciation (Voir note 2.12 Dépréciation pour les modalités des tests de perte de valeur).

A chaque arrêté, la valeur comptable de l'UGT (ou groupe d'UGT) à laquelle est rattaché l'écart d'acquisition est comparée à sa valeur recouvrable qui représente la valeur la plus élevée entre la juste valeur de l'UGT diminuée des coûts de la vente et sa valeur d'utilité. La valeur d'utilité se définit comme la valeur actuelle des flux futurs de trésorerie tels qu'ils résultent des business plans de la filiale concernée plus une valeur terminale. Les modalités de calcul des valeurs d'utilité sont présentées en note 3 « Ecart d'acquisition ».

Annexe aux comptes consolidés

Autres actifs incorporels

Un actif incorporel est un actif non monétaire sans substance physique qui doit être identifiable, contrôlé, et porteur d'avantages économiques futurs.

Un actif satisfait au critère d'identification dans la définition d'une immobilisation incorporelle lorsqu'il répond à l'une des deux conditions suivantes : soit il est séparable (c'est-à-dire qu'il peut être vendu, transféré, concédé, loué ou échangé), soit il résulte de droits contractuels ou légaux que ces derniers soient séparables ou non.

Les actifs incorporels acquis par le Groupe sont comptabilisés au coût d'acquisition diminué du montant cumulé des amortissements et dépréciations. Les dépenses ultérieures afférentes aux actifs incorporels comptabilisés ne sont capitalisées que dans la mesure où elles contribuent à l'augmentation, et non au seul maintien, des avantages économiques futurs incorporés à l'actif incorporel auquel elles se rattachent. Toutes les autres dépenses sont comptabilisées en charges dans le compte de résultat lorsqu'elles sont encourues.

Les actifs incorporels à durée d'utilité finie sont amortis linéairement sur leur durée d'utilité estimée. La charge d'amortissement est comptabilisée en résultat.

Le Groupe enregistre notamment sous cette rubrique les développements et acquisitions de logiciels. Les portefeuilles de contrats inscrits en application de la norme IFRS 4 Contrats d'Assurance sont également enregistrés dans ce poste.

Les logiciels acquis ou développés en interne sont amortis sur une durée de cinq ans.

Les dépenses relatives à la phase de développement sont immobilisées sous réserve que l'entité puisse démontrer la faisabilité technique du projet, son intention d'achever et d'utiliser l'immobilisation incorporelle, sa capacité à l'utiliser, la façon dont l'immobilisation incorporelle générera des avantages économiques futurs, la disponibilité des ressources pour achever le développement et sa capacité à évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'immobilisation incorporelle.

2.12. Dépréciation

Écarts d'acquisition

Conformément à la norme IFRS 3, les écarts d'acquisition ne sont pas amortis mais font l'objet d'un test de dépréciation annuel, et à chaque fois qu'il existe un indice de perte de valeur, réalisé au niveau des unités génératrices de trésorerie (UGT) ou groupes d'UGT auxquels les écarts d'acquisition ont été affectés. Les unités génératrices de trésorerie correspondent aux principales filiales et aux succursales présentées dans l'analyse sectorielle.

Une dépréciation de l'écart d'acquisition est constatée lorsque le montant le plus élevé entre la valeur d'utilité de l'Unité Génératrice de Trésorerie (valeur actualisée des flux de trésorerie futurs) et la juste valeur diminuée des coûts de vente, est inférieure à sa valeur comptable (actif net et écart d'acquisition).

Les principales hypothèses retenues pour la détermination de la valeur d'utilité comprennent le taux de croissance à l'infini de 1% défini par unité génératrice de trésorerie et le coût du capital entre 3,89% et 5,53% (défini par zone géographique depuis 2006). Le modèle s'appuie sur le budget prévisionnel établi à trois ans par le management, avec une année terminale construite sur la base de ratios de gestion normalisés (ratios combinés et taux de rétention cible).

En outre, dans le cadre de la mise en place d'une société de réassurance interne, le périmètre des unités génératrices de trésorerie a été étendu afin d'intégrer les cessions en réassurance vers cette nouvelle société ainsi que la quote-part des capitaux propres associés. Les hypothèses chiffrées retenues au 31 décembre 2015 sont détaillées à la note 3 « Écarts d'acquisition ».

La perte de valeur, comptabilisée en résultat, est affectée en premier lieu à l'écart d'acquisition, si un écart d'acquisition a été affecté à l'unité génératrice de trésorerie, puis pour le solde au prorata des autres actifs constituant cette unité génératrice de trésorerie. La dépréciation de l'écart d'acquisition n'est jamais reprise.

Autres actifs incorporels

Tous les autres actifs incorporels font l'objet d'un test de dépréciation s'il existe un indice de perte de valeur. La perte de valeur constatée pour un actif autre qu'un écart d'acquisition est reprise si l'estimation de la valeur recouvrable a augmenté depuis la comptabilisation de la dernière dépréciation. La reprise ne peut toutefois avoir pour effet de porter la valeur comptable de l'actif à un montant supérieur à la valeur comptable qui aurait été déterminée, nette d'amortissements, si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée.

Annexe aux comptes consolidés

2.13. Actifs immobiliers

Distinction entre immeubles de placement et immeubles d'exploitation

Un immeuble de placement est un bien immobilier (terrain ou construction) détenu par le Groupe pour en retirer des loyers ou pour valoriser le capital, plutôt que pour l'utiliser dans la production ou la fourniture de biens ou de services ou à des fins administratives ou le vendre dans le cadre de l'activité ordinaire. Les immeubles de placement figurent au bilan dans le poste « Placements des activités d'assurance ».

Les immeubles d'exploitation du Groupe sont classés dans la catégorie des immobilisations corporelles.

Comptabilisation et évaluation

Le Groupe comptabilise les immeubles (de placement et d'exploitation) selon la méthode du coût. Cela signifie que chaque actif immobilier doit être enregistré pour un montant égal au coût à la date d'acquisition (prix d'achat, taxes non récupérables et autres dépenses directement attribuables à l'acquisition comme les droits de mutation et les frais juridiques) augmenté des dépenses ultérieures qui peuvent être capitalisées selon la norme IAS 16 et diminué des amortissements accumulés conformément à la norme IAS 16 et pertes de valeur liées à l'application de la norme IAS 36.

Le Groupe a déterminé quatre catégories d'actifs immobiliers applicables aussi bien aux immeubles de placement qu'aux immeubles d'exploitation :

- habitat ;
- entrepôts et locaux commerciaux ;
- bureaux ;
- immeubles de grande hauteur.

La base amortissable au bilan correspond au coût d'acquisition (y compris les dépenses capitalisables) diminué de la valeur résiduelle le cas échéant et de la perte de valeur. Aussi longtemps que le coût historique d'acquisition ainsi déterminé est supérieur à la valeur résiduelle, un amortissement est comptabilisé. La valeur résiduelle correspond au montant que l'entreprise obtiendrait actuellement lors de la cession d'un actif ayant déjà l'âge et l'usure de l'actif à la fin de sa durée d'utilité, net des coûts liés à sa cession.

Le groupe a identifié pour chaque catégorie d'actif immobilier six composants significatifs en plus du terrain présentant une durée d'utilisation différente et devant donc faire l'objet d'un plan d'amortissement sur leurs propres durées d'utilisation. Le tableau ci-après donne, par catégorie d'actif immobilier, les principes généraux d'affectation à chaque composant, la durée d'amortissement et la valeur résiduelle le cas échéant. Les frais d'acquisition des immeubles sont rattachés aux composants et amortis sur la même durée.

Composants	Habitat	Entrepôts et locaux commerciaux	Bureaux	Immeubles de grande hauteur
	Durée Amort	Durée Amort	Durée Amort	Durée Amort
Structures et façades porteuses	100 ans	30 ans	100 ans	70 ans
Fenêtres et façades non porteuses, toitures et terrasses, constructions intérieures	40 ans	30 ans	40 ans	40 ans
Génie climatique, plomberie et réseaux, génie électrique	25 ans	20 ans	25 ans	25 ans
Gestion technique centralisée, sécurité incendie, sécurité	25 ans	20 ans	25 ans	25 ans
Appareils de levage	25 ans	20 ans	25 ans	25 ans
Gros entretien	10 ans	10 ans	10 ans	10 ans

Les immeubles sont évalués périodiquement par des experts indépendants ; la juste valeur des immeubles est estimée sur la base des prix de marché, ajustés le cas échéant pour tenir compte de la nature, de la localisation ou d'autres caractéristiques propres à l'immeuble concerné. La juste valeur est présentée dans la note 5 « Immobilier de placement et d'exploitation ».

Annexe aux comptes consolidés

Dépréciation

- Immeubles de placement

Une provision pour dépréciation des immeubles est comptabilisée si nécessaire pour ramener la valeur de l'immeuble à la valeur la plus élevée entre la valeur d'utilité et la valeur d'expertise diminuée des coûts de la vente. Cette provision peut être reprise par le résultat en cas de reprise de valeur.

- Immeubles pour utilisation propre

Lorsque la valeur d'expertise est inférieure à sa valeur comptable, il convient alors de déterminer la valeur d'utilité des unités génératrices de trésorerie (UGT) auxquelles l'immeuble appartient. Une provision pour dépréciation est comptabilisée afin de ramener la valeur de l'immeuble d'exploitation à la valeur la plus élevée entre la valeur d'utilité et la valeur d'expertise diminuée des coûts de la vente. En cas de reprise de valeur, cette provision peut être reprise par le résultat.

2.14. Autres immobilisations corporelles

Les autres immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur.

Les durées d'utilité et modes d'amortissements sont généralement les suivantes :

- | | | |
|-------------------------|----------|--------|
| • Matériel informatique | linéaire | 3 ans |
| • Mobilier/agencements | linéaire | 10 ans |
| • Véhicules | linéaire | 5 ans. |

2.15. Instruments financiers

Placements financiers

Conformément aux normes IFRS, les placements financiers sont répartis entre les classes suivantes : instruments financiers à la juste valeur par résultat, placements détenus jusqu'à leur échéance, prêts et créances et actifs financiers disponibles à la vente. La classification est déterminée à la comptabilisation initiale de l'instrument en fonction de sa nature et/ou de l'intention de détention du Groupe.

Les placements financiers du Groupe sont classés pour l'essentiel en actifs disponibles à la vente. Le Groupe n'a pas opté pour l'option juste valeur par compte de résultat pour la valorisation de ses placements financiers.

Actifs disponibles à la vente (AFS)

Les actifs financiers disponibles à la vente sont les actifs financiers non dérivés qui sont désignés comme disponibles à la vente ou ne sont pas classés dans les trois autres catégories d'instruments financiers définies ci-après.

- Comptabilisation initiale

Les actifs disponibles à la vente sont comptabilisés à la juste valeur majorée des coûts de transaction directement imputables à l'acquisition (ci-après prix d'achat).

La différence entre le prix d'achat et la valeur de remboursement des titres à revenus fixes est constatée au compte de résultat de façon actuarielle sur la durée de vie résiduelle des titres en application de la méthode du taux d'intérêt effectif.

- Evaluation

A la clôture, les actifs disponibles à la vente sont évalués à leur juste valeur. La différence entre la juste valeur des titres et la valeur comptable (y compris amortissement actuariel) est comptabilisée dans le poste « actifs disponibles à la vente » en contrepartie de la réserve de réévaluation, sans effet sur le résultat.

- Dépréciation

Lorsqu'il existe un indice objectif de dépréciation d'un actif disponible à la vente, la perte cumulée comptabilisée directement en capitaux propres est sortie des capitaux propres et comptabilisée en résultat.

Les critères indiquant une dépréciation des instruments de capitaux propres disponibles à la vente sont les suivants (critères non cumulatifs) :

- à la fin de l'exercice une dépréciation significative est présumée lorsque la juste valeur d'une action disponible à la vente est inférieure de plus de 20% au coût moyen d'acquisition des titres;
- une dépréciation durable est présumée lorsque la juste valeur est inférieure au coût d'acquisition depuis plus de neuf mois.

Annexe aux comptes consolidés

Le montant de la perte cumulée sortie des capitaux propres et comptabilisée en résultat est égal à la différence entre le coût d'acquisition (net de tout remboursement en principal et de tout amortissement) et la juste valeur actuelle, diminuée de toute perte de valeur sur cet actif financier préalablement comptabilisée en résultat.

Par ailleurs, toute diminution subséquente de la juste valeur d'un titre déjà déprécié entraîne la comptabilisation d'une dépréciation complémentaire par résultat.

Les dépréciations constatées sur un instrument de capitaux propres ne sont jamais reprises en résultat avant la décomptabilisation de l'instrument.

Pour les instruments de dettes, une perte n'est constatée par résultat qu'en cas de risque avéré de défaillance de l'émetteur.

- Cession

En cas de cession, les montants comptabilisés en réserve de réévaluation sont comptabilisés en résultat.

Actifs détenus jusqu'à l'échéance (HTM)

Les placements détenus jusqu'à leur échéance sont des actifs financiers non dérivés, assortis de paiements déterminés ou déterminables et d'une échéance fixée, autres que les prêts et créances, que le Groupe a l'intention manifeste et la capacité de conserver jusqu'à leur échéance.

- Comptabilisation initiale

Lors de la comptabilisation initiale, les actifs HTM sont évalués à la juste valeur majorée des coûts de transaction directement imputables à l'acquisition.

- Evaluation

A la clôture, les placements détenus jusqu'à leur échéance sont évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les primes et décotes entrent dans le calcul du coût amorti et sont constatées en résultat de manière actuarielle sur la durée de vie de l'actif financier.

Actifs détenus à des fins de transaction (trading)

Un actif financier est classé comme détenu à des fins de transaction s'il est soit :

- acquis ou encouru principalement en vue d'être vendu ou racheté à court terme ;
- une partie d'un portefeuille d'instruments financiers identifiés qui sont gérés ensemble et qui présentent des indications d'un profil récent de prise de bénéfices à court terme ;
- un dérivé (à l'exception d'un dérivé qui est un instrument de couverture désigné comme tel et efficace).

- Comptabilisation initiale

Les actifs détenus à des fins de transaction sont comptabilisés à la juste valeur à la date d'acquisition.

- Evaluation

Les actifs à des fins de transaction sont évalués à la juste valeur. La variation de la juste valeur des titres détenus à des fins de transaction durant la période est constatée dans le compte de résultat de la période.

Prêts et créances

Les prêts et créances sont des actifs financiers non dérivés à paiements déterminés ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif, à l'exception des instruments classés comme à la juste valeur par résultat ou comme disponibles à la vente.

- Comptabilisation et évaluation

Les prêts sont enregistrés à la juste valeur majorée des coûts de transaction directement imputables. A la clôture, ils sont évalués à leur coût amorti sur la base du taux d'intérêt effectif. Les produits financiers pour la période sont enregistrés en appliquant le taux d'intérêt effectif au coût amorti de l'opération.

- Dépréciation

S'il existe un indice objectif de dépréciation (ex : détérioration de la situation financière des émetteurs), le montant de la perte est égal à la différence entre la valeur comptable de l'actif et la valeur des flux de trésorerie futurs estimés, actualisée au taux d'intérêt effectif d'origine de l'actif financier.

Annexe aux comptes consolidés

Instruments dérivés

Un dérivé est un instrument financier, ou un autre contrat entrant dans le champ d'application de la norme IAS 39, qui présente les trois caractéristiques suivantes : (a) sa valeur fluctue en fonction de l'évolution d'un taux d'intérêt, du prix d'un instrument financier, du prix d'une marchandise, d'un cours de change, d'un indice de prix ou de cours, d'une notation de crédit ou d'un indice de crédit, ou d'une autre variable (le « sous-jacent ») ; (b) il ne requiert aucun placement net initial ou un placement net initial inférieur à celui qui serait nécessaire pour d'autres types de contrats dont on pourrait attendre des réactions similaires aux évolutions des conditions du marché ; et (c) il est réglé à une date future.

Tout instrument dérivé est comptabilisé à la juste valeur par résultat sauf s'il s'agit d'un instrument de couverture désigné comme tel et efficace. Dans ce dernier cas, l'instrument est toujours évalué à la juste valeur mais la comptabilisation du gain ou de la perte suit les modalités applicables à la relation de couverture à laquelle il se rattache.

Les instruments dérivés éligibles à la comptabilité de couverture de juste valeur (c'est à dire utilisés pour couvrir les variations de la juste valeur d'un actif ou d'un passif) sont comptabilisés comme suit :

- l'instrument de couverture est comptabilisé à la juste valeur et les variations sont constatées au compte de résultat ;
- le gain ou la perte sur l'élément couvert attribuable au risque couvert est porté en ajustement de la valeur comptable de l'élément couvert, la variation étant constatée au compte de résultat ;
- l'élément couvert est réévalué à la valeur de marché pour la composante relative au risque couvert.

Les instruments dérivés éligibles à la comptabilité de couverture de flux de trésorerie futurs sont comptabilisés à la juste valeur, et la part de la variation de juste valeur sur l'instrument de couverture qui est considérée constituer une couverture efficace est comptabilisée en contrepartie des capitaux propres. La part inefficace de la couverture est immédiatement comptabilisée en résultat.

Les instruments dérivés non éligibles à la comptabilité de couverture sont comptabilisés en tant que dérivés isolés (free standing derivatives) dans la catégorie des actifs détenus à des fins de transaction. La juste valeur des dérivés isolés est donc comptabilisée à l'actif ou au passif du bilan, sa variation étant comptabilisée au compte de résultat.

Les instruments dérivés au sein du Groupe correspondent principalement à des options de couverture des plans de stock-options mis en place dans le cadre de l'*Allianz group Equity Incentive* (cf. note 31 – Plans de stock-options).

2.16. Actifs détenus en vue de la vente

Un actif est classé en « Actifs détenus en vue de la vente » seulement si la vente est hautement probable dans un horizon raisonnable, si l'actif est disponible en vue d'une vente immédiate dans son état actuel et si un plan de vente a été initié par le management avec un degré d'avancement suffisant. Conformément à la norme IFRS 5, « Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées », les actifs ou groupes d'actifs destinés à être cédés font l'objet d'une présentation sur une ligne à part dans l'état de la situation financière et sont évalués et comptabilisés au montant le plus bas entre leur valeur comptable et leur valeur de marché diminuée des coûts nécessaires à la réalisation de la vente.

Cette ligne regroupe par conséquent :

- les actifs non courants destinés à être cédés ;
- les groupes d'actifs destinés à être cédés ;
- l'ensemble des actifs courants et non courants rattachables à un secteur d'activité ou à un secteur géographique lui-même destiné à être cédé (c'est-à-dire à une activité non conservée).

2.17. Créances et dettes nées d'opérations d'assurance ou de réassurance

Ces rubriques au bilan reprennent principalement les dettes et créances nées des opérations d'assurance et de réassurance, les primes acquises non émises et les annulations de primes, nettes de réassurance.

2.18. Frais d'acquisition reportés

Les frais d'acquisition reportés concernent les contrats d'assurance. Ils comprennent, pour l'essentiel, les commissions de courtage et les dépenses des services commerciaux et marketing. Le montant reporté est calculé selon la même méthode que la provision pour primes non acquises. La période couverte par les contrats étant principalement d'un an maximum, ces frais d'acquisition sont reportés sur l'exercice suivant. La variation des frais d'acquisition reportés est comprise dans les frais d'acquisition au compte de résultat.

Annexe aux comptes consolidés

2.19. Impôts exigibles et impôts différés

L'impôt sur le résultat comprend l'impôt exigible et l'impôt différé. Les impôts exigibles et différés sont comptabilisés en résultat sauf quand ils se rattachent à un regroupement d'entreprises ou à des éléments qui sont comptabilisés directement en capitaux propres ou en autres éléments du résultat global.

L'impôt exigible est (i) le montant estimé de l'impôt dû (ou à recevoir) au titre du bénéfice (ou de la perte) imposable d'une période, déterminé en utilisant les taux d'impôt qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de Reporting, et (ii) tout ajustement du montant de l'impôt exigible au titre des périodes précédentes. L'impôt exigible inclut également toute dette d'impôt qui provient de la déclaration de dividendes.

L'impôt différé est comptabilisé sur la base des différences temporelles entre la valeur comptable des actifs et passifs et leurs bases fiscales. Les éléments suivants ne donnent pas lieu à la constatation d'impôt différé :

- la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et qui n'affecte ni le bénéfice comptable ni le bénéfice imposable ;
- les différences temporelles liées à des participations dans des filiales et des coentreprises dans la mesure où il est probable qu'elles ne s'inverseront pas dans un avenir prévisible ;
- les différences temporelles imposables générées par la comptabilisation initiale d'un goodwill.

Les actifs et passifs d'impôt différé sont évalués aux taux d'impôt dont l'application est attendue sur la période au cours de laquelle l'actif sera réalisé et le passif réglé, sur la base des taux d'impôt qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

Les impôts différés actifs sont comptabilisés dès lors que leur récupération est jugée probable par le Groupe.

2.20. Autres créances et autres dettes

Les autres créances et autres dettes comprennent principalement les créances et dettes de nature fiscale (autres que l'impôt sur les sociétés), les dettes vis-à-vis du personnel, les dettes fournisseurs, et les créances et dettes vis-à-vis du groupe Allianz.

2.21. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie comprend la caisse et les dépôts à vue. Les découverts bancaires remboursables à vue sont considérés comme des équivalents de trésorerie lorsqu'ils font partie intégrante de la gestion de la trésorerie du Groupe.

2.22. Provisions pour risques et charges

Provisions

Les provisions pour risques et charges comprennent principalement les provisions pour retraites (voir note 2.23 « Avantages consentis au personnel »). Les autres provisions sont évaluées selon les règles de la norme IAS 37 qui supposent l'existence d'une obligation actuelle résultant d'un événement passé, la probabilité qu'une sortie de ressources représentative d'avantages économiques sera nécessaire pour régler l'obligation et une estimation fiable du montant de l'obligation. Elles font l'objet d'une actualisation dans le cas où l'impact s'avère significatif.

Passifs éventuels et actifs éventuels

Un passif éventuel est soit une obligation potentielle résultant d'événements passés et dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance ou la non survenance d'un ou plusieurs événements futurs incertains, qui ne sont pas totalement sous le contrôle de l'entreprise, soit une obligation actuelle résultant d'événements passés mais qui n'est pas comptabilisée, soit parce qu'une sortie de ressources n'est pas probable, soit parce que le montant de l'obligation ne peut être mesuré avec suffisamment de fiabilité.

Un actif éventuel est un actif potentiel résultant d'événements passés et dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance ou non d'un ou plusieurs événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle de l'entreprise.

Les sociétés du Groupe peuvent être concernées par des litiges inhérents à l'exercice normal de leur activité.

Annexe aux comptes consolidés

2.23. Avantages consentis au personnel

Le Groupe participe, selon les lois et usages de chaque pays, à la constitution des retraites de son personnel. Les avantages offerts aux salariés du Groupe relèvent soit de régimes à cotisations définies, soit de régimes à prestations définies.

- Les régimes à cotisations définies se caractérisent par des versements à des organismes qui libèrent le Groupe de tout engagement futur vis-à-vis des salariés. De ce fait, les cotisations payées ou dues au titre de l'année figurent dans les comptes du Groupe. Les pays concernés sont la France, les Etats-Unis, le Royaume-Uni et la Scandinavie.
- Les régimes à prestations définies se caractérisent par un montant de prestations à verser au salarié au moment de son départ à la retraite qui dépend en général d'un ou plusieurs facteurs tels que l'âge, le nombre d'années de service et le salaire. Ces régimes sont mis en place dans les pays suivants : France, Allemagne, Belgique, Pays-Bas, Italie, Scandinavie et Royaume-Uni.

Les engagements sont évalués conformément à la norme IAS 19 Révisée. L'obligation est comptabilisée au bilan selon la méthode des unités de crédits projetés, en fonction des hypothèses actuarielles du Groupe qui sont revues chaque année. Cette méthode consiste à attribuer une unité supplémentaire de droits à prestations pour chaque période de service ; chacune de ces unités est évaluée séparément pour obtenir l'obligation finale.

Lorsque le Groupe dispose pour certains plans d'actifs de couverture dédiés, l'obligation est diminuée du montant de la juste valeur de ces actifs.

La réévaluation du passif / actif net lié aux régimes à prestations définies dues aux écarts d'hypothèses ou d'expérience est comptabilisée en autres éléments du résultat global sans reclassement ultérieur éventuel.

Le coût des services passés désigne la variation de la valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies pour les services rendus au cours d'exercices antérieurs, résultant de l'introduction, de la modification ou de la réduction d'un régime d'avantages postérieurs à l'emploi.

Pour les droits à prestation déjà acquis, le montant correspondant doit être passé immédiatement en charge. Pour les droits à prestation non encore acquis, la charge ou le produit est étalé linéairement sur la durée moyenne de services restant à accomplir pour que les droits soient acquis.

Le Groupe provisionne également les engagements liés aux autres avantages à long terme (médailles du travail, etc.) consentis aux salariés. La provision correspond à la valeur actuelle de l'obligation et est calculée annuellement par le Groupe.

2.24. Paiements en actions et assimilés

La juste valeur déterminée à la date d'attribution des droits à paiement fondé sur des actions accordées aux membres du personnel est comptabilisée en charges de personnel, en contrepartie d'une augmentation des capitaux propres, sur la période au cours de laquelle les membres du personnel acquièrent les droits d'une manière définitive.

Le montant comptabilisé en charges est ajusté pour refléter le nombre des droits pour lesquels il est estimé que les conditions de service et de performance hors marché seront remplies, de telle sorte que le montant comptabilisé en charges in fine est basé sur le nombre réel de droits qui remplissent les conditions de service et les conditions de performance hors marché à la date d'acquisition.

Pour les droits à paiement fondé sur des actions assorties d'autres conditions, l'évaluation de la juste valeur à la date d'attribution reflète ces conditions et les écarts entre l'estimation et la réalisation ne donnent lieu à aucun ajustement ultérieur.

Allianz et le Groupe ont mis en place des plans d'options dont bénéficient des salariés et des membres du Directoire du Groupe. Lors de l'exercice de leurs droits, ces derniers reçoivent un montant en numéraire correspondant à la différence entre la valeur de marché et le prix de souscription (plans Stock Appreciation Rights), ou des instruments de capitaux propres (le choix est laissé à Allianz).

La juste valeur des options octroyées est calculée par application du modèle d'évaluation Cox-Ross-Rubinstein.

2.25. Contrats d'assurance et de réassurance

Les contrats considérés comme des contrats d'assurance et de réassurance en normes françaises sont ventilés selon les normes IFRS entre les catégories de contrats suivantes :

Annexe aux comptes consolidés

- contrats d'assurance et de réassurance relevant de la norme IFRS 4 ;
- contrats d'investissement avec participation discrétionnaire relevant de la norme IFRS 4 ;
- contrats d'investissement sans participation discrétionnaire relevant de la norme IAS 39.

Après une revue détaillée de ses contrats d'assurance et de réassurance, il s'avère que le Groupe n'est concerné que par la première catégorie qui couvre les contrats d'assurance et de réassurance relevant de la norme IFRS 4. Cette revue a permis de mettre en évidence l'absence de dérivés incorporés. De la même manière, le Groupe n'a pas identifié de contrats de services relevant de la norme IAS 18.

Définition des contrats d'assurance

Les contrats d'assurance sont des contrats dans lesquels l'assureur accepte un risque d'assurance significatif. Un risque d'assurance est un risque, autre qu'un risque financier, transféré par le détenteur du contrat à l'émetteur du contrat (un risque financier est le risque d'une variation future possible d'un ou de plusieurs éléments suivants : taux d'intérêt spécifié, prix d'un instrument financier, prix d'une marchandise, taux de change, indice de prix ou de taux, notation de crédit ou indice de crédit ou autre variable, à condition que dans le cas d'une variable non-financière, la variable ne soit pas spécifique à une des parties au contrat). Les contrats d'assurance-crédit sont inclus dans la norme IFRS 4 (paragraphe B18 (g) de la norme).

Evaluation des contrats d'assurance

IFRS 4 permet, sauf exceptions précisées par la norme, le maintien des principes comptables antérieurs pour la comptabilisation des contrats d'assurance et de réassurance. Le Groupe a ainsi continué à appliquer les normes définies par le CRC 2000-05 relatives aux règles de consolidation et de combinaison des entreprises régies par le Code des assurances en prenant en compte les points suivants qui font l'objet de dispositions particulières introduites par IFRS 4 :

- suppression des provisions pour égalisation ;
- réalisation d'un test de suffisance des passifs ;
- tests de dépréciation sur les actifs de réassurance ;
- identification et séparation des dérivés incorporés.

Pour tous les autres aspects, les méthodes déjà appliquées par le Groupe, en conformité avec le règlement n°2000-05 du Comité de la Réglementation Comptable, ont été maintenues pour l'évaluation des contrats d'assurance.

- Ventilation par destination des frais relatifs aux contrats

Les frais relatifs aux contrats d'assurance sont comptabilisés initialement par nature puis ventilés par destination dans les postes du compte de résultat au moyen de clés de répartition s'appuyant sur des critères objectifs d'activité.

Les frais de règlement des sinistres sont compris dans les charges des prestations des contrats. Les frais d'acquisition des contrats et les frais d'administration apparaissent au compte de résultat.

- Primes

Les primes correspondent aux primes émises hors taxes, brutes de réassurance, nettes d'annulations. Elles sont comptabilisées à la date de prise d'effet de la garantie et comprennent une estimation des primes restant à émettre et une estimation des primes à annuler postérieurement à la date de clôture.

Les primes reconnues dans le chiffre d'affaires résultent de la garantie donnée aux assurés de couvrir leurs créances commerciales émises durant la période de garantie. Compte tenu des délais de règlement, du décalage entre le fait générateur, à savoir la défaillance du débiteur et la déclaration du sinistre, il existe un décalage entre la comptabilisation des primes et des sinistres correspondants qui est pris en compte via la dotation de provisions pour IBNR (Incurred But Not Reported).

- Provisions pour primes non acquises

Une provision pour primes non acquises, brute de commissions et de frais, est constatée contrat par contrat, linéairement, en fonction du temps restant à courir entre la date de clôture de l'exercice et la date d'échéance de la prime.

- Sinistres

Les sinistres se composent des éléments suivants :

- sinistres réglés durant l'exercice relatifs à l'exercice en cours ou à des exercices antérieurs nets des recours encaissés ;
- frais de règlement des sinistres notamment les frais des services règlements et les commissions affectées à la gestion des sinistres.

Annexe aux comptes consolidés

- Provisions pour sinistres à payer

Ces provisions techniques sont destinées à couvrir les pertes probables relatives :

- aux sinistres déclarés mais non encore réglés à la clôture de l'exercice ;
- aux sinistres survenus pendant l'exercice mais déclarés après la clôture de l'exercice et aux sinistres relatifs aux créances commerciales nées avant la clôture de l'exercice et couvertes par une garantie à cette date qui surviendront et seront déclarés au cours des exercices suivants. Ces sinistres dits « inconnus » ou *Incurring But Not Reported* sont estimés à l'aide de modèles statistiques qui s'appuient notamment sur la sinistralité observée au cours des exercices antérieurs et sur l'analyse de l'évolution de la sinistralité récente.

Les provisions pour sinistres sont majorées d'une provision pour frais de gestion.

Des informations complémentaires sur l'évaluation des provisions pour sinistres sont détaillées dans le chapitre 4 « Principaux facteurs de risques et leur gestion au sein du Groupe ».

- Prévisions de recours

Les recours correspondent aux actions exercées en vue d'obtenir des débiteurs défailants le remboursement total ou partiel des indemnités de sinistre versées aux assurés. Les prévisions de recours représentent une estimation prudente des récupérations potentielles sur les sinistres réglés. Ces prévisions sont comptabilisées en diminution de la provision pour sinistres à payer. Elles tiennent compte d'une provision pour frais de gestion déterminée en fonction des taux de frais réels observés.

- Autres provisions techniques

Une provision pour risques en cours est constituée par catégorie de risques en complément de la provision pour primes non acquises lorsque les sinistres susceptibles de se produire après la fin de l'exercice et relatifs aux contrats souscrits avant cette date et les frais d'acquisition et d'administration y afférant ne sont pas couverts par la provision pour primes non acquises.

- Test de suffisance du passif

À chaque arrêté, les passifs des contrats d'assurance nets des actifs liés (frais d'acquisition reportés et valeurs de portefeuille), font l'objet d'un test de suffisance du passif.

Les méthodes déjà appliquées par le Groupe et maintenues dans le cadre de la norme IFRS 4 - parmi lesquelles notamment l'évaluation des provisions pour sinistres sur la base du coût ultime non escompté et les modalités de constitution de la provision pour risques en cours – constituent un test de suffisance du passif satisfaisant aux dispositions minimales spécifiées par la norme IFRS 4.

Contrats de réassurance

- Acceptations

Les acceptations d'assurance sont comptabilisées affaire par affaire sur la base des résultats de l'année, réels ou estimés. Les provisions techniques correspondent aux montants communiqués par les cédantes.

- Cessions

Les contrats de cession en réassurance sont comptabilisés en conformité avec les termes des différents traités. La part des cessionnaires dans les provisions techniques est évaluée de la même façon que les provisions techniques brutes de réassurance apparaissant au passif.

Les dépôts espèces reçus des réassureurs sont comptabilisés en dettes nées des opérations de réassurance cédée. Les créances sur les réassureurs ne font l'objet d'une dépréciation que dans le cas où il existe des preuves tangibles que l'on ne pourra pas recevoir tous les montants qui sont dus aux termes du contrat.

2.26. Dettes de financement

Les emprunts sont des obligations contractuelles consistant soit à remettre à une autre entité de la trésorerie ou un actif financier, soit à échanger avec une autre entité un actif financier dans des conditions potentiellement défavorables.

L'évaluation et la comptabilisation des emprunts sont définies par la norme IAS 39. A l'exception des instruments dérivés (voir note 2.15 « Instruments financiers - instruments dérivés »), les emprunts et autres passifs financiers sont comptabilisés à l'origine à la juste valeur diminuée des coûts de transaction attribuables ; par la suite, ils sont évalués au coût amorti calculé à l'aide du taux d'intérêt effectif.

Les emprunts comprennent au sens de la norme IAS 39 les emprunts et les autres financements, les instruments dérivés, ainsi que les dettes fournisseurs et dettes sociales figurant dans le poste « dettes d'exploitation ».

Annexe aux comptes consolidés

2.27. Produits des activités ordinaires

Les produits des activités ordinaires peuvent être composés d'éléments évalués et comptabilisés selon les normes IFRS 4, IAS 18 et IAS 39. Cet agrégat a un sens plus large que le chiffre d'affaires, car il intègre également les produits des placements.

Le chiffre d'affaires est composé des primes et commissions acquises et des autres produits d'exploitation.

Primes

Les primes d'assurance-crédit entrant dans le chiffre d'affaires correspondent aux primes émises hors taxes, diminuées des primes annulées pendant l'exercice et d'une estimation des primes émises qui devront être annulées après la date de clôture. Elles sont augmentées d'une estimation des primes à émettre pour la part acquise à l'exercice et corrigées de la variation des provisions pour primes non acquises, lesquelles correspondent à la quote-part des primes émises qui couvrent la période postérieure à la date de clôture de l'exercice. Les ristournes de primes accordées aux assurés sont présentées sur une ligne distincte, en déduction du chiffre d'affaires.

Les prestations de service se composent des frais d'enquête et de surveillance facturés au titre de la gestion et de la prévention des risques pour le compte des assurés, et des honoraires de recouvrement des créances contentieuses. Ils comprennent également les produits liés à l'activité gestion des garanties export pour le compte de l'Etat allemand, ainsi que les autres produits à caractère technique.

Produits sur placements

Les produits sur placements sont comptabilisés en conformité avec la norme IAS 39, IAS 17 ou IAS 18 en fonction de leur nature.

- Produits des placements nets de charges de gestion

Ces produits comprennent notamment les catégories de revenus suivantes :

- revenus nets sur immeubles ;
- revenus nets sur valeurs mobilières ;
- autres revenus financiers (intérêts créditeurs de banque, revenus sur autres placements) ;
- gains et pertes de change ;
- frais de gestion des placements.

- Plus et moins-values de cession des placements

Les plus ou moins-values sur cessions de valeurs mobilières ou d'immeubles sont enregistrées au compte de résultat. Les titres échangés dans le cadre d'une offre publique d'échange donnent lieu à la constatation en résultat d'une plus-value d'échange.

- Variation de juste valeur des placements comptabilisés à la juste valeur par résultat

Sont comptabilisés les écarts de juste valeur constatés sur l'exercice, diminués des écarts de l'exercice précédent. Il s'agit essentiellement des réévaluations sur les instruments dérivés.

- Variation des dépréciations sur placements

Les dépréciations concernent notamment les pertes de valeur des placements et reprises suite à une cession, ainsi que les dotations aux amortissements et pertes de valeurs des immeubles de placement.

2.28. Charges des prestations d'assurance

Les charges des prestations d'assurance comprennent la charge nette des sinistres, à savoir les indemnités réglées durant l'exercice diminuées des recours encaissés, la variation des provisions pour sinistres nette des prévisions de recours et les frais engagés ou qui restent à engager pour la gestion des indemnisations et du recouvrement.

Les principes de comptabilisation de ces éléments relèvent de la norme IFRS 4 et sont décrits dans la note 2.25 « Contrats d'assurance et de réassurance - Evaluation des contrats d'assurance ».

2.29. Charges ou produits nets des cessions en réassurance

Dans cette rubrique sont enregistrés la part des cessions et récessions aux réassureurs sur les primes acquises, les sinistres payés, les variations de provisions pour sinistres et les variations pour ristournes de primes ainsi que les commissions.

Les principes de comptabilisation de ces éléments relèvent de la norme IFRS 4 et sont décrits à la note 2.25 « Contrats d'assurance et de réassurance – Contrats de réassurance ».

Annexe aux comptes consolidés

2.30. Frais d'administration et Frais d'acquisition des contrats

Les frais d'administration comprennent principalement les charges salariales et les coûts des systèmes d'informations, affectés à l'administration des contrats.

Les frais d'acquisition comprennent quant à eux principalement les charges salariales liées à l'acquisition de contrats, les commissions de courtage, les frais d'ouverture de dossiers et les dépenses liées aux réseaux commerciaux.

2.31. Autres produits et charges opérationnels courants

Les autres produits et charges opérationnels correspondent principalement aux frais et revenus liés à l'activité de prestation de services du Groupe.

2.32. Autres produits et charges opérationnels

Ces produits et charges résultent d'un événement majeur intervenu pendant la période comptable, de nature à fausser la lecture de la performance de l'entreprise. Il s'agit donc d'éléments peu nombreux, inhabituels ou anormaux, et dont le montant est significatif.

2.33. Charges de financement

Les principes de comptabilisation de cette rubrique relèvent de la norme IAS 39.

La charge de financement est constituée des charges relatives aux éléments suivants :

- passifs financiers à long terme : opérations d'emprunt de capitaux réalisées auprès du public - par exemple sous forme d'emprunt obligataire - ou auprès de banques ou d'établissements financiers (crédits à moyen ou long terme, crédits-bails,...) ;
- passifs financiers à court terme de même nature que ci-dessus y compris des émissions de titres de créances négociables à court terme auprès des investisseurs ;
- instruments financiers de couverture de juste valeur inscrits au bilan relatifs aux passifs constitutifs de l'endettement financier brut décrits ci-dessus ;
- intérêts courus sur les postes du bilan constitutifs de l'endettement financier brut.

2.34. Résultat par action

Le résultat par action est obtenu en divisant le résultat net consolidé part du Groupe par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice déduction faite des actions propres.

Une action ordinaire est un instrument de capitaux propres qui est subordonné à toutes les autres catégories d'instruments de capitaux propres.

La dilution est une réduction du résultat par action résultant de l'hypothèse de conversion d'instruments convertibles, d'exercice d'options ou de bons de souscription d'actions, ou d'émission d'actions ordinaires si certaines conditions spécifiées sont remplies.

Annexe aux comptes consolidés

Note 3 Ecart d'acquisition

Conformément à la norme IFRS 3, les écarts d'acquisition ne sont pas amortis mais font l'objet systématiquement d'un test de dépréciation réalisé en fin d'exercice et dès qu'il existe un indice de perte de valeur.

(en milliers d'euros)	31 décembre 2015					31 décembre 2014	
	Italie	Royaume-Uni	Etats-Unis	Benelux	Autres pays	Total	Total
Solde à l'ouverture							
Valeur brute	6 229	64 141	35 039	9 459	6 757	121 625	111 695
Pertes de valeur cumulées	(409)	(9 274)	(3 554)	-	-	(13 236)	(12 206)
Valeur nette comptable	5 820	54 867	31 485	9 459	6 757	108 389	99 489
Variations de l'exercice							
Valeur nette comptable ouverture	5 820	54 867	31 485	9 459	6 757	108 389	99 489
Augmentation de la valeur brute	-	-	-	-	-	-	-
Sorties et Actifs détenus en vue de la vente	-	-	-	1	-	1	-
Autres variations	-	-	-	-	-	-	1 217
Reclassements	-	-	-	-	-	-	-
Différences de change	-	2 849	3 587	-	27	6 463	7 682
Pertes de valeur	-	-	-	-	-	-	-
Valeur nette comptable clôture	5 820	57 716	35 072	9 460	6 784	114 852	108 389
Solde à la clôture							
Valeur brute	6 229	67 460	39 030	9 460	6 784	128 963	121 625
Pertes de valeur cumulées	(409)	(9 744)	(3 958)	-	-	(14 111)	(13 236)
Valeur nette comptable	5 820	57 716	35 072	9 460	6 784	114 852	108 389

Au 31 décembre 2015, la variation des écarts d'acquisition s'explique par l'appréciation du dollar américain et de la livre sterling par rapport à l'euro.

A la clôture de l'exercice 2014, suite au rachat des actions détenues par les minoritaires de NV Interpolis Kredietverzekeringen, un écart d'acquisition avait été comptabilisé pour 1 217 milliers d'euros.

Méthode des tests d'impairment

Conformément à la norme IAS 36, le Groupe procède à des tests de dépréciation des écarts d'acquisition en comparant la valeur d'utilité des unités génératrices de trésorerie (UGT) auxquelles ont été affectés les écarts d'acquisition et leur valeur comptable (actif net et écart d'acquisition).

La valeur d'utilité se définit comme la valeur actuelle des flux futurs de trésorerie tels qu'ils résultent des *business plans* de la filiale concernée avec la prise en compte d'une valeur terminale.

Les principales hypothèses retenues pour la détermination de la valeur d'utilité sont le taux de croissance à l'infini défini par UGT et le coût du capital, défini par zone géographique. Le modèle s'appuie sur le budget prévisionnel à trois ans préparé par les UGT et validé par le management avec une dernière année construite sur la base de ratios de gestion normalisés (ratios combinés et taux de rétention cible). En outre, depuis la mise en place d'une région Réassurance au sein du Groupe, le périmètre des UGT a été étendu afin d'intégrer les activités de réassurance interne intervenant entre les UGT et la région Réassurance. Par conséquent il faut également inclure une partie de la contribution de la région Réassurance à l'actif net consolidé du Groupe.

Les paramètres utilisés pour calculer les valorisations des UGT sont présentés dans le tableau ci-dessous :

Annexe aux comptes consolidés

Résultat des tests d'impairment

	Italie	Royaume-Uni	Etats-Unis	Belgique	Pays-Bas	Allemagne
Coût du capital	4,86%	5,23%	5,53%	4,23%	4,06%	3,89%
<i>dont taux sans risque</i>	1,60%	1,96%	2,27%	0,97%	0,79%	0,63%
<i>dont prime de risque (bêta = 0,653)</i>	3,27%	3,27%	3,27%	3,27%	3,27%	3,27%
Taux d'imposition effectif	48,00%	20,0%	35,0%	34,0%	25,0%	31,0%
Rendement normalisé du portefeuille financier	1,03%	1,03%	1,87%	1,03%	1,03%	1,03%
Ratio combiné brut	89,0%	85,0%	84,0%	88,0%	81,0%	76,0%
Taux de rétention cible EH Réassurance	31,3%	28,6%	29,1%	29,7%	31,4%	34,9%
Croissance long terme	1,0%	1,0%	1,0%	1,0%	1,0%	1,0%
Valeur d'utilité (en milliers d'euros)	510,6	511,0	795,8	144,7	210,6	2 520,5
Contribution à l'actif consolidé	322,4	216,3	363,6	74,9	54,2	938,3
Delta	188,1	294,7	432,3	69,8	156,4	1 582,2

Sensibilité des tests d'impairment

Les analyses de sensibilité ont été exécutées sur les tests d'impairment considérant l'écart dans quelques paramètres de calcul :

- sensibilité sur la croissance à long terme : les tests d'impairment ont été effectués avec la même méthodologie, mais considérant une diminution de 0,5 point au niveau du taux de croissance perpétuel. Pour toutes les UGT, le résultat de ce test de sensibilité a conclu à une valeur d'utilité toujours plus élevée que la contribution à l'actif net consolidé du Groupe. Ces valorisations justifient l'absence de constatation de perte de valeur complémentaire sur l'écart d'acquisition.
- sensibilité sur le coût du capital : les tests d'impairment ont été effectués avec la même méthodologie, mais considérant une augmentation de 0,5 point au niveau du coût du capital. Pour toutes les UGT, le résultat de ce test de sensibilité a conclu à une valeur d'utilité toujours plus élevée que la valeur comptable. Ces valorisations justifient l'absence de constatation de perte de valeur complémentaire sur l'écart d'acquisition.
- sensibilité sur le ratio combiné brut : les tests d'impairment ont été effectués avec la même méthodologie, mais considérant une augmentation de 3 points au niveau du ratio combiné brut (+2 points au niveau du ratio de sinistre brut et +1 point au niveau du ratio des coûts brut). Pour toutes les UGT, le résultat de ce test de sensibilité a conclu à une valeur d'utilité toujours plus élevée que la valeur comptable. Ces valorisations justifient l'absence de constatation de perte de valeur complémentaire sur l'écart d'acquisition.

Paramètres de rentabilité

Le tableau suivant présente le niveau que doivent atteindre les hypothèses clés pour que la valeur d'utilité de chaque UGT soit égale à sa valeur comptable.

	Italie	Royaume-Uni	Etats-Unis	Belgique	Pays-Bas	Allemagne
Croissance long terme	-1,9%	-6,5%	-6,7%	-2,6%	-12,9%	-5,3%
Coût du capital	7,4%	11,5%	11,8%	7,5%	14,5%	9,4%
Ratio combiné brut	100,6%	105,7%	108,9%	102,2%	109,3%	106,9%

Annexe aux comptes consolidés

Note 4 Autres actifs incorporels et portefeuilles de contrats

(en milliers d'euros)	31 décembre 2015				31 décembre 2014			
	Portefeuilles de contrats	Develop. informatiques et logiciels	Autres immo. incorp.	Total	Portefeuilles de contrats	Develop. informatiques et logiciels	Autres immo. incorp.	Total
Solde à l'ouverture								
Valeur brute	3 133	293 835	33 459	330 427	3 945	237 308	33 132	274 385
Amortissements cumulés	(2 716)	(193 555)	(21 654)	(217 925)	(3 944)	(161 031)	(20 425)	(185 400)
Pertes de valeurs cumulées	-	-	-	-	-	-	-	-
Valeur nette comptable	417	100 280	11 805	112 502	1	76 277	12 707	88 985
Variations de l'exercice								
Valeur nette comptable ouverture	417	100 280	11 805	112 502	1	76 277	12 707	88 985
Acquisitions nouvelles	-	35 681	417	36 098	4 427	36 901	1 104	42 432
Dépenses immobilisées	-	-	-	-	-	-	-	-
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	145	39	184
Sorties et Actifs détenus en vue de la vente	(430)	(210)	(270)	(910)	(3 597)	(1 055)	(1 129)	(5 781)
Reclassements	-	(5 661)	(7 195)	(12 856)	-	6 123	-	6 123
Différences de change	11	1 153	164	1 328	-	976	215	1 191
Amortissements nets	2	(16 175)	(1 261)	(17 434)	(414)	(19 087)	(1 124)	(20 625)
Provisions nettes pour dépréciation	-	-	-	-	-	-	(7)	(7)
Autres variations	-	-	-	-	-	-	-	-
Valeur nette comptable clôture	-	115 068	3 660	118 728	417	100 280	11 805	112 502
Solde à la clôture								
Valeur brute	2 703	309 340	26 783	338 826	3 133	293 835	33 459	330 427
Amortissements cumulés	(2 703)	(194 272)	(23 123)	(220 098)	(2 716)	(193 555)	(21 654)	(217 925)
Pertes de valeurs cumulées	-	-	-	-	-	-	-	-
Valeur nette comptable	-	115 068	3 660	118 728	417	100 280	11 805	112 502

En 2015, comme en 2014, la croissance des développements informatiques et logiciels résulte principalement de la capitalisation des applicatifs du Groupe développés en interne, ainsi que d'acquisitions de logiciels dans le cadre de projets internes.

Les principaux applicatifs Groupe développés sont :

- En 2014, Galileo (Commercial), FIT+1 (Comptabilité), *Convergence* et *Bonding* (Commercial) ;
- En 2015, Galileo (Commercial), *Bonding* (Commercial), le projet de migration du réseau Euler Hermes vers Allianz.

Les amortissements sur l'exercice 2015 sont principalement liés aux logiciels développés en interne Galileo (Commercial) et FIT+1 (Comptabilité).

Le reclassement pour -12,9 millions d'euros sur l'exercice 2015 s'explique par le reclassement en actifs détenus en vue de la vente des logiciels et autres immobilisations incorporelles des entités du groupe Bürgel du fait de la signature de l'accord de cession du groupe en 2016.

Au 31 décembre 2014, le reclassement pour 6,1 millions d'euros s'expliquait principalement par des développements informatiques internes précédemment classés en immobilisations corporelles en cours de construction et qui avaient été transférés en immobilisations incorporelles en 2014.

Annexe aux comptes consolidés

Note 5 Immobilier de placement et d'exploitation

(en milliers d'euros)	31 décembre 2015		31 décembre 2014	
	Immobilier de placement	Immobilier d'exploitation	Immobilier de placement	Immobilier d'exploitation
Solde à l'ouverture				
Valeur brute	97 015	27 230	78 531	141 336
Amortissements cumulés	(21 646)	(17 651)	(18 300)	(44 855)
Pertes de valeurs cumulées	-	-	-	(6 797)
Valeur nette comptable	75 369	9 579	60 231	89 684
Variations de l'exercice				
Valeur nette comptable ouverture	75 369	9 579	60 231	89 684
Acquisitions	5 885	136	16 676	156
Variations de périmètre	-	-	-	-
Sorties d'immeubles	-	(18)	(367)	(66)
Reclassements	371	-	(167)	(78 099)
Différences de change	-	10	-	104
Amortissements nets	(2 651)	(167)	(1 004)	(2 200)
Provisions nettes pour dépréciation	-	-	-	-
Autres variations	-	-	-	-
Valeur nette comptable clôture	78 974	9 540	75 369	9 579
Solde à la clôture				
Valeur brute	103 271	27 367	97 015	27 230
Amortissements cumulés	(24 297)	(17 827)	(21 646)	(17 651)
Pertes de valeurs cumulées	-	-	-	-
Valeur nette comptable	78 974	9 540	75 369	9 579
Juste valeur	240 070	24 609	209 650	24 652
Montants comptabilisés dans le résultat				
Immobilier de placement	31 déc 2015	31 déc 2014		
Produits locatifs des immeubles de placement	4 296	2 645		
Charges opérationnelles directes engagées pour les immeubles	-	(157)		

Les acquisitions d'immeubles de placement correspondent à des frais de travaux pour rénovation de l'ensemble immobilier détenu par Euler Hermes Real Estate, ancien siège d'Euler Hermes Group à Paris. En 2015 et 2014, ces frais s'élèvent respectivement à 5,9 et 16,7 millions d'euros.

Au cours de l'année 2015, suite à sa mise en service, l'immeuble de la rue Euler a commencé à être amorti à hauteur de 1,7 millions d'euros.

Au 31 décembre 2014, le reclassement pour -78 millions d'euros de valeur nette comptable est constitué du transfert de deux immeubles d'exploitation allemands en actifs détenus à la vente pour -75,7 millions d'euros et d'un immeuble aux Etats-Unis pour - 2,4 millions d'euros.

Annexe aux comptes consolidés

Note 6 Placements financiers

Classement par méthode de comptabilisation

Pour un instrument coté sur un marché actif, la juste valeur est le cours acheteur à la date d'évaluation pour un actif détenu ou un passif à émettre et le cours vendeur pour un actif destiné à être acheté ou un passif destiné à être détenu. Si ces cours ne sont pas disponibles, la juste valeur est estimée sur la base du prix de la transaction la plus récente.

Si le marché d'un instrument financier n'est pas actif, le Groupe estime la juste valeur en utilisant une technique de valorisation basée sur l'utilisation de transactions récentes dans des conditions de concurrence normale entre parties informées et consentantes, si elles sont disponibles, la référence à la juste valeur actuelle d'un autre instrument identique en substance, l'analyse des flux de trésorerie actualisés et les modèles de valorisation des options.

Classement par catégories de placement

(en milliers d'euros)	31 décembre 2015						31 décembre 2014					
	Valeur historique	Réserve de réévaluation	Valeur nette	Juste valeur	Coté	Non coté	Valeur historique	Réserve de réévaluation	Valeur nette	Juste valeur	Coté	Non coté
<u>Actifs détenus jusqu'à l'échéance</u>												
Obligations	191	-	191	191	-	191	191	-	191	191	191	-
Total Actifs détenus jusqu'à l'échéance	191	-	191	191	-	191	191	-	191	191	191	-
<u>Actifs disponibles à la vente</u>												
Actions	248 182	22 304	270 486	270 486	3 199 712	63 382	220 224	25 320	245 544	245 544	2 973 382	87 827
Obligations	2 924 054	68 554	2 992 608	2 992 608	-	-	2 708 754	106 911	2 815 665	2 815 665	-	-
Total Actifs disponibles à la vente	3 172 236	90 858	3 263 094	3 263 094	3 199 712	63 382	2 928 978	132 231	3 061 209	3 061 209	2 973 382	87 827
<u>Prêts, dépôts et autres placements financiers</u>	755 169	-	755 169	769 364	-	-	833 226	-	833 226	854 230	-	-
Total Prêts, dépôts et autres placements financiers	755 169	-	755 169	769 364	-	-	833 226	-	833 226	854 230	-	-
Total Placements financiers (hors participations dans les sociétés consolidées)	3 927 596	90 858	4 018 454	4 032 649	3 199 712	63 573	3 762 395	132 231	3 894 626	3 915 630	2 973 573	87 827

(en milliers d'euros)	31 décembre 2013					
	Valeur historique	Réserve de réévaluation	Valeur nette	Juste valeur	Coté	Non coté
<u>Actifs détenus jusqu'à l'échéance</u>						
Obligations	191	-	191	191	191	-
Total Actifs détenus jusqu'à l'échéance	191	-	191	191	191	-
<u>Actifs disponibles à la vente</u>						
Actions	154 054	27 007	181 061	181 061	2 775 856	61 913
Obligations	2 596 674	60 033	2 656 707	2 656 707	-	-
Total Actifs disponibles à la vente	2 750 728	87 040	2 837 768	2 837 768	2 775 856	61 913
<u>Prêts, dépôts et autres placements financiers</u>	837 917	-	837 917	837 917	-	-
Total Prêts, dépôts et autres placements financiers	837 917	-	837 917	837 917	-	-
Total Placements financiers (hors participations dans les sociétés consolidées)	3 588 836	87 040	3 675 876	3 675 876	2 776 047	61 913

Pour les placements non cotés, le Groupe estime la juste valeur en utilisant une technique de valorisation basée sur l'utilisation de transactions récentes dans des conditions de concurrence normale entre parties informées et consentantes, si elles sont disponibles, la référence à la juste valeur actuelle d'un autre instrument identique en substance, l'analyse des flux de trésorerie actualisés et les modèles de valorisation des options. Les placements non cotés sont composés essentiellement d'obligations hypothécaires allemandes.

Le portefeuille n'a pas été impacté de manière significative par des dépréciations, le Groupe n'ayant aucune exposition sur des actifs financiers tels que les fonds de trésorerie « dynamiques » ou investissements *subprime*.

Classification de la juste valeur par niveaux hiérarchiques

- Actifs disponibles à la vente

Le niveau 1 est composé principalement d'actions et d'obligations cotées sur un marché actif.

Le niveau 3 est composé principalement de participations dans un fonds immobilier non coté, de titres non consolidés et d'obligations d'état Marocain non cotées.

Annexe aux comptes consolidés

(en milliers d'euros)	31 décembre 2015		
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Actifs disponibles à la vente	3 217 155	-	45 939

(en milliers d'euros)	31 décembre 2014		
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Actifs disponibles à la vente	3 012 930	-	48 279

(en milliers d'euros)	31 décembre 2013		
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Actifs disponibles à la vente	2 797 634	-	40 134

- Autres placements financiers

Les obligations détenues jusqu'à l'échéance ainsi que les prêts, dépôts et autres placements financiers sont évalués d'après la méthode du coût amorti. Leur classement hiérarchique est principalement de niveau 3, sauf pour les obligations hypothécaires allemandes non cotées, classées en niveau 2 pour 380 millions d'euros.

Classification par zone géographique

2015

Valeur nette (en milliers d'euros)	France	Etranger	Groupe
Actifs détenus jusqu'à l'échéance			
Obligations	191	-	191
Total Actifs détenus jusqu'à l'échéance	191	-	191
Actifs disponibles à la vente			
Actions	64 430	206 056	270 486
Obligations	400 668	2 591 940	2 992 608
Total Actifs disponibles à la vente	465 098	2 797 996	3 263 094
Prêts, dépôts et autres placements finan	135 485	619 684	755 169
Total Prêts, dépôts et autres placemen	135 485	619 684	755 169
Total Placements Financiers	600 774	3 417 680	4 018 454

2014

Valeur nette (en milliers d'euros)	France	Etranger	Groupe
Actifs détenus jusqu'à l'échéance			
Obligations	191	-	191
Total Actifs détenus jusqu'à l'échéance	191	-	191
Actifs disponibles à la vente			
Actions	96 763	148 781	245 544
Obligations	501 769	2 313 896	2 815 665
Total Actifs disponibles à la vente	598 532	2 462 677	3 061 209
Prêts, dépôts et autres placements finan	109 599	723 627	833 226
Total Prêts, dépôts et autres placemen	109 599	723 627	833 226
Total Placements Financiers	708 322	3 186 304	3 894 626

Annexe aux comptes consolidés

2013

Valeur nette (en milliers d'euros)			
	France	Etranger	Groupe
Actifs détenus jusqu'à l'échéance			
Obligations	191	-	191
Total Actifs détenus jusqu'à l'échéance	191	-	191
Actifs disponibles à la vente			
Actions	84 024	97 037	181 061
Obligations	489 308	2 167 399	2 656 707
Total Actifs disponibles à la vente	573 332	2 264 436	2 837 768
Prêts, dépôts et autres placements finar	112 116	725 801	837 917
Total Prêts, dépôts et autres placemen	112 116	725 801	837 917
Total Placements Financiers	685 639	2 990 237	3 675 876

Variation des placements

(en milliers d'euros)	31 décembre 2015			31 décembre 2014	
	Actifs détenus jusqu'à l'échéance	Actifs disponibles à la vente	Prêts, dépôts et autres placements financiers	Total	Total
Valeur nette comptable ouverture	191	3 061 209	833 226	3 894 626	3 675 876
Augmentations	-	1 140 366	2 571 777	3 712 143	3 912 264
Diminutions	-	(895 086)	(2 666 223)	(3 561 309)	(3 770 416)
Variations de périmètre	-	-	-	-	5 264
Réévaluations	-	(47 399)	-	(47 399)	43 667
Dépréciations	-	(53)	-	(53)	(2 984)
Différences de change	-	39 320	15 491	54 811	54 236
Reclassements	-	(10 167)	-	(10 167)	-
Autres variations	-	(25 096)	898	(24 198)	(23 281)
Valeur nette comptable clôture	191	3 263 094	755 169	4 018 454	3 894 626

En 2015, les reclassements d'actifs disponibles à la vente correspondent au reclassement en actifs détenus en vue de la vente des placements financiers du groupe Bürgel. Les autres variations des actifs disponibles à la vente sont principalement les amortissements des surcotes et décotes des placements obligataires. L'impact des différences de change est principalement lié à l'évolution du dollar américain et de la livre sterling contre l'euro.

(en milliers d'euros)	31 décembre 2014			31 décembre 2013	
	Actifs détenus jusqu'à l'échéance	Actifs disponibles à la vente	Prêts, dépôts et autres placements financiers	Total	Total
Valeur nette comptable ouverture	191	2 837 768	837 917	3 675 876	3 767 514
Augmentations	-	1 197 437	2 714 827	3 912 264	3 971 280
Diminutions	-	(1 042 669)	(2 727 747)	(3 770 416)	(3 932 849)
Variations de périmètre	-	5 264	-	5 264	(27 729)
Réévaluations	-	43 667	-	43 667	(44 398)
Dépréciations	-	(2 984)	-	(2 984)	(1 158)
Différences de change	-	48 517	5 719	54 236	(32 209)
Reclassements	-	-	-	-	-
Autres variations	-	(25 791)	2 510	(23 281)	(24 575)
Valeur nette comptable clôture	191	3 061 209	833 226	3 894 626	3 675 876

En 2014, les variations de périmètre concernent principalement l'intégration globale des placements d'Interpolis Kredietverzekeringen NV au 31 décembre 2014. Les autres variations des actifs disponibles à la vente sont principalement les amortissements des surcotes et décotes des placements obligataires. L'impact des différences de change est principalement lié à l'évolution du dollar américain et de la livre sterling contre l'euro.

Annexe aux comptes consolidés

Exposition du Groupe à la dette souveraine européenne

- Le Groupe n'a pas ou plus d'exposition aux dettes souveraines des pays suivants : Grèce, Irlande, Hongrie et Turquie.

- Le Groupe a une exposition limitée à la dette souveraine espagnole :

Pays	Maturité	Valeur d'acquisition	Valeur de marché	Plus ou moins values latentes
<i>(en milliers d'euros)</i>				
Espagne	2016	14 798	14 342	-456
Espagne	2017	10 144	10 027	-117
Espagne	2018	29 993	30 334	341
Espagne	2019	21 143	22 737	1 594
Espagne	2020	20 477	20 669	192
Total		96 555	98 109	1 554

Tous les placements mentionnés ci-dessus sont comptabilisés à leur juste valeur en actifs disponibles à la vente (AFS).

- Portugal

La société portugaise COSEC, mise en équivalence au sein du Groupe, est exposée localement à hauteur des montants ci-dessous :

Pays	Maturité	Valeur d'acquisition	Valeur de marché	Plus ou moins values latentes
<i>(en milliers d'euros)</i>				
Espagne	2018	2 910	2 993	83
Espagne	2019	2 423	2 467	45
Espagne	2024	2 519	2 619	100
Italie	2018	979	1 014	35
Italie	2024	2 499	2 671	172
Portugal	2016	8 798	8 744	-53
Portugal	2018	3 122	3 309	188
Total		23 250	23 817	570

- Espagne

Le joint-venture espagnol Solunion, mis en équivalence au sein du Groupe, est exposé localement à hauteur des montants ci-dessous :

Pays	Maturité	Valeur d'acquisition	Valeur de marché	Plus ou moins values latentes
<i>(en milliers d'euros)</i>				
Espagne	2016	9 283	9 442	158
Espagne	2017	3 599	3 647	48
Espagne	2018	6 338	6 685	347
Espagne	2019	1 097	1 154	56
Espagne	2020	4 085	4 402	318
Espagne	2021	1 303	1 294	-8
Espagne	2024	2 956	2 993	37
Total		28 661	29 617	956

Note 7 Investissements dans les entreprises associées

Les entreprises comptabilisées par mise en équivalence sont les suivantes :

Entreprises associées	Pays	% de détention
OeKB Beteiligungs- und Management A.G.	Autriche	49,00%
Graydon Holding N.V.	Pays-Bas	27,50%
Companhia de Seguro de Creditos SA (COSEC)	Portugal	50,00%
Israel Credit Insurance Company Ltd	Israël	50,00%
Solunion Seguros de Crédito, Compañía Internacional de Seguros y Reaseguros SA	Espagne	50,00%

Annexe aux comptes consolidés

Informations sur les entreprises associées

(en milliers d'euros)		31 décembre 2015			
Société	Actif ⁽¹⁾	Capitaux propres ⁽²⁾	Chiffre d'affaires ⁽³⁾	Résultat	
Entreprises associées du secteur de l'assurance-crédit	833 994	342 181	285 154	47 220	
Autres entreprises associées	44 036	3 069	52 838	(3 069)	
	878 030	345 250	337 992	44 151	

- (1) L'actif correspond aux comptes IFRS au 30 septembre 2015, à l'exception de Solunion Seguros de Crédito, Compañía Internacional de Seguros y Reaseguros SA pour laquelle l'actif correspond aux comptes IFRS au 31 décembre 2015.
- (2) Les capitaux propres sont déterminés sur la base des comptes IFRS au 30 septembre 2015, à l'exception de Solunion Seguros de Crédito, Compañía Internacional de Seguros y Reaseguros SA pour laquelle les capitaux propres sont déterminés sur la base des comptes IFRS au 31 décembre 2015.
- (3) Le chiffre d'affaires correspond au chiffre d'affaires au 30 septembre 2015 plus un quart du chiffre d'affaires total de 2014, à l'exception de Solunion Seguros de Crédito, Compañía Internacional de Seguros y Reaseguros SA pour laquelle le chiffre d'affaires correspond au chiffre d'affaires au 31 décembre 2015.

(en milliers d'euros)		31 décembre 2014			
Société	Actif ⁽⁴⁾	Capitaux propres ⁽⁵⁾	Chiffre d'affaires ⁽⁶⁾	Résultat	
Entreprises associées du secteur de l'assurance-crédit	777 693	358 855	302 900	33 196	
Autres entreprises associées	44 036	19 233	55 733	(1 815)	
	821 729	378 088	358 633	31 381	

- (4) L'actif correspond aux comptes IFRS au 30 septembre 2014.
- (5) Les capitaux propres sont déterminés sur la base des comptes IFRS au 30 septembre 2014, à l'exception de Solunion Seguros de Crédito, Compañía Internacional de Seguros y Reaseguros SA pour laquelle les capitaux propres sont déterminés sur la base des comptes IFRS au 31 décembre 2014.
- (6) Le chiffre d'affaires correspond au chiffre d'affaires au 30 septembre 2014 plus à un quart du chiffre d'affaires total de 2013.

Mouvements de l'exercice

(en milliers d'euros)	31 décembre 2015	31 décembre 2014
Valeur nette comptable ouverture	199 428	193 853
Augmentations	-	4 716
Diminutions	-	(4 490)
Reclassements	-	-
Quote part dans le résultat de l'exercice	22 649	15 718
Dividendes versés	(21 774)	(10 414)
Dépréciations	(3 946)	-
Différences de change	734	137
Autres variations	(3 799)	(92)
Valeur nette comptable clôture	193 292	199 428

Les dividendes payés correspondent aux dividendes de la société Solunion Seguros de Crédito, Compañía Internacional de Seguros y Reaseguros SA pour 9 millions d'euros, de la société Israeli Credit Insurance Company Ltd pour 5 millions d'euros, de la société OeKB EH Beteiligungs – u. Management A.G. pour 4,8 millions d'euros et de la société Compania de Seguro de Creditos S.A. pour 3 millions d'euros.

Les titres mis en équivalence de la société Graydon Holding N.V. ont fait l'objet d'une dépréciation à hauteur de 3,9 millions d'euros qui est présentée au compte de résultat consolidé dans la ligne « Quote-part dans les résultats des entreprises associées mises en équivalence ».

Les autres variations correspondent principalement aux variations de la réserve de réévaluation des entreprises associées.

Annexe aux comptes consolidés

Contribution aux capitaux propres (hors quote-part de résultat 2015)

(en milliers d'euros)	31 décembre 2015	31 décembre 2014
Entreprises associées du secteur de l'assurance-crédit	169 799	178 421
Autres entreprises associées	844	5 289
Quote part de capitaux propres	170 643	183 710

Contribution au résultat

(en milliers d'euros)	31 décembre 2015	31 décembre 2014
Entreprises associées du secteur de l'assurance-crédit	23 493	16 217
Autres entreprises associées	(844)	(499)
Quote part de résultat ⁽¹⁾	22 649	15 718

⁽¹⁾ Contribution brute de la dépréciation des titres mis en équivalence de la société Graydon Holding N.V.

Note 8 Immeubles d'exploitation et autres immobilisations corporelles

(en milliers d'euros)	31 décembre 2015			31 décembre 2014		
	Immobilier d'exploitation	Autres immo. corporelles	Total	Immobilier d'exploitation	Autres immo. corporelles	Total
Solde à l'ouverture						
Valeur brute	27 230	171 014	198 244	141 336	151 029	292 365
Amortissements cumulés	(17 651)	(131 692)	(149 343)	(44 855)	(102 075)	(146 930)
Pertes de valeurs cumulées	-	(299)	(299)	(6 797)	(299)	(7 096)
Valeur nette comptable	9 579	39 023	48 602	89 684	48 655	138 339
Variations de l'exercice						
Valeur nette comptable ouverture	9 579	39 023	48 602	89 684	48 655	138 339
Acquisitions	136	15 687	15 823	156	14 336	14 492
Variations de périmètre	-	-	-	-	10	10
Sorties	(18)	(7 126)	(7 144)	(66)	(6 990)	(7 056)
Reclassements	-	(1 914)	(1 914)	(78 099)	(6 125)	(84 224)
Différences de change	10	573	583	104	611	715
Amortissements nets	(167)	(10 656)	(10 823)	(2 200)	(11 459)	(13 659)
Provisions nettes pour dépréciation	-	-	-	-	0	0
Autres variations	-	(3)	(3)	-	(16)	(16)
Valeur nette comptable clôture	9 540	35 584	45 124	9 579	39 023	48 602
Solde à la clôture						
Valeur brute	27 367	159 620	186 987	27 230	171 014	198 244
Amortissements cumulés	(17 827)	(123 737)	(141 564)	(17 651)	(131 692)	(149 343)
Pertes de valeurs cumulées	-	(299)	(299)	-	(299)	(299)
Valeur nette comptable	9 540	35 584	45 124	9 579	39 023	48 602

En 2015 comme en 2014, les acquisitions et les cessions d'autres immobilisations corporelles sont principalement liées au renouvellement des ordinateurs, du mobilier et de matériels de bureau.

Au 31 décembre 2015, le reclassement pour 1 914 milliers d'euros s'explique principalement par 1 450 milliers d'euros de transfert d'immeuble d'exploitation allemands en actifs détenus en vue de la vente concernant Bürgel Wirtschaftsinformationen Verwaltungs GmbH et Bürgel Wirtschaftsinformationen GmbH & Co. KG.

Annexe aux comptes consolidés

Au 31 décembre 2014, le reclassement pour - 78 millions d'euros de valeur nette comptable est constitué du transfert de deux immeubles d'exploitation allemands en actifs détenus à la vente pour - 75,7 millions d'euros et d'un immeuble aux Etats-Unis pour - 2,4 millions d'euros. Le reclassement en 2014 pour 6,1 millions d'euros s'explique principalement par le transfert en immobilisations incorporelles, de développements informatiques internes précédemment classés en immobilisations corporelles.

Note 9 Impôts différés

Ventilation de l'impôt par nature

(en milliers d'euros)	31 décembre 2015	31 décembre 2014
Impôts différés actifs	280 920	321 069
Impôts différés passifs	(424 927)	(460 479)
Solde net (passif) des impôts différés	(144 007)	(139 410)
Déficits fiscaux activés	4 404	5 366
Impôts différés actifs liés à la réévaluation des placements AFS	9 038	12 535
Impôts différés actifs - provisions sur engagements de retraite	176 999	179 658
Impôts différés actifs - provisions techniques	13 866	14 700
Autres impôts différés actifs	76 613	108 810
Total Impôts différés actifs	280 920	321 069
Impôts différés passifs liés à la réévaluation des placements AFS	(25 512)	(36 036)
Impôts différés passifs - provisions sur engagements de retraite	(140 276)	(136 500)
Impôts différés passifs - provisions techniques	(208 443)	(194 769)
Autres impôts différés passifs	(50 696)	(93 174)
Total Impôts différés passifs	(424 927)	(460 479)
Solde net impôts différés	(144 007)	(139 410)
Après compensation des impôts différés actif et passif par entité fiscale		
Impôts différés actifs	10 564	23 653
Impôts différés passifs	(154 571)	(163 063)
Solde net des impôts différés	(144 007)	(139 410)

La diminution des déficits fiscaux activés concerne principalement Euler Hermes Collections GmbH pour 0,9 millions d'euros.

Les déficits fiscaux activés sont principalement localisés chez Euler Hermes Ré (Luxembourg) pour 1,9 million d'euros, Euler Hermes SA (NV) pour 1,4 million d'euros et chez Euler Hermes Collections GmbH pour 0,8 million d'euros.

Variation de l'impôt différé par zone géographique

(en milliers d'euros)	31 décembre 2014	Variation par résultat	Variation réévaluation des placements AFS	Variation des impacts de change	Autres mouvements	31 décembre 2015
France	(21 709)	(6 244)	5 094	-	1	(22 859)
Allemagne, Autriche & Suisse	(99 524)	3 406	(2 857)	1	684	(98 290)
Europe du Nord	(2 916)	(5 383)	1 545	(361)	673	(6 442)
Pays Méditerranéens, Moyen-Orient et Afrique	8 525	(141)	(12)	(110)	-	8 262
Asie & Pacifique	307	78	-	11	0	396
Amériques	1 757	(203)	(201)	1 430	255	3 038
Réassurance	(37 809)	(1 126)	1 917	(292)	864	(36 447)
Autres pays	-	-	-	-	-	-
Services groupe / Holdings	11 959	(3 585)	(33)	(6)	-	8 335
Solde net des impôts différés	(139 410)	(13 198)	5 452	673	2 476	(144 007)

L'augmentation du passif d'impôts différés en Europe du Nord s'explique notamment par la diminution des provisions pour engagements de retraite chez Euler Hermes Services UK Ltd.

Annexe aux comptes consolidés

Variation du taux normal d'imposition

	31 décembre 2015	31 décembre 2014
Taux Groupe	28,88%	27,68%
France	34,43% ^(*)	34,43%
Allemagne	31,00%	31,00%
Italie	27,50%	27,50%
Royaume-Uni	21,50%	21,50%
Etats-Unis	35,00%	35,00%
Pays-Bas	25,00%	25,00%
Belgique	33,99%	33,99%
Suisse	17,50%	17,50%
Pologne	19,00%	19,00%

Le taux Groupe correspond au taux apparent ou taux effectif d'impôt, à savoir la charge d'impôt comptabilisée au résultat rapportée au résultat brut avant impôt et retraitée du résultat des sociétés mises en équivalence.

Le passage entre le taux d'impôt de la société mère Euler Hermes Group et le taux effectif d'impôt en 2015 est fourni en note 27.

(*) La contribution exceptionnelle et temporaire de 5% du montant de l'impôt sur les sociétés dû en France a fait l'objet d'une augmentation par la Loi de Finance de 2014 portant le taux à 10,7% au titre des exercices clos à partir du 31 décembre 2013 jusqu'au 31 décembre 2015. Le taux d'impôt courant pour la France est donc de 38% pour l'exercice 2015. Cette contribution exceptionnelle étant temporaire, elle n'impacte pas le stock d'impôt différé.

Note 10 Créances d'assurance et de réassurance

Ventilation par nature

(en milliers d'euros)	31 décembre 2015			31 décembre 2014
	Brut	Provisions	Net	Net
Créances sur les assurés et les agents	303 102	(20 359)	282 743	246 970
Primes acquises non émises	263 372	-	263 372	275 956
Créances sur les débiteurs garantis	19 608	-	19 608	25 131
Créances nées d'opérations de réassurance nettes	63 022	(1 911)	61 111	56 813
Total Créances d'assurance crédit	649 104	(22 270)	626 834	604 870

Les créances sur les débiteurs garantis concernent des créances à recevoir comptabilisées par Euler Hermes SA (NV) au titre de l'activité *Retail* (qui est en cessation depuis l'année 2011), dont 6 millions d'euros ont été recouverts courant 2015.

Ventilation par échéance

(en milliers d'euros)	31 décembre 2015				
	- 3 mois	3 mois à 1 an	1 an à 5 ans	+ 5 ans	Total
Créances brutes	490 824	8 367	1 268	-	500 459
Part revenant aux réassureurs	99 191	7 576	-	-	106 767
Créances nettes sur débiteurs garantis	19 608	-	-	-	19 608
Total Créances d'assurance crédit	609 623	15 943	1 268	-	626 834

Annexe aux comptes consolidés

Provisions pour créances douteuses sur les assurés et les agents

(en milliers d'euros)	31 décembre 2015	31 décembre 2014
Solde à l'ouverture	(21 462)	(16 835)
Entrée de périmètre	-	(6)
Dotations	(3 493)	(8 290)
Reprises	4 661	8 123
Ecart de conversion	(27)	(10)
Autres variations	(38)	(4 444)
Solde à la clôture	(20 359)	(21 462)

Note 11 Autres créances

Ventilation par nature

(en milliers d'euros)	31 décembre 2015			31 décembre 2014
	Brut	Provision	Net	Net
Comptes-courants	27 945	-	27 945	20 057
Créances d'impôts	56 534	-	56 534	44 204
Autres créances	142 938	(5 990)	136 948	144 775
dont intérêts courus non échus	42 657	-	42 657	47 122
Charges constatées d'avance	8 452	-	8 452	11 900
Autres comptes de régularisation actif	1 341	-	1 341	1 460
Autres actifs	1 098	-	1 098	5 704
Total des autres créances	238 308	(5 990)	232 318	228 100

Ventilation par échéance

(en milliers d'euros)	< 3 mois	3 mois à 1 an	1 an à 5 ans	+ 5 ans	Total
Total des autres créances nettes de provisions	220 307	7 478	4 125	408	232 318

Note 12 Actifs et passifs détenus en vue de la vente

(en milliers d'euros)	31 décembre 2015	31 décembre 2014
Actifs destinés à la vente	37 247	60 670
Passifs destinés à la vente	(14 986)	-

En 2015, les actifs et passifs détenus en vue de la vente concernent principalement le groupe Bürgel pour lequel un accord de cession a été signé le 18 décembre 2015.

En 2014, les actifs détenus en vue de la vente concernaient principalement Euler Hermes A.G. et Euler Hermes Deutschland, succursale d'Euler Hermes SA (NV). Il s'agissait des sièges de ces sociétés.

Annexe aux comptes consolidés

Note 13 Trésorerie et équivalents de trésorerie

(en milliers d'euros)	31 décembre 2015	31 décembre 2014
Avoirs en banque	289 433	274 014
Cash pooling	55 981	58 610
Total Trésorerie	345 414	332 624
Solde trésorerie au bilan	345 414	332 624
Equivalents de trésorerie pris en compte dans le tableau de flux de trésorerie	-	-
Autres dettes de financement prises en compte dans le tableau de flux de trésorerie	-	-
Total Trésorerie et équivalents de trésorerie dans le tableau de flux de trésorerie	345 414	332 624

Note 14 Réserves de réévaluation

(en milliers d'euros)	Instruments de placements	Impôt	Différence de change	Entreprises associées	Autre	Réserve de réévaluation hors intérêts minoritaires	Intérêts minoritaires	Réserve de réévaluation
Montants à l'ouverture	127 917	(33 886)	3 264	1 014	933	99 242	(1)	99 241
Variation de juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente transférée en résultat - part Groupe	(31 963)	7 066	-	-	-	(24 897)	-	(24 897)
Variation de juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente comptabilisée par capitaux propres - part Groupe	(15 439)	4 777	5 021	-	1	(5 640)	-	(5 640)
Variation de juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente comptabilisée par capitaux propres des entreprises associées	-	-	-	(3 799)	-	(3 799)	-	(3 799)
Autres variations	-	-	-	-	866	866	-	866
Montants à la clôture	80 515	(22 043)	8 285	(2 785)	1 800	65 772	(1)	65 771

Note 15 Participations ne donnant pas le contrôle

Mouvements de la période

(en milliers d'euros)	31 décembre 2015	31 décembre 2014
Participations ne donnant pas le contrôle - Début d'exercice	62 142	66 582
Résultat revenant aux participations ne donnant pas le contrôle	1 695	2 040
Variations des autres éléments du résultat global	59	45
Réserve latente de réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente	-	-
Gain / (perte) actuariel sur engagements de retraite	(16)	(61)
Effet de la variation des taux de conversion	75	106
Autres mouvements	(2 089)	(6 525)
Dividendes versés aux minoritaires	(2 089)	(4 546)
Augmentations de capital et autres mouvements	-	(1 979)
Participations ne donnant pas le contrôle - Fin d'exercice	61 807	62 142

Les dividendes versés aux minoritaires correspondent principalement à Bürgel Wirtschaftsinformationen GmbH & Co. K. G.

Détail par pays

(en milliers d'euros)	31 décembre 2015	31 décembre 2014
Euler Hermes en France	46 411	47 396
Euler Hermes en Allemagne	10 007	10 714
Euler Hermes en Suisse	9	15
Euler Hermes au Maroc	5 245	4 017
Euler Hermes en Tunisie	134	-
Participations ne donnant pas le contrôle	61 807	62 142

Note 16 Provisions pour risques et charges

Annexe aux comptes consolidés

(en milliers d'euros)	31 décembre 2014	Dotations	Provision utilisée	Provision non utilisée	Reclassements	Autres variations	31 décembre 2015
Plan de retraite (cf note 17 Avantages au personnel pour détails)	232 714	21 738	(19 984)	(978)	(1 666)	(18 631)	213 193
Plans de retraite à prestations définies	232 714	21 738	(19 984)	(978)	(1 666)	(18 631)	213 193
Autres provisions pour risques et charges	150 937	49 449	(28 397)	(16 033)	(4 618)	501	151 839
Provision pour redressement fiscal en Allemagne	262	-	-	-	-	5	267
Provision pour risques fiscaux divers	41 449	4 887	(395)	3 115	(257)	15	48 814
Provisions pour avantages divers au personnel	89 510	38 828	(22 273)	(14 450)	(4 184)	405	87 836
Provision pour plan de restructuration	7 731	(909)	(1 802)	(502)	(33)	47	4 532
Provisions pour litiges divers	11 985	6 643	(3 927)	(4 196)	(144)	29	10 390
Total Provisions pour risques et charges	383 651	71 187	(48 381)	(17 011)	(6 284)	(18 130)	365 032

Concernant les plans de retraite à prestations définies, les autres variations de 18,6 millions d'euro s'expliquent principalement par les hypothèses actuarielles et des ajustements liés à l'expérience, qui sont comptabilisés conformément à IAS 19 révisée, en autres éléments du résultat global.

Note 17 Avantages au personnel

Le Groupe a mis en place au profit de ses collaborateurs, en fonction de l'environnement réglementaire et des accords collectifs, des régimes de retraite à contributions définies et des régimes de retraite à prestations définies (d'entreprise ou multi-employeurs).

Régimes à cotisations définies

Les régimes à contributions (ou cotisations) définies désignent les plans pour lesquels le Groupe (ou une entité du Groupe) paye une contribution déterminée à l'avance (en fonction de la masse salariale) à une entité séparée (un fonds de pension ou une entité similaire), ce qui l'exonère de tout paiement éventuel complémentaire.

Au cours de l'exercice 2015, le Groupe a comptabilisé des charges au titre des régimes à cotisations définies à hauteur de 11,0 millions d'euros (2014 : 10,5 millions d'euros). De plus, le Groupe a payé des cotisations au titre des régimes obligatoires de base à hauteur de 29,2 millions d'euros en 2015 (2014 : 27,9 millions d'euros).

Régimes à prestations définies

Descriptif général des régimes :

- Indemnités de Fin de Carrière (France) : les droits au titre des IFC sont définis par la convention collective des sociétés d'assurance. Ce régime est financé en partie par un contrat souscrit auprès d'une société d'assurance.
- PSAD (France) : il s'agit d'un régime de retraite sur-complémentaire qui a été fermé en 1978 et concernait les cadres dirigeants de la société Euler Hermes France. Le montant des cotisations doit être versé par la société à leurs bénéficiaires ou leurs conjoints survivants (réversion) jusqu'à leur décès. Le plan est géré par le BCAC qui communique trimestriellement à la société le montant des cotisations à verser.
- Cardif (France) : il s'agit d'un régime de retraite complémentaire qui a été fermé en 2006 et concernait les membres du Directoire et/ou mandataires sociaux des sociétés Euler Hermes Group et Euler Hermes France. Le montant des prestations doit être versé par Cardif à leurs bénéficiaires ou leurs conjoints survivants (réversion) jusqu'à leur décès.
- Euler Hermes SA (NV) (succursale italienne) : le TFR (*Trattamento di Fine Rapporto*) est un plan de retraite établi par la législation italienne assimilable à un plan de retraite à prestations définies. Il est valorisé conformément à IAS 19 par un actuaire indépendant.

L'engagement en fin d'exercice a été évalué sur la base des éléments suivants :

- l'âge présumé de départ de l'entreprise a été fixé à 62 ans pour les femmes et à 66 ans pour les hommes ;
- la probabilité de quitter l'entreprise dans les cinq années à venir pour les employés de moins de 42 ans a été déterminée selon les données historiques ;
- la probabilité moyenne d'espérance de vie a été déterminée selon les statistiques en vigueur ;
- la probabilité d'une demande anticipée du TFR a été calculée également par utilisation des données historiques disponibles dans l'entreprise.

Annexe aux comptes consolidés

Les actifs en couverture de la dette actuarielle ne sont pas isolés au sein d'Euler Hermes SA (NV) (succursale italienne).

- Euler Hermes SA (NV) (succursale britannique) : Euler Hermes au Royaume-Uni a mis en place un plan de retraite à prestations définies dont bénéficient l'ensemble des employés qui ont rejoint l'entreprise avant le 31 décembre 2001. Grâce à ce plan, les employés bénéficieront d'une pension lors de leur départ en retraite, qui sera calculée sur la base d'une fraction de leur salaire au moment du départ en retraite ainsi qu'en fonction de leur ancienneté dans l'entreprise. Le plan a été fermé au 31 décembre 2012, date à laquelle la prise en compte des augmentations futures a été arrêtée. L'entreprise finance ces droits au travers d'un fonds dédié. Les droits à retraite sont réévalués annuellement en fonction des contraintes fixées par la loi qui prévoit différents taux de revalorisation obligatoires en fonction de la date d'acquisition des droits. La fermeture du plan en 2012 s'est traduite par un gain de 6,2 millions de livres sterling.
- AVK/APV : Euler Hermes Deutschland AG, Euler Hermes AG et Euler Hermes Rating Deutschland GmbH ont mis en place un plan pour tous les employés. Les bénéficiaires recevront une rente lors du départ à la retraite à 65 ans au plus tard. Ces plans sont financés en partie par des sociétés externes, Pensionskasse AVK et Unterstützungskasse APV et par un contrat nommé Methusalem Trust eV. Les employés qui quittent l'entreprise avant la date prévue pourront bénéficier d'une rente d'un montant inférieur à celui prévu initialement.

Dans le cadre du plan Allianz auquel participe le Groupe en Allemagne, une modification des modalités de détermination de la dette actuarielle a été mise en œuvre en 2014. Le plan a été décomposé en 2 éléments : une partie correspondant à l'engagement de payer une annuité fixe aux salariés, couverte par un contrat d'assurance, et un deuxième élément correspondant à la prise en compte de l'inflation. L'analyse menée a permis de considérer que la dette actuarielle correspondant à l'engagement de payer une annuité fixe était totalement couverte en l'absence de participation aux bénéfices, et pouvait donc être évaluée à la juste valeur de l'actif. La deuxième partie reste évaluée selon la méthode des unités de crédit projetées conformément à IAS 19.

L'impact de cette approche est traduit en 2014 par une réduction de l'engagement net de 40 millions d'euros.

- Euler Hermes SA (NV) (succursale belge) a mis en place un plan qui couvre le versement aux employés d'Euler Hermes Europe SA (succursale belge) et Euler Hermes Services Belgium SA d'un capital fixé comme étant un multiple de leur salaire à 60 ans. Il couvre aussi leur décès éventuel pour un multiple de leur salaire dépendant de la composition familiale ainsi qu'une éventuelle invalidité de l'employé. Le plan a été arrêté en 2012.
- Euler Hermes SA (NV) (succursale néerlandaise) a mis en place un plan de retraite à prestations définies pour ses employés dont la gestion est assurée par Delta Lloyd. Le plan a été arrêté fin 2012.
- Scandinavie :
 - Euler Hermes SA (NV) (succursale suédoise) : il s'agit d'un plan multi-employeur géré par la société d'assurance-vie SPP. Les salariés commencent à cotiser dès l'âge de 28 ans et peuvent percevoir une rente à partir de 65 ans représentant 65% de leur dernier salaire.
 - Euler Hermes SA (NV) (succursale norvégienne) : il s'agit d'un plan multi-employeur géré par la société d'assurance-vie Vital. Les salariés commencent à cotiser dès le premier jour d'activité et peuvent percevoir une rente à partir de 67 ans représentant 70% de leur dernier salaire.

Annexe aux comptes consolidés

31/12/2015 (en milliers d'euros)	France & Grèce			Italie	Royaume-Uni	Allemagne	Belgique	Pays-Bas	Scandinavie		Total
	Indemnités de fin de carrière	PSAD	Cardif						FTP	VITAL	
Valeur de la dette actuarielle à l'ouverture	(9 662)	(3 363)	(4 047)	(7 556)	(225 347)	(609 047)	(25 071)	(18 674)	(6 453)	(1 889)	(911 110)
- Coût des services rendus dans la période	(669)	-	-	(564)	-	(13 209)	(689)	(1 461)	(116)	(135)	(16 843)
- Intérêt sur la dette	(145)	(49)	(59)	(61)	(8 597)	(12 194)	(364)	(364)	(197)	(46)	(22 076)
- Cotisations employés	-	-	-	1	-	(3 144)	(65)	(285)	-	-	(3 493)
- Modification du régime	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Acquisitions/Cessions de filiales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Réductions de régimes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Cessions de régimes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Gains & (Pertes) actuariels liés à un changement d'hypothèses	638	(24)	230	45	5 086	20 193	1 124	(1 181)	817	82	27 010
- Gains & (Pertes) actuariels liés à un effet d'expérience	(369)	107	50	-	-	(8 221)	(226)	1 121	284	216	(7 038)
- Prestations payées	332	335	166	92	6 146	14 286	1 446	52	172	14	23 041
- Ecart de conversion	-	-	-	-	(11 962)	-	-	-	(332)	200	(12 094)
- Autres	-	-	-	-	-	1 616	-	1 323	(77)	250	3 112
- Suppression de la clause discrétionnaire	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Valeur de la dette actuarielle à la clôture	(9 875)	(2 994)	(3 660)	(8 043)	(234 674)	(609 720)	(23 845)	(19 469)	(5 902)	(1 309)	(919 493)
Juste valeur des actifs à l'ouverture	5 561	-	3 203	-	217 071	412 273	18 400	15 633	5 087	1 168	678 396
- Rendement réel des actifs du régime	80	-	44	-	8 278	8 330	270	299	161	24	17 486
- Effet d'expérience sur revenus des actifs	56	-	(201)	-	1 140	2 052	375	(247)	40	(190)	3 025
- Cotisations employés	-	-	-	-	-	3 144	65	285	-	-	3 494
- Cotisations employeurs	921	-	-	-	6 706	6 014	676	591	-	101	15 009
- Acquisitions/Cessions de filiales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Réductions de régimes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Cessions de régimes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Prestations payées	(249)	-	(166)	-	(6 146)	(9 132)	(1 446)	(52)	65	-	(17 126)
- Ecart de conversion	-	-	-	-	11 334	-	-	-	257	(125)	11 466
- Autres	-	-	62	-	-	(42)	-	(1 323)	(156)	(285)	(1 744)
Juste valeur des actifs à la clôture	6 369	-	2 942	-	238 383	422 639	18 340	15 186	5 454	694	710 006
Engagements nets négatifs	(3 506)	(2 994)	(718)	(8 043)	-	(187 081)	(5 505)	(4 283)	(448)	(615)	(213 193)
Engagements nets positifs	-	-	-	-	3 708	-	-	-	-	-	3 708
Perte / gain actuariel - montant cumulé en Autres éléments du résultat global (OC)											
- Perte / gain actuariel - valeur brute - Ouverture	(2 047)	281	(409)	(638)	(64 602)	(153 496)	(4 357)	(2 239)	(1 476)	166	(228 817)
- Perte / gain actuariel - valeur brute - Mouvement	325	83	78	45	6 226	14 024	1 273	(317)	1 141	107	22 986
Perte / gain actuariel - valeur brute - Clôture	(1 722)	364	(331)	(593)	(58 376)	(139 472)	(3 084)	(2 556)	(335)	273	(205 831)
- Perte / gain actuariel - Effet d'impôt - Clôture	352	51	114	164	13 370	43 310	801	733	874	(68)	59 701
Perte / gain actuariel - Valeur nette - Clôture	(1 370)	415	(217)	(429)	(45 006)	(96 162)	(2 283)	(1 823)	539	205	(146 131)
Charges de l'exercice	(734)	(49)	(15)	(625)	(318)	(17 073)	(783)	(1 526)	(152)	(158)	(21 433)
- Coût des services rendus de la période	(669)	-	-	(564)	-	(13 209)	(689)	(1 461)	(116)	(135)	(16 843)
- Coût financier (effet de la désactualisation)	(145)	(49)	(59)	(61)	(8 597)	(12 194)	(364)	(364)	(197)	(46)	(22 076)
- Rendement attendu des actifs de régime	80	-	44	-	8 279	8 330	270	299	161	24	17 486
- Profit ou la perte résultant de la réduction ou de la liquidation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Plafonnements d'actifs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Hypothèses actuarielles											
- Taux d'actualisation retenu régime	2,00%	2,00%	2,00%	2,00%	3,80%	2,25%	2,00%	2,25%	3,80%	2,50%	
- Taux d'inflation retenu régime	1,80%	1,80%	1,80%	2,00%	3,30%	1,70%	-	0,25%	2,00%	2,25%	
- Taux attendus d'augmentation de salaires	1,80%	1,80%	1,80%	0,50%	-	2,10%	2,70%	2,50%	3,00%	2,50%	
- Taux d'évolution des coûts médicaux	-	-	-	-	-	-	-	-	0	-	
- Taux d'augmentation des rentes retenu	1,80%	1,80%	1,80%	-	-	-	-	0,25%	0	-	
- Age de départ en retraite	60 ou 63	60 ou 63	60 ou 63	62 et 66 ⁽³⁾	65	63	60	67	65	65	
- Durée résiduelle d'activité	-	-	-	-	24,5	15	-	17	-	17	
- Autre hypothèse actuarielle importante utilisée (1)	-	60%	-	-	-	-	-	-	-	-	
Structure des actifs de couverture (2)											
- Actions	-	-	-	-	43,70%	9,00%	-	-	8,00%	6,10%	
- Obligations	-	-	100,00%	-	24,00%	87,50%	-	-	86,00%	47,50%	
- Immobilier	100,00%	-	-	-	8,50%	3,10%	-	-	6,00%	14,70%	
- Autres instruments	-	-	-	-	23,80%	0,40%	100,00%	100,00%	-	32%	

(1) Les 60% sur le régime PSAD correspondent à un taux de réversion

(2) Structure des actifs de couverture : détail par entité. Les statistiques de l'Allemagne et des Pays-Bas correspondent à l'entité la plus significative.

(3) L'âge de départ en retraite retenu est de 62 ans pour les femmes et 66 ans pour les hommes

Annexe aux comptes consolidés

31/12/2014 (en milliers d'euros)	France & Grèce			Italie	Royaume-Uni	Allemagne	Belgique	Pays-Bas	Scandinavie		Total
	Indemnités de fin de carrière	PSAD	Cardif						FTP	VITAL	
Valeur de la dette actuarielle à l'ouverture	(7 727)	(3 380)	(3 326)	(7 034)	(179 045)	(517 414)	(23 149)	(12 772)	(6 222)	(1 683)	(761 752)
- Coût des services rendus dans la période	(907)	-	-	(146)	-	(10 478)	(626)	(575)	638	(671)	(12 765)
- Intérêt sur la dette	(249)	(110)	(477)	(103)	(8 238)	(17 846)	(692)	(350)	(227)	(58)	(28 350)
- Cotisations employés	-	-	-	(453)	-	(3 037)	(64)	(204)	187	18	(3 553)
- Modification du régime	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Acquisitions/Cessions de filiales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Réductions de régimes	-	-	-	-	-	-	-	(45)	-	-	(45)
- Cessations de régimes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Gains & (Pertes) actuariels liés à un changement d'hypothèses	(1 069)	(215)	(432)	(288)	(29 878)	(75 349)	(2 071)	(4 268)	(1 504)	129	(114 944)
- Gains & (Pertes) actuariels liés à un effet d'expérience	(149)	(24)	(8)	(4)	-	1 721	(105)	(369)	(22)	-	1 040
- Prestations payées	439	366	166	472	5 972	13 230	1 636	10	-	-	22 291
- Ecart de conversion	-	-	-	-	(14 156)	-	-	-	697	(125)	(13 585)
- Autres	-	-	30	-	(3)	126	-	(101)	-	-	52
- Suppression de la clause discrétionnaire	-	-	-	-	-	-	(0)	-	-	501	500
Valeur de la dette actuarielle à la clôture	(9 662)	(3 363)	(4 047)	(7 556)	(225 347)	(609 047)	(25 071)	(18 674)	(6 453)	(1 689)	(911 110)
Juste valeur des actifs à l'ouverture	4 944	-	3 233	-	189 552	367 717	18 266	9 864	5 095	1 018	599 689
- Rendement réel des actifs du régime	166	-	104	-	8 736	12 928	555	275	179	31	22 974
- Effet d'expérience sur revenus des actifs	(40)	-	32	-	9 951	29 350	162	4 802	-	(111)	44 146
- Cotisations employés	-	-	-	-	-	3 037	64	480	(187)	(18)	3 376
- Cotisations employeurs	919	-	-	-	1 255	7 776	788	225	169	144	11 275
- Acquisitions/Cessions de filiales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Réductions de régimes	-	-	-	-	-	-	-	(17)	-	-	(17)
- Cessations de régimes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Prestations payées	(428)	-	(166)	-	(5 972)	(8 493)	(1 636)	(10)	-	-	(16 705)
- Ecart de conversion	-	-	-	-	14 184	-	-	-	(525)	106	13 764
- Autres	-	-	-	-	(634)	(42)	201	14	356	(2)	(106)
Juste valeur des actifs à la clôture	5 561	-	3 203	-	217 071	412 273	18 400	15 633	5 087	1 168	678 396
Engagements nets négatifs	(4 101)	(3 363)	(844)	(7 556)	(8 276)	(196 774)	(6 671)	(3 041)	(1 366)	(721)	(232 714)
Engagements nets positifs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Perte / gain actuariel - montant cumulé en Autres éléments du résultat global (OCI)	(787)	520	-	(346)	(44 675)	(108 932)	(2 343)	(2 404)	50	148	(158 770)
- Perte / gain actuariel - valeur brute - Ouverture	(787)	520	-	(346)	(44 675)	(108 932)	(2 343)	(2 404)	50	148	(158 770)
- Perte / gain actuariel - valeur brute - Mouvement	(1 260)	(239)	(409)	(232)	(19 926)	(44 564)	(2 014)	165	(1 526)	18	(70 047)
Perte / gain actuariel - valeur brute - Clôture	(2 047)	281	(409)	(638)	(64 602)	(153 496)	(4 357)	(2 239)	(1 476)	166	(228 817)
- Perte / gain actuariel - Effet d'impôt - Clôture	681	(94)	136	175	13 889	47 584	1 481	559	369	(42)	64 739
Perte / gain actuariel - Valeur nette - Clôture	(1 366)	187	(273)	(463)	(50 712)	(105 912)	(2 876)	(1 680)	(1 107)	124	(164 078)
Charges de l'exercice	(990)	(110)	(373)	(249)	498	(15 402)	(763)	(745)	590	(698)	(18 242)
- Coût des services rendus de la période	(907)	-	-	(146)	-	(10 478)	(626)	(645)	638	(671)	(12 835)
- Coût financier (effet de la désactualisation)	(249)	(110)	(477)	(103)	(8 238)	(17 846)	(692)	(350)	(227)	(58)	(28 350)
- Rendement attendu des actifs de régime	166	-	104	-	8 736	12 928	555	275	179	31	22 974
- Profit ou la perte résultant de la réduction ou de la liquidation	-	-	-	-	-	-	-	(45)	-	-	(45)
- Platonnements d'actifs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Autres	-	-	-	-	(0)	(6)	-	20	-	-	14
Hypothèses actuarielles											
- Taux d'actualisation retenu régime	2,00%	2,00%	2,00%	2,00%	3,60%	2,00%	3,05%	2,50%	3,70%	-	-
- Taux d'inflation retenu régime	1,75%	1,75%	1,75%	2,00%	3,15%	1,70%	2,50%	0,20%	2,00%	-	-
- Taux attendus d'augmentation de salaires	1,85%	1,85%	1,85%	0,50%	-	2,10%	3,20%	2,50%	3,00%	-	-
- Taux d'évolution des coûts médicaux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Taux d'augmentation des rentes retenu	1,75%	1,75%	1,75%	-	-	-	-	-	0	-	-
- Age de départ en retraite	60 ou 63	60 ou 63	60 ou 63	62 et 66 ⁽¹⁾	65	63	60	67	65	67	-
- Durée résiduelle d'activité	-	-	-	-	24,4	15	-	17	-	17	-
- Autre hypothèse actuarielle importante utilisée (1)	-	60%	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Structure des actifs de couverture (2)											
- Actions	-	-	-	-	42,54%	7,70%	-	-	11,00%	-	-
- Obligations	-	-	100,00%	-	25,00%	89,40%	-	-	84,00%	-	-
- Immobilier	100,00%	-	-	-	7,26%	2,70%	-	-	5,00%	-	-
- Autres instruments	-	-	-	-	25,20%	0,20%	-	100,00%	-	-	-

(1) Les 60% sur le régime PSAD correspondent à un taux de réversion

(2) Structure des actifs de couverture : détail par entité. Les statistiques de l'Allemagne et des Pays-Bas correspondent à l'entité la plus significative.

(3) L'âge de départ en retraite retenu est de 62 ans pour les femmes et 66 ans pour les hommes

Sensibilité aux hypothèses actuarielles

Concernant l'Allemagne, qui représente 89% des engagements nets du Groupe en matière de retraite à prestations définies, une hausse du taux d'actualisation de 50 points de base engendrerait une baisse de la provision de retraite à prestations définies de 39 millions d'euros. Une baisse de 50 points de base créerait une hausse de la provision de retraite de 46 millions d'euros ; et une augmentation ou une baisse des salaires de 25 points de base engendreraient une variation non significative de la provision de retraite.

Annexe aux comptes consolidés

Estimation des contributions et paiements futurs

Le tableau suivant présente les montants estimés des prestations à payer principalement aux participants des entités allemandes par les fonds de retraite et par le Groupe :

(en milliers d'euros)	Prestations de retraite
2015	14 286
2016	14 087
2017	14 924
2018	15 881
2019	16 739
2020	17 209
2021-2025	98 140

Note 18 Dettes de financement

Ventilation par nature

(en milliers d'euros)	31 décembre 2015	31 décembre 2014
Dettes subordonnées	-	-
Comptes et emprunts à terme	252 184	284 159
Comptes ordinaires à vue	58	-
Dettes de financement envers les entreprises du secteur bancaire	252 242	284 159
Autres dettes de financement	-	-
Total des dettes de financement	252 242	284 159

Les dettes de financement envers les entreprises du secteur bancaire comprennent principalement les lignes suivantes :

- emprunt 2015 auprès de BNP Paribas de 110 millions d'euros à échéance 18 juin 2020, au taux fixe annuel de 0,97% (négocié en juin 2015) ;
- emprunt 2010 auprès de HSBC de 110 millions d'euros à échéance 18 juin 2020, au taux fixe annuel de 0,97% (antérieurement emprunt de 125 millions d'euros au taux fixe annuel de 1,885%, renégocié en juin 2015) ;
- ligne de crédit auprès de AAREAL Bank de 32 millions d'euros à échéance 22 octobre 2023, à taux variable Euribor 3 mois plus 1,55% de marge. Au 31 décembre 2015, cette ligne a été intégralement tirée (32 millions d'euros) ;
- intérêts courus non échus pour 0,2 million d'euros.

Certaines dettes de financement sont assorties d'une clause d'augmentation du taux annuel de l'emprunt en cas de dégradation de la note attribuée par l'agence de notation externe *Standard & Poor's* ou toute autre agence de notation équivalente au sens des conventions de prêt.

Ventilation par échéance

(en milliers d'euros)	- 3 mois	3 mois à 1 an	1 an à 5 ans	+ 5 ans	Total
Total des dettes de financement	242	-	220 000	32 000	252 242

Ventilation par échéance des intérêts

(en millions d'euros)	2015 ⁽¹⁾	2016
Emprunt 2015 de 110 M€ à échéance 18/06/2020, au taux fixe annuel de 0,97%	0,53	1,07
Emprunt 2010 de 110 M€ à échéance 18/06/2020, au taux fixe annuel de 0,97%	0,53	1,07
Total des prévisions de charge d'intérêts d'emprunts externes au Groupe Allianz	1,07	2,13

⁽¹⁾ Le montant annuel de la charge d'intérêts d'emprunt s'élève à 2,13 millions d'euros.

(en millions d'euros)	2015	2016 à 2022 ⁽¹⁾	2023
Emprunt 2013 de 32 M€ à échéance 22/10/2023, au taux Euribor 3 mois +1.55% ⁽²⁾	0,48	3,18	0,38
Total des prévisions de charge d'intérêts d'emprunts externes au Groupe Allianz	0,48	3,18	0,38

⁽¹⁾ Ce montant de charges d'intérêts est cumulé sur 7 années; le montant annuel de la charge d'intérêts d'emprunt s'élève à 0,45 million d'euros.

⁽²⁾ Le prêt de 32 millions d'euros à échéance octobre 2023 a été utilisé pour sa totalité.

Annexe aux comptes consolidés

Note 19 Provisions techniques

(en milliers d'euros)	31 décembre 2014	Dotations nettes des reprises	Différences de change	Variations de périmètre	Autres variations	31 décembre 2015
Provisions pour primes non acquises	396 221	34 723	16 272	0	-109	447 107
Provisions pour sinistres nettes de prévisions de recours	1 615 531	133 552	23 180	-5	1 571	1 773 829
Participation aux bénéficiaires et ristournes	165 494	-811	1 895	0	42	166 620
Provisions techniques brutes de réassurance	2 177 246	167 464	41 347	(5)	1 504	2 387 556
Provisions pour primes non acquises	62 695	11 993	690	0	1	75 379
Provisions pour sinistres nettes de prévisions de recours	466 801	82 726	1 996	5	652	552 180
Participation aux bénéficiaires et ristournes	34 783	59	430	0	-20	35 252
Part des réassureurs dans les provisions techniques	564 279	94 778	3 116	5	633	662 811
Provisions techniques nettes	1 612 967	72 686	38 231	(10)	871	1 724 745

Provisions de sinistres

(en milliers d'euros)	31 décembre 2015			31 décembre 2014		
	Opérations brutes	Cessions et rétrocessions	Opérations nettes	Opérations brutes	Cessions et rétrocessions	Opérations nettes
Provisions de sinistres brutes de recours	2 056 108	(643 732)	1 412 376	1 906 065	(565 768)	1 340 297
Exercice en cours	1 182 754	(354 679)	828 075	1 010 239	(253 783)	756 456
Exercices antérieurs	873 354	(289 053)	584 301	895 826	(311 985)	583 841
Recours à encaisser	(282 279)	91 552	(190 727)	(290 534)	98 967	(191 567)
Exercice en cours	(110 008)	23 916	(86 092)	(107 544)	23 585	(83 959)
Exercices antérieurs	(172 271)	67 636	(104 635)	(182 990)	75 382	(107 608)
Provisions de sinistre	1 773 829	(552 180)	1 221 649	1 615 531	(466 801)	1 148 730

Ventilation par type de provisions

(en milliers d'euros)	31 décembre 2015			31 décembre 2014		
	Opérations brutes	Cessions et rétrocessions	Opérations nettes	Opérations brutes	Cessions et rétrocessions	Opérations nettes
Provisions pour primes non acquises	447 107	(75 379)	371 728	396 221	(62 695)	333 526
Provisions pour sinistres	1 773 829	(552 180)	1 221 649	1 615 531	(466 801)	1 148 730
dont provisions pour sinistres connus	1 239 977	(388 536)	851 441	1 130 972	(359 647)	771 325
dont provisions pour sinistres tardifs	729 144	(244 024)	485 120	679 393	(194 256)	485 137
dont provisions pour frais de gestion de sinistres	87 229	(11 173)	76 056	95 688	(11 865)	83 823
dont autres provisions techniques	(242)	1	(241)	13	-	13
dont recours à encaisser	(282 279)	91 552	(190 727)	(290 535)	98 967	(191 568)
Participation aux bénéficiaires et ristournes	166 620	(35 252)	131 368	165 494	(34 783)	130 711
Provisions techniques	2 387 556	(662 811)	1 724 745	2 177 246	(564 279)	1 612 967

Note 20 Dettes d'assurance et de réassurance

Ventilation par nature puis par échéance

(en milliers d'euros)	31 décembre 2015	31 décembre 2014
Dépôts de garantie des assurés et divers	102 700	114 339
Dettes envers les assurés et les agents	116 456	112 653
Dettes nées des opérations d'assurance ou de réassurance acceptée	219 156	226 992
Dettes envers les réassureurs et les cédants	100 244	122 866
Dépôts reçus des réassureurs	7 566	8 611
Dettes nées d'opérations de réassurance cédées	107 810	131 477
Total Dettes d'assurance ou de réassurance	326 966	358 469

(en milliers d'euros)	- 3 mois	3 mois à 1 an	1 an à 5 ans	+ 5 ans	Total
Total Dettes d'assurance ou de réassurance	320 484	5 567	600	315	326 966

Annexe aux comptes consolidés

Note 21 Autres dettes

Ventilation par nature puis par échéance

(en milliers d'euros)	31 décembre 2015	31 décembre 2014
Dettes fiscales et sociales	153 346	153 119
Autres dettes d'exploitation	120 611	108 728
Produits constatés d'avance	25 630	27 783
Autres comptes de régularisation passif	-	-
Autres passifs	63	145
Total des autres dettes	299 650	289 775

(en milliers d'euros)	- 3 mois	3 mois à 1 an	1 an à 5 ans	+ 5 ans	Total
Total des autres dettes	292 872	6 707	51	20	299 650

Note 22 Ventilation du résultat opérationnel courant

(en milliers d'euros)	31 Décembre					
	2015			2014		
	Opérations brutes	Cessions et rétrocessions	Opérations nettes	Opérations brutes	Cessions et rétrocessions	Opérations nettes
Primes émises	2 372 473	(698 551)	1 673 922	2 270 416	(670 884)	1 599 532
Ristournes de primes	(132 305)	29 839	(102 466)	(111 513)	25 743	(85 770)
Primes émises brutes - assurance-crédit	2 240 168	(668 712)	1 571 456	2 158 903	(645 141)	1 513 762
Variation des primes non acquises	(34 724)	12 306	(22 418)	(32 992)	1 265	(31 727)
Primes acquises	2 205 444	(656 406)	1 549 038	2 125 911	(643 876)	1 482 035
Prestations de services	432 931	-	432 931	401 101	-	401 101
Chiffre d'affaires	2 638 375	(656 406)	1 981 969	2 527 012	(643 876)	1 883 136
Produits des placements nets de charges	116 343	-	116 343	85 081	-	85 081
Sinistres payés	(907 645)	235 864	(671 781)	(825 893)	238 160	(587 733)
Charges des provisions pour sinistres	(142 458)	83 404	(59 054)	(67 486)	34 602	(32 884)
Frais de gestion des sinistres	(97 437)	2 574	(94 863)	(105 292)	3 155	(102 137)
Charges des prestations d'assurance	(1 147 540)	321 842	(825 698)	(998 671)	275 917	(722 754)
Commissions de courtage	(222 721)	-	(222 721)	(201 018)	-	(201 018)
Autres frais d'acquisition	(263 880)	-	(263 880)	(254 821)	-	(254 821)
Variation des frais d'acquisition reportés	8 561	-	8 561	2 899	-	2 899
Frais d'acquisition des contrats	(478 040)	-	(478 040)	(452 940)	-	(452 940)
Amortissement des valeurs de portefeuille et assimilés	-	-	-	-	-	-
Frais d'administration	(219 261)	-	(219 261)	(207 943)	-	(207 943)
Commissions reçues des réassureurs	-	234 096	234 096	-	222 895	222 895
Autres produits et charges opérationnels courants	(391 625)	-	(391 625)	(371 307)	-	(371 307)
Résultat opérationnel courant	518 252	(100 468)	417 784	581 233	(145 064)	436 169

Charges de sinistres

(en milliers d'euros)	31 décembre					
	2015			2014		
	Opérations brutes	Cessions et rétrocessions	Opérations nettes	Opérations brutes	Cessions et rétrocessions	Opérations nettes
Charges de sinistres de l'année en cours	1 497 999	(419 767)	1 078 232	1 335 823	(330 747)	1 005 076
Sinistres payés	257 162	(62 530)	194 632	286 466	(74 860)	211 606
Charges de provisions de sinistres	1 146 530	(353 352)	793 178	955 692	(252 284)	703 408
Frais de gestion des sinistres	94 307	(3 885)	90 422	93 665	(3 603)	90 062
Recours et sauvetages de l'année en cours	(120 035)	26 965	(93 070)	(115 159)	25 969	(89 190)
Recours et sauvetages reçus	(10 240)	3 072	(7 168)	(8 705)	2 379	(6 326)
Variation des provisions de recours et sauvetages	(109 795)	23 893	(85 902)	(106 454)	23 590	(82 864)
Charges de sinistres sur les exercices antérieurs	(224 847)	65 810	(159 037)	(268 073)	35 103	(232 970)
Sinistres payés	787 335	(213 547)	573 788	707 223	(237 778)	469 445
Charges de provisions de sinistres	(1 015 312)	278 046	(737 266)	(986 923)	272 433	(714 490)
Frais de gestion des sinistres	3 130	1 311	4 441	11 627	448	12 075
Recours et sauvetages sur les exercices antérieurs	(5 577)	5 150	(427)	46 080	(6 242)	39 837
Recours et sauvetages reçus	(126 612)	37 141	(89 471)	(159 091)	72 099	(86 992)
Variation des provisions de recours et sauvetages	121 035	(31 991)	89 044	205 171	(78 341)	126 829
Charges de sinistres	1 147 540	(321 842)	825 698	998 671	(275 917)	722 753

Annexe aux comptes consolidés

Note 23 Produits financiers

(en milliers d'euros)	31 décembre	
	2015	2014
Revenus sur immeubles de placement	4 296	2 644
Revenus sur valeurs mobilières	59 800	58 524
Disponibles à la vente comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres	59 800	58 512
Détenus à des fins de transaction	-	-
Détenus jusqu'à l'échéance	-	12
Revenus des prêts, dépôts et autres placements financiers	16 309	19 703
Autres produits financiers	208	244
Produits des placements	80 613	81 117
Amortissement des immeubles de placement	(2 651)	(1 004)
Frais de gestion des placements	(8 595)	(7 793)
Intérêts versés aux réassureurs	(210)	(215)
Autres charges financières	-	-
Charges des placements	(11 456)	(9 012)
Profits (Pertes) sur cessions d'immeubles	-	(363)
Profits (Pertes) nets sur cessions de valeurs mobilières	35 447	21 471
Disponibles à la vente comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres	34 658	21 286
Détenus à des fins de transaction	-	-
Détenus jusqu'à l'échéance	-	-
Sur prêts aux banques et clients	789	185
Profits (Pertes) sur cessions de titres de participation	-	-
Plus et moins-values de cession des placements nettes de reprises de dépréciation et d'amortissement	35 447	21 108
Variation de juste valeur des instruments dérivés	(3 892)	210
Variation de juste valeur des placements détenus à des fins de transaction	-	-
Variation de juste valeur des placements comptabilisés à la juste valeur par résultat	(3 892)	210
Dotations pour dépréciation des placements	(48)	(2 984)
Variation des dépréciations sur placements	(48)	(2 984)
Variation nette des impacts de change	15 679	(5 357)
Produits des placements nets de charges (hors coût de financement)	116 343	85 082

Le changement de la juste valeur des instruments dérivés en 2015 est principalement lié à l'augmentation des cours des actions sous-jacentes aux plans de stock-options « Euler Hermes Group Long term Incentive » et « Allianz group Equity Incentive », ainsi qu'aux réévaluations des dérivés financiers chez les sociétés de gestion d'actifs du Groupe.

En 2015, la variation nette des impacts de change s'explique principalement par l'appréciation du dollar américain et de la livre sterling par rapport à l'euro.

Note 24 Contrats de location

Le tableau suivant présente les loyers des contrats de location simple pour lesquels les entités sont engagées sur les exercices futurs.

(en milliers d'euros)	31 décembre 2015						
	Royaume-Uni	Etats-Unis	Europe du Nord ⁽¹⁾	Allemagne	France	Asie	Autres
Moins de 1 an	2 832	3 924	3 919	1 775	18 074	2 190	719
Entre 1 an et 5 ans	8 567	8 612	11 182	2 131	56 965	3 998	1 820
Plus de 5 ans	835	338	770	18	309	0	568
Total	12 234	12 874	15 871	3 924	75 348	6 188	3 107

⁽¹⁾ inclut les Pays-Bas, la Scandinavie et la Belgique

Le Groupe est locataire de son siège social situé à la Tour First à La Défense, à travers un bail de 9 ans à compter du 1^{er} janvier 2012. Le montant du loyer annuel après franchise s'élève à 10 417 milliers d'euros.

Annexe aux comptes consolidés

Note 25 Autres produits et charges opérationnels courants

(en milliers d'euros)	31 décembre 2015	31 décembre 2014
Autres produits techniques	18 601	23 595
Autres produits non techniques	-	-
Autres produits opérationnels courants	18 601	23 595
Autres charges opérationnelles courantes	(402 859)	(381 127)
Participation et intéressement des salariés	(7 367)	(13 775)
Autres charges opérationnelles courantes	(410 226)	(394 902)
Autres produits et charges opérationnels courants	(391 625)	(371 307)

Les autres charges opérationnelles courantes concernent essentiellement les coûts de prestations de services. La participation et intéressement des salariés ont diminué d'environ 47% entre 2014 et 2015.

En 2014, une hausse d'environ 50% avait été constatée. Elle était liée à la reprise de la provision pour égalisation dans Euler Hermes France suite à la réalisation de la fusion transfrontalière (fusions transfrontalières d'Euler Hermes Deutschland AG et Euler Hermes France SA dans Euler Hermes SA (NV)). Cette reprise de provision expliquait en grande partie la hausse du bénéfice net fiscal de 2015, qui sert de base au calcul de la participation et intéressement.

Note 26 Autres produits et charges opérationnels

(en milliers d'euros)	31 décembre 2015	31 décembre 2014
Autres produits opérationnels	4 461	1 682
Autres charges opérationnelles	(4 887)	(24 726)
Autres produits et charges opérationnels non courants	(426)	(23 044)

Au 31 décembre 2015, les autres produits et charges opérationnels courants sont constitués principalement de coûts de restructuration pour 0,6 millions d'euros.

Au 31 décembre 2014, les autres produits et charges opérationnelles étaient constituées de :

- 17,8 millions d'euros au titre des dépréciations sur les immeubles reclassés en actifs disponibles à la vente;
- 7 millions d'euros de coûts de restructuration.

Note 27 Impôts sur les résultats

Ventilation de la charge d'impôt entre impôts exigibles et impôts différés

La charge d'impôt sur les bénéfices se décompose comme suit :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2015	31 décembre 2014
Impôt exigible		
France	20 805	87 165
Autres pays	89 534	121 291
Sous total	110 339	208 456
Impôt différé		
France	9 830	(71 645)
Autres pays	3 368	(20 415)
Sous total	13 198	(92 060)
Charge d'impôt totale du compte de résultat	123 537	116 396

En 2014, la fusion transfrontalière d'Euler Hermes France dans Euler Hermes SA (NV) avait impliqué la reprise imposable de la provision d'égalisation, donnant ainsi lieu au paiement d'un impôt courant à l'administration fiscale française et à la reprise du passif d'impôt différé correspondant.

Aucun événement de cette nature n'a eu lieu en 2015, d'où la diminution de la charge d'impôt courant et l'augmentation de la charge d'impôt différé en comparaison avec 2014.

Annexe aux comptes consolidés

Preuve d'impôt

La preuve d'impôt permet d'expliquer le passage entre l'impôt théorique de 34,43 % correspondant au taux de la maison mère et l'impôt réel enregistré au compte de résultat donnant un taux apparent de 28,88%.

(en milliers d'euros)	31 décembre 2015	31 décembre 2014
Résultat consolidé avant impôt	427 709	420 496
Taux d'impôt théorique	34,43%	34,43%
Charge d'impôt théorique	-147 260	-144 777
Contribution des sociétés mises en équivalence	7 990	5 545
Incidence des différentiels entre taux Groupe et taux locaux	32 591	37 145
Impôts spécifiques locaux	-9 845	-6 019
Produit net des éléments non imposables ou non déductibles	-1 497	307
Boni d'intégration fiscale	1 507	1 133
Dividendes	-10 100	-9 696
Corrections et ajustements de l'impôt sur exercices antérieurs	6 386	286
Non-reconnaissance d'actifs d'impôts différés et provisions pour incertitude fiscale	-2 022	-2 322
Autres différences permanentes	-1 288	2 002
Charge effective d'impôt	-123 537	-116 396
Taux d'impôt effectif	28,88%	27,68%

Les principales divergences viennent :

- de la différence entre le taux local de chaque entité et le taux Groupe,
- de la quote-part de 5% de frais et charges non déductibles sur les dividendes reçus (hors du groupe fiscal France) ainsi que de la contribution additionnelle de 3% sur les dividendes versés par Euler Hermes Group,
- des différences permanentes (principalement impôts sans base et déficits fiscaux non activés),
- des impôts à taux réduits,
- des situations fiscales particulières (principalement des ajustements de l'impôt sur exercices antérieurs).

Annexe aux comptes consolidés

Note 28 Résultat par action et dividende par action

Résultat par action

	31 décembre 2015	31 décembre 2014
Résultat net distribuable (en milliers d'euros)	302 476	302 060
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires avant dilution	44 167 391	44 028 454
Résultat par action (en euros)	6,85	6,86
<hr/>		
Résultat net distribuable (en milliers d'euros)	302 476	302 060
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires après dilution	44 167 391	44 043 176
Résultat dilué par action (en euros)	6,85	6,86

L'effet dilutif est calculé d'après les levées d'option.

Le nombre de titres moyen provenant de l'effet de dilution est nul en 2015 (14 722 en 2014).

C'est le résultat net consolidé part du Groupe qui sert de base au calcul.

Dividende par action

Il sera proposé à l'Assemblée Générale du 25 mai 2016 le versement d'un dividende de 4,40 euros par action au titre de l'exercice 2015.

Note 29 Information sectorielle

Les actifs sectoriels sont les actifs opérationnels qui sont utilisés par un secteur dans le cadre de ses activités opérationnelles et qui sont directement attribuables à ce secteur ou qui peuvent lui être raisonnablement affectés. Les passifs sectoriels sont les passifs opérationnels résultant des activités opérationnelles d'un secteur, qui sont directement attribuables à ce secteur ou qui peuvent lui être raisonnablement affectés.

Le résultat sectoriel comprend les produits et les charges résultant des activités opérationnelles d'un secteur qui sont directement attribuables à ce secteur et la partie pertinente des produits et charges pouvant être raisonnablement affectée au secteur, notamment les produits et les charges liés aux ventes aux clients externes et les produits et charges liés aux transactions avec d'autres secteurs de la même entreprise.

Le secteur de référence pour le Groupe est le secteur géographique car il correspond à l'information présentée aux organes de *management* du Groupe.

Un bilan sectoriel au 31 décembre 2014 pro-forma a été réalisé suite à la succursalisation d'Euler Hermes France et Euler Hermes Allemagne dans Euler Hermes SA (NV) rétroactivement au 1^{er} janvier 2014.

Annexe aux comptes consolidés

Résultat sectoriel au 31 décembre 2015

(en milliers d'euros)										
31 décembre 2015										
	Allemagne, Autriche et Suisse	France	Europe du Nord	Pays méditerranéens, Moyen-Orient et Afrique	Amériques	Asie Pacifique	Réassurance groupe	Services groupe	Eliminations inter sectorielles	Groupe
Primes émises	634 178	352 710	508 532	290 410	293 130	120 910	1 671 500	-	(1 498 897)	2 372 473
Ristournes sur primes	(59 341)	(32 401)	(29 401)	544	(5 417)	(2 357)	(91 399)	-	87 467	(132 305)
Variation des primes non acquises	(2 567)	(3 779)	(6 552)	(12 932)	1 892	(4 667)	(21 836)	-	15 717	(34 724)
Primes acquises - hors Groupe	572 270	316 530	472 579	278 022	289 605	113 886	1 558 265	-	(1 395 713)	2 205 444
Prestations de services - hors Groupe	179 669	75 251	84 949	66 173	36 905	29 417	-	140 708	(180 141)	432 931
Chiffre d'affaires - intrasectoriel	751 939	391 781	557 528	344 195	326 510	143 303	1 558 265	140 708	(1 575 854)	2 638 375
Produits des placements	27 581	25 078	19 833	3 902	8 748	(295)	36 599	228 521	(233 624)	116 343
<i>Dont dividendes</i>	<i>(1 237)</i>	-	-	-	-	-	-	<i>(229 361)</i>	230 598	-
Total des produits des activités ordinaires	779 520	416 859	577 361	348 097	335 258	143 008	1 594 864	369 229	(1 809 478)	2 754 718
Charges des prestations d'assurance	(153 186)	(135 438)	(240 194)	(203 149)	(189 277)	(114 428)	(827 435)	(2 954)	718 521	(1 147 540)
Produits des cessions en réassurance	230 379	170 781	282 541	194 057	210 469	113 488	549 527	-	(1 195 303)	555 939
Charges des cessions en réassurance	(377 478)	(217 047)	(335 502)	(200 195)	(209 721)	(84 532)	(627 645)	-	1 395 713	(656 407)
Autres produits et charges opérationnels courants	(316 969)	(151 457)	(226 608)	(134 875)	(120 776)	(79 019)	(541 306)	(174 840)	656 924	(1 088 926)
Total autres produits et charges	(617 254)	(333 161)	(519 763)	(344 162)	(309 305)	(164 491)	(1 446 859)	(177 794)	(1 575 855)	(2 336 934)
Résultat opérationnel courant	162 266	83 698	57 598	3 935	25 953	(21 483)	148 005	191 435	(233 623)	417 784
Autres produits et charges opérationnels non courants	(1 336)	-	153	-	-	-	-	2 002	(1 245)	(428)
Résultat opérationnel	160 930	83 698	57 751	3 935	25 953	(21 483)	148 005	193 437	(234 868)	417 356
Charges de financement	(278)	(3 448)	(192)	(210)	(40)	-	(761)	(6 450)	3 027	(8 352)
Quote-part dans les résultats des entreprises associées mises en équivalence	954	14 632	-	-	-	-	-	3 118	(1)	18 703
Impôts sur les résultats	(50 569)	(31 930)	(13 751)	(4 772)	(10 538)	(1 317)	(11 756)	1 297	(201)	(123 537)
Résultat net de l'ensemble consolidé	111 037	62 952	43 808	(1 047)	15 375	(22 800)	135 488	191 402	(232 043)	304 172
dont										
Résultat net, part du Groupe	109 902	63 701	43 808	(2 335)	15 375	(22 800)	135 488	191 380	(232 043)	302 476
Participations ne donnant pas le contrôle	1 135	(749)	-	1 288	-	-	-	22	-	1 696

Résultat sectoriel au 31 décembre 2014

(en milliers d'euros)										
31 décembre 2014										
	Allemagne, Autriche et Suisse	France	Europe du Nord	Pays méditerranéens, Moyen-Orient et Afrique	Amériques	Asie Pacifique	Réassurance groupe	Services groupe	Eliminations inter sectorielles	Groupe
Primes émises	636 765	360 795	497 972	261 469	250 121	106 237	1 550 858	-	(1 393 801)	2 270 416
Ristournes sur primes	(53 941)	(29 007)	(22 021)	5 255	(5 256)	(3 135)	(77 466)	-	74 058	(111 513)
Variation des primes non acquises	1 372	(4 003)	(7 465)	(3 210)	(6 615)	(17 840)	(14 390)	-	19 159	(32 992)
Primes acquises - hors Groupe	584 196	327 785	468 486	263 514	238 250	85 262	1 459 002	-	(1 300 584)	2 125 911
Prestations de services - hors Groupe	175 585	71 240	82 254	59 145	28 236	22 983	-	130 254	(168 596)	401 101
Chiffre d'affaires - intrasectoriel	759 781	399 025	550 740	322 659	266 486	108 245	1 459 002	130 254	(1 469 180)	2 527 012
Produits des placements	27 121	24 206	9 761	5 628	5 421	(4 091)	26 178	241 630	(250 772)	85 082
<i>Dont dividendes</i>	<i>(4 164)</i>	<i>(1 281)</i>	-	-	-	-	-	<i>(241 130)</i>	246 575	-
Total des produits des activités ordinaires	786 902	423 231	560 501	328 287	271 907	104 154	1 485 180	371 884	(1 719 952)	2 612 094
Charges des prestations d'assurance	(242 703)	(142 319)	(254 658)	(138 770)	(107 895)	(41 502)	(654 192)	(3 767)	587 135	(998 671)
Produits des cessions en réassurance	269 894	173 836	292 423	147 565	138 810	56 981	455 933	-	(1 036 630)	498 812
Charges des cessions en réassurance	(383 153)	(221 151)	(332 446)	(188 015)	(171 731)	(66 635)	(581 329)	-	1 300 584	(643 876)
Autres produits et charges opérationnels courants	(305 933)	(157 929)	(222 292)	(124 158)	(101 660)	(63 019)	(512 421)	(162 865)	618 087	(1 032 190)
Total autres produits et charges	(661 895)	(347 563)	(516 973)	(303 378)	(242 476)	(114 175)	(1 292 009)	(166 632)	1 469 176	(2 175 925)
Résultat opérationnel courant	125 007	75 668	43 528	24 909	29 431	(10 021)	193 171	205 252	(250 776)	436 169
Autres produits et charges opérationnels non courants	(15 081)	97	502	(16)	-	-	-	(5 766)	(2 780)	(23 044)
Résultat opérationnel	109 926	75 765	44 030	24 893	29 431	(10 021)	193 171	199 486	(253 556)	413 125
Charges de financement	(275)	(1 920)	(116)	(721)	(10)	-	(532)	(8 971)	4 198	(8 347)
Quote-part dans les résultats des entreprises associées mises en	5 345	8 894	(262)	-	-	-	-	1 741	-	15 718
Impôts sur les résultats	(34 177)	(25 490)	(10 830)	(8 599)	(9 878)	(3 758)	(33 460)	9 971	(175)	(116 396)
Résultat net de l'ensemble consolidé	80 819	57 249	32 822	15 573	19 543	(13 779)	159 179	202 227	(249 533)	304 100
dont										
Résultat net, part du Groupe	79 028	57 762	32 822	15 070	19 543	(13 779)	159 179	201 968	(249 533)	302 060
Participations ne donnant pas le contrôle	1 791	(513)	-	503	-	-	-	259	-	2 040

Annexe aux comptes consolidés

Charges des dépréciations sectorielles

(en milliers d'euros)										
31 décembre 2015										
	Allemagne, Autriche et Suisse	France	Europe du Nord	Pays méditerranéens, Moyen-Orient et Afrique	Amériques	Asie Pacifique	Réassurance groupe	Services groupe	Eliminations inter sectorielles	Groupe
Provisions des prêts et créances	(376)	(2 044)	(1 298)	(20)	(248)	35	(509)	(2 132)	-	(6 592)

(en milliers d'euros)										
31 décembre 2014										
	Allemagne, Autriche et Suisse	France	Europe du Nord	Pays méditerranéens, Moyen-Orient et Afrique	Amériques	Asie Pacifique	Réassurance groupe	Services groupe	Eliminations inter sectorielles	Groupe
Provisions des prêts et créances	(150)	(3 088)	(1 002)	(24)	(25)	(24)	(50)	583	-	(3 780)

Bilan sectoriel au 31 décembre 2015

(en milliers d'euros)										
31 décembre 2015										
	Allemagne, Autriche et Suisse	France	Europe du Nord	Pays méditerranéens, Moyen-Orient et Afrique	Amériques	Asie Pacifique	Reassurance groupe	Services groupe	Eliminations inter sectorielles	GRUPE
Ecart d'acquisition	-	-	70 499	5 936	31 119	3 347	-	3 951	-	114 852
Autres immobilisations incorporelles	44 923	25 427	30 673	14 232	1 809	2 762	160	2 571	(3 829)	118 728
Placements des activités d'assurance	846 458	780 826	917 850	57 233	255 054	101 583	1 454 282	55 289	(355 678)	4 112 897
Investissements dans les entreprises associées	69 027	59 708	-	-	-	-	-	64 557	-	193 292
Part des cessionnaires et récessionnaires dans les provisions techniques et les passifs financiers	269 206	131 769	317 215	238 863	127 100	126 069	491 436	110	(1 038 957)	662 811
Créances d'assurance et de réassurance	74 294	72 742	171 533	95 850	107 212	62 713	279 052	(47)	(236 515)	626 834
Autres actifs sectoriels	515 685	203 908	170 671	245 657	72 394	50 240	80 203	187 190	(758 736)	767 212
Total actif	1 819 593	1 274 380	1 678 441	657 771	594 688	346 714	2 305 133	313 621	(2 393 715)	6 596 626
Provisions techniques nettes (de provisions de recours)	514 519	239 476	562 092	390 731	298 263	205 805	1 219 545	48	(1 042 923)	2 387 556
Dettes nées des opérations d'assurance ou de réassurance accep	21 463	69 518	49 014	39 427	10 429	16 035	85 196	1 546	(73 472)	219 156
Dettes nées des opérations de réassurance cédées	57 263	21 906	36 634	27 333	36 817	14 132	84 939	43	(171 257)	107 810
Autres dettes	439 446	193 809	694 104	57 271	50 429	62 792	44 830	661 687	(1 099 492)	1 104 876
Total dettes	1 032 691	524 709	1 341 844	514 762	395 938	298 764	1 434 510	663 324	(2 387 144)	3 819 398

Bilan sectoriel au 31 décembre 2014 – Pro forma

(en milliers d'euros)										
31 décembre 2014										
	Allemagne, Autriche et Suisse	France	Europe du Nord	Pays méditerranéens, Moyen-Orient et Afrique	Amériques	Asie Pacifique	Reassurance groupe	Services groupe	Eliminations inter sectorielles	GRUPE
Ecart d'acquisition	-	-	67 566	5 936	27 937	3 403	-	3 547	-	108 389
Autres immobilisations incorporelles	53 566	20 245	23 895	10 708	1 197	2 250	344	4 125	(3 828)	112 502
Placements des activités d'assurance	998 804	884 534	609 456	57 030	241 695	75 383	1 399 708	84 543	(362 147)	3 989 006
Investissements dans les entreprises associées	72 797	54 063	-	-	-	-	-	72 568	-	199 428
Part des cessionnaires et récessionnaires dans les provisions techniques et les passifs financiers	271 666	123 214	272 370	212 723	116 781	66 372	372 018	110	(870 975)	564 279
Créances d'assurance et de réassurance	55 401	69 650	174 215	79 979	90 734	55 680	260 298	(47)	(181 040)	604 870
Autres actifs sectoriels	287 843	115 301	164 560	255 820	73 713	40 983	62 222	155 038	(374 267)	781 213
Total actif	1 740 077	1 267 007	1 312 062	622 196	552 057	244 071	2 094 590	319 884	(1 792 257)	6 359 687
Provisions techniques nettes (de provisions de recours)	543 804	241 963	515 131	347 114	274 847	124 346	1 004 720	48	(874 727)	2 177 246
Dettes nées des opérations d'assurance ou de réassurance accep	24 836	69 740	49 332	39 702	7 431	15 163	94 716	1 439	(75 367)	226 992
Dettes nées des opérations de réassurance cédées	35 288	12 349	52 539	25 880	38 672	2 268	94 360	43	(129 922)	131 477
Autres dettes	435 425	243 043	329 400	64 333	45 270	30 563	55 731	683 242	(705 702)	1 181 305
Total dettes	1 039 353	567 095	946 402	477 029	366 220	172 340	1 249 527	684 772	(1 785 718)	3 717 020

Annexe aux comptes consolidés

Bilan sectoriel au 31 décembre 2014 – Publié

(en milliers d'euros)

31 décembre 2014

	Allemagne, Autriche et Suisse	France	Europe du Nord	Pays méditerranéens, Moyen-Orient et Afrique	Amériques	Asie Pacifique	Reassurance groupe	Services groupe	Eliminations inter sectorielles	GRUPE
Ecart d'acquisition	-	-	67 566	5 936	27 937	3 403	-	3 547	-	108 389
Autres immobilisations incorporelles	53 566	20 245	23 895	10 708	1 197	2 250	344	4 125	(3 827)	112 503
Placements des activités d'assurance	899 321	962 499	(378 434)	34 286	140 304	61 670	1 029 851	1 691 692	(452 183)	3 989 006
Investissements dans les entreprises associées	72 797	54 063	-	-	-	-	-	72 568	-	199 428
Part des cessionnaires et rétrocessionnaires dans les provisions techniques et les passifs financiers	271 666	123 214	272 370	256 990	116 781	22 105	372 018	110	(870 975)	564 279
Créances d'assurance et de réassurance	55 401	69 650	174 215	79 979	90 734	55 680	260 298	(47)	(181 040)	604 870
Autres actifs sectoriels	287 843	115 301	1 604 984	277 400	73 713	19 403	62 222	155 038	(1 814 692)	781 212
Total actif	1 640 594	1 344 972	1 764 596	665 299	450 666	164 511	1 724 733	1 927 033	(3 322 717)	6 359 687
Provisions techniques nettes (de provisions de recours)	543 804	241 963	515 131	274 185	274 847	197 275	1 004 720	48	(874 727)	2 177 246
Dettes nées des opérations d'assurance ou de réassurance accep	24 836	69 740	49 332	39 702	7 431	15 163	94 716	1 439	(75 367)	226 992
Dettes nées des opérations de réassurance cédées	35 288	12 349	52 539	25 880	38 672	2 268	94 360	43	(129 922)	131 477
Autres dettes	1 088 401	878 603	329 400	165 086	45 270	81 697	55 731	683 242	(2 146 125)	1 181 305
Total dettes	1 692 329	1 202 655	946 402	504 853	366 220	296 403	1 249 527	684 772	(3 226 141)	3 717 020

Note 30 Parties liées

Euler Hermes Group est détenue principalement par le groupe Allianz France SA, qui est lui-même détenu par le groupe Allianz à 100%.

L'actionnariat d'Euler Hermes Group se compose de la manière suivante:

	Nombre d'actions	%
Allianz France SA	26 864 230	59,25%
Allianz Vie	3 879 818	8,56%
Actions d'autocontrôle	1 124 387	2,48%
Sous total	31 868 435	70,28%
Public (titres au porteur)	13 473 742	29,72%
Total	45 342 177	100,00%

Transactions

(en milliers d'euros)

31 décembre

	2015				2014			
	Allianz SE & autres entités Allianz	Allianz Belgium	Allianz France SA	Entreprises associées et co-entreprises	Allianz SE & autres entités Allianz	Allianz Belgium	Allianz France SA	Entreprises associées et co-entreprises
Produits d'exploitation	54 500	-	-	135 949	53 264	-	-	151 265
Charges de prestations d'assurance	(73 630)	-	-	(73 962)	(6 691)	-	-	(62 364)
Charges ou produits nets de cession en réassurance	(28 109)	-	-	(1 307)	(64 682)	-	-	(5 517)
Charges de financement	(6)	-	-	-	(157)	-	-	-
Autres produits et charges d'exploitation et financiers nets	(21 627)	-	-	(51 368)	(15 745)	-	-	(51 513)
<i>dont charges liées à l'acquisition de contrats</i>	<i>(18 466)</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>(43 341)</i>	<i>(14 291)</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>(50 341)</i>
<i>dont autres services rendus</i>	<i>(7 363)</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>(8 054)</i>	<i>(3 668)</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>(1 194)</i>
<i>dont variation de juste valeur des placements comptabilisés à la juste valeur par résultat</i>	<i>3 854</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>1 844</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>
<i>dont produits nets d'investissement</i>	<i>348</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>27</i>	<i>370</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>22</i>

Créances et dettes

(en milliers d'euros)

31 décembre 2015

31 décembre 2014

	Allianz SE & autres entités Allianz	Allianz Belgium	Allianz France SA	Entreprises associées et co-entreprises	Allianz SE & autres entités Allianz	Allianz Belgium	Allianz France SA	Entreprises associées et co-entreprises
Comptes courants (y compris intérêts courus)	55 853	-	-	-	58 515	-	-	-
Créances d'exploitation nettes	6 400	-	153	2 155	6 893	-	153	4 107
Dettes d'exploitation	(131)	-	(448)	(669)	(8 858)	-	-	921

Le compte courant avec Allianz SE correspond à une partie de la trésorerie du Groupe qui est centralisée par Allianz SE dans un *cash pooling*.

Annexe aux comptes consolidés

Rémunération des mandataires sociaux

Les mandataires sociaux du Groupe sont constitués des membres du Directoire et des membres du Conseil de Surveillance

Le tableau ci-dessous résume les sommes attribuées par le Groupe au titre des rémunérations de toutes natures et autres avantages accordés aux membres du Directoire du Groupe au titre de chacun des exercices présentés.

Membres du Directoire

(en milliers d'euros)	Au 31 décembre,	
	2015	2014
Salaires et autres avantages à court terme	5 456	5 365
Plus-value de cession de SAR/RSU		
Avantages en nature	471	370
Autres indemnités spécifiques	285	255
Total	6 212	5 991
Attribution d'options (nombre):	13 417,5	19 377
- Options Euler Hermes & LTI EH	7 672,5	12 171
- AEI (ex RSU)	5 745,0	7 206

Les détails sur les plans de stock-options sont mentionnés dans la note 31.

Aucun des membres du Directoire ne bénéficie d'un régime de retraite supplémentaire à prestations définies (retraite chapeau).

En supplément du régime complémentaire AGIRC-ARRCO, Frédéric Bizière, Dirk Oevermann, Clarisse Kopff et Paul Overeem, bénéficient d'un régime de retraite supplémentaire à cotisations définies géré par AG2R/ARIAL Assurances.

Monsieur Paul Overeem, bénéficie par ailleurs d'un plan de retraite complémentaire à cotisations définies américain 401(k).

Par ailleurs, Messieurs Wilfried Verstraete et Gerd-Uwe Baden bénéficient du régime de retraite complémentaire à cotisations définies du groupe Allianz pour ses dirigeants.

Le chapitre 2, paragraphe 2.3 du Document de Référence contient une description détaillée des différentes rémunérations et avantages accordés aux mandataires sociaux du Groupe.

Le tableau ci-dessous résume les sommes versées par le Groupe au titre des jetons de présence accordés aux membres du Conseil de Surveillance faisant partie d'Allianz France et/ou du groupe Allianz.

Membres du Conseil de Surveillance faisant partie d'Allianz France et/ou du groupe Allianz

(en milliers d'euros)	Au 31 décembre,	
	2015	2014
Jetons de présence dus par Euler Hermes Group	214	225

Annexe aux comptes consolidés

Note 31 Plans de stock-options

Plans d'options sur actions Euler Hermes Group

Caractéristiques des plans d'options sur actions

Euler Hermes Group utilise le modèle Cox-Ross-Rubinstein pour évaluer la charge de personnel relative aux options attribuées. Les hypothèses retenues sont les suivantes :

		Plan d'achat
		juin-2008
Juste valeur des options attribuées		6,83
Caractéristiques :		
Date de l'AGE (Assemblée Générale Extraordinaire)		22/05/2006
Durée de validité des options		8 ans
Période d'acquisition des droits		2 ans
Hypothèses :		
Taux d'intérêt sans risque		4,72%
Volatilité attendue (1)		33%
Taux de rendement des actions		10,51%

(1) La volatilité attendue est calculée à partir des prix de marché historiques.

Restrictions diverses

- Plans mixtes adoptés par l'AGE du 22 mai 2006
Sont éligibles tous les salariés et mandataires sociaux de la société Euler Hermes Group et de ses filiales détenues à plus de 50 % à la date de l'octroi de l'option, sous contrat à durée indéterminée ou à durée déterminée, et ayant au moins six mois d'ancienneté à cette même date. Les options seront librement cessibles au terme de la période d'indisponibilité de quatre années à compter de la date de l'octroi des options, sauf cas prévus par l'article 91 *ter* de l'annexe II du Code général des impôts (licenciement, mise à la retraite, invalidité ou décès du bénéficiaire).

Informations relatives aux plans en cours

Au 31 décembre 2015, le nombre d'options susceptibles d'être exercées est le suivant:

		Plan d'achat (1)
Date d'attribution		June-08
Nombres d'options à lever		8 306
Fin de période de souscription		June-16
Prix d'exercice des options en vie à la clôture		55,67

- (1) L'AGE du 22 mai 2006 a autorisé à consentir au bénéfice des salariés et éventuellement des mandataires sociaux du Groupe Euler Hermes des options de souscriptions et/ou d'acquisition d'actions Euler Hermes. En ce qui concerne l'attribution de septembre 2006, il s'agit uniquement d'options d'achat. Le Directoire réuni le 20 juin 2008 a approuvé la demande du Conseil de Surveillance du 15 juin 2008 quant à l'attribution d'un plan d'achat d'actions (ce dernier entre dans le cadre du plan approuvé lors de l'Assemblée Générale Mixte du 22 mai 2006).

Les opérations sur les plans de *stock-options* intervenues depuis le 1^{er} janvier 2015 sont résumées comme suit :

Annexe aux comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2015					
	Prix d'exercice moyen (euros)	Nombre d'options	Prix moyen de l'action Euler Hermes Group à la date d'exercice (euros)	Moyenne des durées de vie résiduelles (années)	Fourchette des prix d'exercice des options en vie à la clôture (euros)
Début de période	55,67	34 906			
Attribution	-	-			
Exercice	55,67	25 700	91,39		
Annulation	55,67	900			
Fin de période	55,67	8 306		0,47	55,67

Exercice clos le 31 décembre 2014					
	Prix d'exercice moyen (euros)	Nombre d'options	Prix moyen de l'action Euler Hermes Group à la date d'exercice (euros)	Moyenne des durées de vie résiduelles (années)	Fourchette des prix d'exercice des options en vie à la clôture (euros)
Début de période	81,36	163 993			
Attribution	-	-			
Exercice	57,59	11 275	57,59		
Annulation	91,24	117 812			
Fin de période	55,67	34 906		1,47	55,67

Allianz group Equity Incentive plans

Les plans mis en place dans le cadre de l'*Allianz group Equity Incentives* concernent les membres de la Direction d'Allianz et de ses filiales dans le monde. A partir de 1999, Allianz a émis des SAR (*Stock Appreciation Rights*), instruments dont la rémunération est entièrement et directement liée à l'évolution du cours de l'action Allianz. A partir de 2003, Allianz a émis des RSU (*Restricted Stock Units*) avec une période d'acquisition des droits de quatre ou cinq ans. La rémunération est accordée par chaque entité concernée selon les conditions définies par le groupe Allianz. Le prix d'octroi des SAR et des RSU applicable pour la rémunération des personnes éligibles (prix de référence) est calculé sur la base de la moyenne du cours de l'action Allianz au cours des 10 jours suivant l'Assemblée Générale Annuelle d'Allianz.

Caractéristiques des plans SAR et RSU

	06-mars-08	12-mars-09	11-mars-10	Total
Juste valeur au 31 décembre 2015 (en euros)		77,94	76,19	
(en milliers d'euros)				
Engagement total	-	207	1 192	1 399
Engagement à l'ouverture	669	385	1 259	2 313
Charge comptabilisée sur la période	215	-	594	809
Exercice des SAR	-884	-178	-661	-1 723
Engagement à la clôture	-	207	1 192	1 399

	Plans de RSU						Total
	11-mars-10	10-mars-11	08-mars-12	07-mars-13	13-mars-14	12-mars-15	
Juste valeur au 31 décembre 2015 (en euros)			163,55	156,14	148,61	140,65	
(en milliers d'euros)							
Engagement total	-	-	5 172	3 935	2 520	2 257	13 884
Engagement à l'ouverture	2 708	3 522	3 223	1 777	736	-	11 966
Charge comptabilisée sur la période	242	371	1 749	1 214	682	837	5 095
Exercice des RSU	-2 951	-3 894	-	-	-	-	-6 845
Engagement à la clôture	-0	-0	4 972	2 991	1 418	837	10 216

- SAR

Après une période d'acquisition des droits de deux ans (excepté pour le plan de mars 2010, quatre ans), les SAR peuvent être exercées à n'importe quel moment entre le deuxième et le septième anniversaire du plan concerné sous les conditions suivantes :

- le cours de l'action Allianz surperforme le prix de référence d'au moins 20% au moment de l'exercice des droits ;
- durant la période contractuelle, le cours de l'action Allianz a surperformé l'indice Dow Jones au moins une fois pendant une période de cinq jours consécutifs.

Annexe aux comptes consolidés

Sous ces conditions, les sociétés du groupe Allianz doivent payer, par remise de liquidités, la différence entre le cours de l'action Allianz au jour où les droits sont exercés et le prix de référence mentionné dans le plan concerné.

- RSU

A l'issue de la période d'acquisition des droits d'une durée de quatre ou cinq ans, à la date d'exercice des droits, le groupe Allianz pourra opter pour une rémunération par remise de liquidités ou par remise de titres Allianz ou autres instruments de capitaux propres. Dans le premier cas, le paiement se fera par rapport au cours moyen de l'action Allianz sur les 10 jours précédant la fin de la période d'acquisition des droits.

Incidence sur les comptes consolidés au 31 décembre 2015

La juste valeur de la dette résultant des plans de SAR et de RSU est réévaluée à chaque clôture en fonction de l'évolution du cours de l'action Allianz, jusqu'à l'extinction de l'obligation. La juste valeur des SAR et des RSU est déterminée selon le modèle binomial d'évaluation de Cox-Ross-Rubinstein. La charge est comptabilisée au fur et à mesure de l'acquisition des droits (la charge est donc étalée sur deux ans pour les SAR – excepté pour le plan de mars 2010, quatre ans – et de quatre ou cinq ans pour les RSU). Au 31 décembre 2015 la dette relative aux SAR et aux RSU restant à exercer s'élève à 11 615 milliers d'euros.

Informations relatives aux plans en cours

Date d'octroi	Exercice clos le 31 décembre 2015												
	SAR						RSU						
	Période d'acquisition des droits (années)	Prix de référence (euros)	SAR à l'ouverture	SAR attribuées	SAR annulées	SAR exercées	SAR transférées	Période d'acquisition des droits (années)	RSU à l'ouverture	RSU attribuées	RSU annulées	RSU exercées	RSU transférées
06/03/2008	2	117,38	34 692			- 34 692							
12/03/2009	4	51,95	4 942			- 2 285							
11/03/2010	4	87,36	25 193			- 9 552		20 426			- 19 519	-	907
10/03/2011								26 740			- 25 760	-	980
08/03/2012								32 831			-	-	1 209
07/03/2013								26 008			-	-	807
13/03/2014								17 510			-	-	555
12/03/2015								-	15 707		-	-	340

Euler Hermes Group Long Term Incentive plans

Cinq plans EH LTI ont été mis en place (en mars 2011, en mars 2012, en mars 2013, en mars 2014 et en mars 2015). Les bénéficiaires concernés sont des salariés et des membres du Directoire d'Euler Hermes Group (classés selon les échelons Allianz 20 à 15). Il s'agit d'un mode de rémunération variable permettant aux acquéreurs (déterminés en fonction du rôle et de leur contribution) de profiter du succès du Groupe sur le long terme.

De manière générale, les règles d'attribution, de plafonnement (croissance de cours de l'action de 200%) et de versement du plan EH LTI sont identiques au plan *Allianz group Equity Incentive Plan*.

Caractéristiques du plan RSU Euler Hermes Group

	Plans RSU Euler Hermes Group					
	01-mars-11	01-mars-12	01-mars-13	01-mars-14	01-mars-15	Total
Juste valeur au 31 décembre 2015 (en euros)	83,60	83,60	83,60	83,60	83,60	
(en milliers d'euros)						
Engagement total (hors charges sociales)	4 102	6 146	4 872	3 115	-	18 236
Engagement à l'ouverture	3 741	4 402	2 657	1 162	-	11 962
Charge comptabilisée sur la période	656	1 076	911	570	1 501	4 715
Exercice d'option	(4 397)	-	-	-	-	(4 397)
Engagement à la clôture	-	5 478	3 568	1 732	1 501	12 279

Les RSU Euler Hermes Group (*Euler Hermes Restricted Stock Units*) ont une période d'acquisition de quatre ans à compter de la date d'octroi.

Le prix d'octroi des RSU Euler Hermes Group est calculé sur la base de la moyenne du cours de l'action Euler Hermes Group au cours des 10 jours suivant la conférence de presse portant sur les comptes d'Euler Hermes Group du quatrième trimestre de l'année précédente.

Annexe aux comptes consolidés

Le nombre des RSU Euler Hermes Group délivrés est calculé en fonction de la *LTI Allocation Value* Euler Hermes Group divisée par le prix d'octroi des RSU Euler Hermes Group. Le premier plan RSU Euler Hermes Group a été octroyé en date du 1^{er} mars 2011, le second plan le 1^{er} mars 2012, le troisième plan le 1^{er} mars 2013, le quatrième plan le 1^{er} mars 2014 et le cinquième plan le 1^{er} mars 2015.

A l'issue de la période d'acquisition de quatre ans (soit en 2015 pour les RSU Euler Hermes Group octroyés en mars 2011, 2016 pour ceux octroyés en mars 2012, 2017 pour ceux octroyés en mars 2013, 2018 pour ceux octroyés en mars 2014 et 2019 pour ceux octroyés en mars 2015), la société a le choix, pour chaque RSU Euler Hermes Group, entre deux modes de versement:

- la conversion en titres Euler Hermes Group supplémentaires au nom de l'acquéreur ;
- la conversion des RSU Euler Hermes Group en liquidités payées directement sur le salaire.

Dans les deux cas, le versement est calculé en fonction du cours de l'action à la fin de la période d'acquisition.

Informations relatives aux plans en cours

Exercice clos le 31 décembre 2015						
EH RSU						
Date d'octroi	Période d'acquisition des droits (années)	RSU à l'ouverture	RSU attribuées	RSU annulées	RSU exercées	RSU transférées
01/03/2011	4	49 070			- 49 070	
01/03/2012	4	73 518		- 5 260		
01/03/2013	4	58 279		- 2 850		
01/03/2014	4	37 261		- 1 542		
01/03/2015	4	-	46 025			

Le total des attributions en 2015 pour les membres du Directoire s'élève à :

- RSU Allianz 5 745
- RSU Euler Hermes Group 7 673

La quote-part de charges comptabilisées sur la période correspondant à la mise à la juste valeur des plans a été reclassée dans les charges financières pour un montant de 1 842 milliers d'euros.

Annexe aux comptes consolidés

Note 32 Effectifs du Groupe

Répartition des effectifs par région

	31 décembre 2015	31 décembre 2014
Allemagne & Suisse	2 107	2 110
France	833	866
Europe du Nord	1 399	1 381
Bassin Méditerranéen & Afrique	541	516
Amériques	462	441
Asie Pacifique	339	287
Captive de réassurance	19	17
Services Groupe	766	793
Total Groupe	6 466	6 411

L'effectif présenté correspond au nombre d'employés avec un contrat de travail avec la filiale à la date d'arrêté des comptes. L'effectif des sociétés mises en équivalence n'est pas pris en compte.

Charges de personnel :

	2015	2014 à change constant	2014
(en milliers d'euros)			
Frais de personnel	(555 038)	(525 239)	(512 339)
Participation et intéressement	(7 367)	(13 775)	(13 775)
Total charges de personnel	(562 405)	(539 014)	(526 114)

La charge globale de personnel est de 562,4 millions d'euros au 31 décembre 2015 contre 539 millions d'euros à change constant au 31 décembre 2014. L'augmentation des charges de personnel s'explique notamment par les hausses de salaires conventionnelles, l'augmentation des coûts de retraite, l'augmentation des effectifs dans les zones de croissance.

La participation et l'intéressement des salariés ont diminué d'environ 47% entre 2014 et 2015.

En 2014, une hausse d'environ 50% avait été constatée. Elle était liée à la reprise de la provision pour égalisation dans Euler Hermes France suite à la réalisation de la fusion transfrontalière (fusions transfrontalières d'Euler Hermes Deutschland AG et Euler Hermes France SA dans Euler Hermes SA (NV)). Cette reprise de provision expliquait en grande partie la hausse du bénéfice net fiscal de 2015, qui sert de base au calcul de la participation et intéressement.

Le montant des rémunérations attribuées aux membres du Directoire de Euler Hermes Group s'élève à 6 212 milliers d'euros au titre de l'exercice 2015 (2014 : 6 212 milliers d'euros).

Note 33 Engagements donnés et reçus

Annexe aux comptes consolidés

(en milliers d'euros)	31 décembre 2015	31 décembre 2014
Engagements reçus	9 200	6 975
Cautions, avals, autres garanties	9 200	6 975
Engagements donnés	29 136	35 228
Cautions, avals, autres garanties	29 136	35 228
Dont engagements d'investissements dans des fonds de placement	18 139	24 143
Dont Garantie Autonome CACIB	3 125	3 125
Dont engagements liés aux locations bureaux et voitures	4 312	4 314
Dont engagements envers InvestitionsBank Landes Brandenburg	1 857	1 857
Dont engagement lié à la responsabilité de membres d'un GIE	105	33

Le Groupe s'est engagée à investir directement ou par l'intermédiaire d'opérations de co-investissements dans des fonds communs de placements. Le montant de ces engagements s'élève à 18 139 milliers d'euros au 31 décembre 2015 contre 24 143 milliers d'euros au 31 décembre 2014.

Un engagement hors bilan de 3 125 milliers d'euros a été donné au cours de l'exercice 2012 au titre d'une garantie autonome à première demande dont le bénéficiaire est la compagnie CACIB au titre du dépôt de garantie donné pour la location des locaux d'exploitation de la tour *First* à La Défense.

Un engagement a été donné par le Groupe à Cardif pour garantir le versement des sommes nécessaires au fond de retraite à prestations définies en cas de revalorisation indiciaire de ce fond.

Dans le cadre du partenariat espagnol Solunion, le Groupe et MAPFRE ont un engagement mutuel de garantie de passif.

Lettre de confort pour l'activité Garantie des opérations de crédit à l'export de l'Etat allemand

Euler Hermes Allemagne (et PwC) gère l'activité de Garantie des opérations de crédit à l'export pour le compte de l'Etat Fédéral d'Allemagne. Au 1^{er} janvier 2014, cette activité a été transférée de Euler Hermes Deutschland AG (nouvellement Euler Hermes Deutschland, succursale d'Euler Hermes SA (NV)) à Euler Hermes AG (anciennement Euler Hermes Forderungsmanagement AG). Suite à ce transfert, Euler Hermes Deutschland a donné une lettre de confort au Ministère de l'Economie et de l'Energie allemand. Par cette lettre Euler Hermes Deutschland garantit pour une durée de cinq ans qu'Euler Hermes AG sera capable de respecter, vis-à-vis du gouvernement allemand, ses obligations professionnelles et commerciales résultant de l'activité réalisée jusqu'au 1^{er} janvier 2014.

Annexe aux comptes consolidés

Note 34 Honoraires d'audit

(en milliers d'euros)

	KPMG Audit FS II				ACE			
	Amount		%		Amount		%	
	2015	2014	2015	2014	2015	2014	2015	2014
Audit								
o Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés								
- Emetteur	369	354	10%	10%	190	189	42%	43%
- Filiales intégrées globalement	2 863	2 800	76%	76%	240	229	53%	52%
o Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes								
- Emetteur	165	106	4%	3%	22	19	5%	5%
- Filiales intégrées globalement	326	121	9%	3%	3		1%	
Sous-total	3 723	3 382	99%	91%	455	437	100%	100%
Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement								
o Juridique, fiscal, social	27	143	1%	4%				
o IT								
o Stratégie		150		4%				
o Ressources humaines								
o Autres		26		1%				
Sous-total	27	318	1%	9%				
TOTAL	3 750	3 700	100%	100%	455	437	100%	100%

Note 35 Événements postérieurs au 31 décembre 2015

Il n'y a pas eu de changement significatif de la situation financière ou commerciale du Groupe, survenu depuis le 31 décembre 2015 qui remette en cause les hypothèses retenues pour la clôture des comptes.

Note 36 Gestion des risques

Les sections qui font partie intégrante des états financiers du Groupe relatives à la gestion des risques sont présentées dans les sections 4.2 à 4.2.5 inclus du chapitre 4 « Principaux facteurs de risques et leur gestion au sein du Groupe » du présent Document de Référence.